

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

LA REVITALISATION PAR PROJETS URBAINS:
VERS UNE RÉAPPROPRIATION IDENTITAIRE?
LE CAS DU CENTRE-VILLE DE GATINEAU

MÉMOIRE PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU PROGRAMME DE MAÎTRISE EN DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

PAR
ISABELLE FOURNIER

Décembre 2012

REMERCIEMENTS

Ce mémoire a été pour moi un très long processus qui a soulevé passions et frustrations. Travaillant à temps plein depuis les tous débuts, c'est grâce au soutien des personnes de mon entourage et à d'extraordinaires modèles de réussite que j'ai su persévérer et enfin en voir l'aboutissement.

Je n'aurais pu imaginer meilleur soutien que celui que m'a aimablement offert mon conjoint, Steve. Curieux, à l'écoute et rassurant, il s'est petit à petit intéressé à mon sujet d'étude, à un point tel qu'il s'est personnellement impliqué dans la démarche en assistant à divers événements de consultation publique et en proposant des projets structurants pour le développement d'un milieu de vie plus dynamique à Gatineau. Je tiens donc à le remercier de tout cœur.

Je tiens également à remercier mon directeur, Mario Gauthier, professeur au département des sciences sociales de l'Université du Québec en Outaouais (UQO), qui a cru en moi et en mes capacités d'aller jusqu'au bout de ce projet, et ce malgré de multiples rebondissements. En effet, quand j'ai voulu, pour une énième fois, reprendre la rédaction de mon mémoire, il a su être à l'écoute et m'encourager à continuer. J'aimerais également remercier le défunt professeur Serge Gagnon, être passionné avec qui j'ai pu vivre, dès le début de mes études de maîtrise, un voyage des plus formateur et des plus haut en couleurs en Bretagne.

Ayant comme modèle un père avec deux diplômes de maîtrise en poche et une mère ayant récemment complété un doctorat (j'ai d'ailleurs eu la chance d'être présente lors de sa soutenance), mon cadre familial a été vraiment structurant et motivant. Mes parents et ma petite sœur m'ont toujours motivée à aller au bout de ce projet et ont été d'une grande écoute.

Je ne pourrais passer sous silence le soutien indéniable de mes amies, et plus particulièrement celui de mes collègues de la maîtrise, qui font maintenant partie intégrante de ma vie : Céline, Isabelle, Karine, et tout spécialement Véronique, qui est devenue une collègue de travail et une très bonne amie. Juste d'avoir pu les rencontrer fait que la maîtrise en a valu la peine!

J'aimerais, en terminant, remercier mes employeurs, le CLD Papineau ainsi que Vivre en Ville. C'est principalement grâce à leur flexibilité, à leur compréhension et au soutien de mes collègues que je suis arrivée à bout de ce projet. Merci!

RÉSUMÉ

L'identité liée aux projets urbains est au cœur des questionnements et réflexions dans le monde urbanistique actuel. Celle-ci a également un impact sur les acteurs participant au développement de ces projets, ce qui amène les planificateurs urbains à se questionner quant à la notion d'acteur collectif. En regard de cette problématique et par une démarche multidisciplinaire, le but de cette recherche est de comprendre, sous l'angle identitaire, l'impact des notions ci-haut mentionnées sur le développement des villes. L'objet précis est le programme particulier d'urbanisme (PPU) implanté dans le centre-ville de Gatineau, ville frontalière et fortement administrative, et dont le centre est à la base dévitalisé.

S'appuyant sur les travaux de Pinson (2009) quant aux projets urbains, ainsi que sur ceux de Bassand (1990) concernant les diverses formes d'identités (positives et négatives), l'étude porte sur l'approche préconisée par la Ville de Gatineau quant à l'utilisation de l'identité dans l'instauration d'un programme particulier d'urbanisme pour le centre-ville, ainsi que sur la réaction des acteurs face à cette approche.

Suite au cadre théorique vient le questionnement de recherche, soit l'utilisation des projets urbains dans le but d'amener une réappropriation identitaire et l'émergence d'un acteur collectif doté d'une identité propre. En s'impliquant dans le processus d'élaboration du programme particulier d'urbanisme, l'hypothèse suggère que les acteurs s'imaginent leur centre-ville idéal, se réappropriant le territoire et recréent des liens identitaires avec celui-ci, ce qui amène la constitution d'un acteur collectif doté d'une identité propre.

L'opérationnalisation des concepts centraux d'identité et de projets urbains, de même que les outils de collecte d'informations tels que l'analyse de contenu, de discours écrits et de comportements verbaux permettent la création d'une démarche méthodologique d'approche qualitative afin de répondre au questionnement de recherche.

L'analyse se divise en trois chapitres, le premier dressant un portrait analytique des éléments ayant marqué le développement des villes de façon globale, et plus précisément du territoire étudié. Un deuxième chapitre vise l'analyse des documents liés au PPU centre-ville (notions identitaires et d'acteurs collectifs de Pinson, 2009), et enfin, le troisième et dernier chapitre permet d'illustrer les différentes réactions des acteurs ayant intervenu dans le cadre des consultations publiques liées au PPU en regard des identités positives et négatives (Bassand 1990).

La recherche permet le constat de l'importance grandissante de l'acteur et des questions identitaires dans un contexte de globalisation, soutenant l'hypothèse de départ selon laquelle le projet urbain du PPU centre-ville amène une réappropriation identitaire et l'émergence d'un acteur collectif doté d'une identité propre. En effet, la ville a réussi à intégrer dans son PPU tous les ingrédients permettant d'ériger l'identité en vecteur de coordination des actions des individus (Pinson, 2009), et une majorité d'acteurs soutiennent les initiatives mises de l'avant par la Ville et s'impliquent dans le projet.

Certaines conclusions quant au processus de consultations publiques, à l'importance du politique et du conflit, à la marginalisation des catégories populaires et à la résurgence de réseaux d'acteurs sont soulevées. Des questionnements en lien avec le développement durable, l'écart entre la théorie et la pratique, le passage des villes compactes aux villes multipolaires et polycentriques demeurent toutefois et pourraient faire l'objet d'études futures.

Mots-clés :

Projets urbains, revitalisation, dévitalisation, identité, sentiment d'appartenance (*sense of place*), imaginaire urbain, territoire, programme particulier d'urbanisme, Ville de Gatineau, centre-ville.

« Comprendre la ville commence par comprendre l'image que les citoyens s'en font », Delorme, 2005, p.23.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	II
RÉSUMÉ	III
TABLE DES MATIÈRES.....	VI
LISTE DES ACRONYMES	IX
LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX.....	XI
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I.....	5
DE LA DÉVALORISATION À LA REVITALISATION DES CENTRES-VILLES : QUESTIONS IDENTITAIRES	5
1.1 DÉFINITIONS IDENTITAIRES ET PRINCIPAUX CONCEPTS S'Y RATTACHANT	5
1.1.1 <i>Différentes perspectives identitaires</i>	6
1.1.2 <i>Identité, appartenance et concepts reliés</i>	7
1.2 PROBLÉMATIQUE DE RECHERCHE	9
1.2.1 <i>Questions identitaires et dévitalisation</i>	10
1.2.2 <i>Question identitaire et revitalisation</i>	12
1.2.3 <i>Notion d'acteur collectif</i>	16
1.2.4 <i>Liens entre projets urbains, identité et acteur collectif</i>	20
1.3 CONTEXTE DE LA RECHERCHE	24
1.4 QUESTIONNEMENT ET HYPOTHÈSES DE RECHERCHE	25
CHAPITRE II.....	29
ORIENTATIONS THÉORIQUES.....	29
2.1 TERRITOIRES ET IDENTITÉS	29
2.2 DU PLAN AU PROJET	32
2.3 IDENTITÉ : PERSPECTIVES MULTIPLES	37
2.3.1 <i>Catégorisation des identités</i>	38
CHAPITRE III.....	43
LA DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE	43
3.1 TERRAIN D'OBSERVATION	43
3.1.1 <i>Le programme particulier d'urbanisme du centre-ville de Gatineau</i>	44
3.1.2 <i>Analyse du territoire et du contexte de planification</i>	45
3.2.1 <i>L'analyse de contenu</i>	47
3.3 L'OPÉRATIONNALISATION DES CONCEPTS CENTRAUX	50
3.4 PORTÉE ET LIMITES DE LA DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE	52
3.5 CONSIDÉRATIONS ÉTHIQUES	53

CHAPITRE IV	54
GATINEAU : ÉLÉMENTS DE FRAGILISATION IDENTITAIRE ET CONTEXTE DE PLANIFICATION.....	54
4.1 GATINEAU - SITUATION GÉOGRAPHIQUE ET DÉMOGRAPHIQUE.....	55
4.2 LA DÉVITALISATION DES VILLES DANS UN CONTEXTE GLOBAL	62
4.3 LA DÉVITALISATION DU CENTRE-VILLE DE GATINEAU.....	64
4.3.1 <i>Grand Feu de 1900</i>	66
4.3.2 <i>Époque de la prohibition et du « Petit Chicago »</i>	69
4.3.3 <i>Construction de la Place du Portage</i>	73
4.4 LA REVITALISATION DU CENTRE-VILLE DE GATINEAU	75
4.4.1 <i>Le centre-ville de Gatineau : Territoire, population et caractéristiques</i>	76
4.4.2 <i>Contexte de planification</i>	79
4.4.3 <i>Programme particulier d'urbanisme du centre-ville de Gatineau (PPU)</i>	80
CHAPITRE V	87
PROGRAMME PARTICULIER D'URBANISME DU CENTRE-VILLE DE GATINEAU: PRÉSENCE	
MARQUÉE DES NOTIONS D'IDENTITÉ ET D'ACTEUR COLLECTIF	87
5.2 PROJETS URBAINS ET IDENTITÉ.....	89
5.1.1 <i>Images, codes, significations et identité forte</i>	89
5.1.2 <i>Réflexivité des individus</i>	93
5.2 PROJETS URBAINS ET ACTEUR COLLECTIF	98
Projets urbains et acteur collectif (Pinson 2009)	101
Terminologie (PPU)	101
5.3 PROJETS URBAINS, IDENTITÉ ET ACTEUR COLLECTIF : NOTES CONCLUSIVES	102
5.3.1 <i>La consultation publique en question</i>	103
5.3.2 <i>De l'importance du politique</i>	104
CHAPITRE VI	108
PROGRAMME PARTICULIER D'URBANISME DU CENTRE-VILLE DE GATINEAU: DES IDENTITÉS	
POSITIVES ET NÉGATIVES	108
6.1 CATÉGORISATION DES ACTEURS AYANT DÉPOSÉ DES MÉMOIRES	109
6.2 IDENTITÉS POSITIVES ET NÉGATIVES	113
6.2.1 <i>Identité positive défensive traditionalistes (signes ou symboles)</i>	113
6.2.2 <i>Identité positive offensive régionalistes (signes ou symboles)</i>	116
6.2.3 <i>Identité négative défensive apathiques et résignés/émigrants potentiels (dévalorisation)</i>	
.....	121
6.2.4 <i>Identité négative offensive modernisateurs (dévalorisation)</i>	126
6.3 PROJETS URBAINS ET IDENTITÉS : NOTES CONCLUSIVES	128
6.3.1 <i>De l'importance du conflit</i>	129
6.3.2 <i>Marginalisation des catégories populaires</i>	131
6.3.3 <i>Résurgence de réseaux d'acteurs</i>	132

CONCLUSION	134
BIBLIOGRAPHIE.....	139

LISTE DES ACRONYMES

AGAP	Association des gens d'affaires et professionnels
AGE-UQO	Association générale des étudiant(e)s de l'Université du Québec en Outaouais
ARIH	Association des résidents de l'Île de Hull
AUAMQ	Association des urbanistes et aménagistes municipaux du Québec
CCN	Commission de la capitale nationale
CCU	Comité consultatif d'urbanisme
CLD	Centre local de développement
FOÉ	Festival de l'Outaouais Émergent
FRAPRU	Front d'action populaire en réaménagement urbain
IHRO	Institut d'histoire et de recherche de l'Outaouais
INRS	Institut national de recherche scientifique
IRD	Institut de recherche pour le développement
LAU	Loi sur l'aménagement et l'urbanisme
MRC	Municipalité régionale de comté
OCPM	Office de consultation publique de Montréal
POM	Production des Outaouais Motivés
PPU	Programme particulier d'urbanisme
PRG	Planification rationnelle globale
RCN	Région de la capitale nationale
RMR	Région métropolitaine de recensement
RUI	Revitalisation urbaine intégrée
SHO	Société de l'Histoire de l'Outaouais

TJG	Table jeunesse Gatineau
UQAM	Université du Québec à Montréal
UQO	Université du Québec en Outaouais
VSMS	Vivre Saint-Michel en Santé

LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX

FIGURES

Figure 1 - Territoire ayant été déterminé comme étant le centre-ville de Gatineau.....	44
Figure 2 - Région métropolitaine de recensement d'Ottawa-Gatineau	57
Figure 3 - La Ville de Gatineau - D'Est en Ouest	59
Figure 4 - Terrains de la CCN à Ottawa et Gatineau (terrains urbains).....	60
Figure 5 – Carte de Hull en 1908.....	65
Figure 6 - Le Grand Feu de 1900.....	67
Figure 7 - Catégorisation des acteurs.....	112

TABLEAUX

Tableau 1: La notion de projet selon Bassand (2007).....	22
Tableau 2: Modèle d'analyse 1 - Projet urbain.....	36
Tableau 3: Modèle d'analyse 2 - L'identité positive et négative selon Bassand.....	40
Tableau 4: Évolution historique de l'Île de Hull	45
Tableau 5: Événements historiques liés à l'identité.....	46
Tableau 6: Documents analysés, dates et sources	48
Tableau 7: Événements analysés, dates et organisateur.....	50
Tableau 8: Population et variations, 2011	56
Tableau 9: Profil du village urbain Centre-ville.....	77
Tableau 10: Planning stratégique de Padioleau (1989).....	80
Tableau 11: Diagnostic urbain PPU.....	82
Tableau 12: Volets, objectifs et événements participatifs du PPU.....	83
Tableau 13: Orientations d'aménagement pour le centre-ville.....	84
Tableau 14: Documents analysés, source et composantes	88
Tableau 15: Projets urbains et identité: terminologie identitaire	93
Tableau 16: Projets urbains et identité: espaces de réflexivité.....	94
Tableau 17: Approche participative inclusive (Ville de Gatineau).....	100
Tableau 18: Projets urbains et acteur collectif: terminologie.....	101
Tableau 19: Mémoires déposés - Réfléchissons sur l'avenir du centre-ville de Gatineau	110
Tableau 20: Mémoires déposés - Audience publique	111
Tableau 21: Classement des acteurs selon les catégories.....	127

INTRODUCTION

Le présent mémoire provient d'une réflexion et de questionnements quant aux problématiques identitaires liées aux projets urbains et à leurs impacts sur les acteurs y participant. Il s'intéresse donc prioritairement aux projets urbains, à l'identité et à la notion d'acteur collectif.

La transformation des villes nord-américaines (métropolisation, désindustrialisation, étalement urbain, déclin des zones centrales, etc.) amène les planificateurs urbains à faire évoluer les pratiques planificatrices. En effet, de la forme plus traditionnelle de reconstruction (destruction-construction-préservation) naît des processus de revitalisation urbaine intégrée (RUI), attribuant un rôle plus important à la population des territoires ciblés. La planification fait ainsi place au projet, plus inclusif des notions d'identité et d'acteur collectif, et permettant de penser, d'imaginer, de prévoir et d'aménager un quartier spécifique, ici le centre-ville de Gatineau.

Sous l'angle identitaire, ce mémoire s'appuie sur les travaux de Pinson (2009) quant aux projets urbains, le projet érigeant l'identité comme vecteur de coordination des actions des individus, et sur ceux de Bassand (1990) concernant les diverses formes d'identités, qu'elles soient positives ou négatives. Le premier permet d'analyser l'approche préconisée par la Ville de Gatineau (est-ce que le projet urbain est créateur d'images, de codes, de significations? Y a-t-il affirmation d'une identité forte? La réflexivité des individus est-elle mise de l'avant? Le projet permet-il de susciter des solidarités par affinités identitaires, comporte-il une mission collective et

la création d'un cadre de décision collectif?) et le second, les réactions des acteurs face à cette approche (les acteurs vivent-ils une situation identitaire positive, défensive ou offensive ou une situation identitaire négative défensive ou offensive?).

Ce mémoire est divisé en six chapitres : la problématique, le cadre théorique, la méthodologie et l'analyse, qui, elle, se divise en trois chapitres distincts.

Le premier chapitre a pour objectif de présenter la problématique de la recherche. Ainsi, nous tentons de savoir si suite aux phénomènes de dévitalisation des centres-villes, il est possible, par les projets urbains, d'amener une réappropriation identitaire et l'émergence d'un acteur collectif doté d'une identité propre. Sont d'abord définis l'identité et les principaux concepts s'y rattachant, puis problématisées les questions identitaires liées à la dévitalisation et à la revitalisation des centres-villes, ainsi que les notions de projets urbains et d'acteur collectif. Pour observer le phénomène, l'intérêt est porté sur le processus d'élaboration et de mise en œuvre du Programme particulier d'urbanisme (PPU) du centre-ville de Gatineau.

Le chapitre II permet d'établir le cadre théorique de référence afin de construire le cadre d'analyse. Identité et acteur collectif sont intimement liés à la notion de projet urbain. Ces principaux concepts y sont définis de façon opérationnelle : le territoire, en lien avec la notion d'identité, la nouvelle gouvernance et le passage du plan au projet, le concept de projet urbain de Pinson (2009) et d'identité de Bassand (1990).

Le chapitre III présente la démarche méthodologique de la recherche. L'approche qualitative, un portrait du terrain d'observation qu'est le processus d'élaboration et de mise en œuvre du Programme particulier d'urbanisme du centre-ville de Gatineau, la description des outils de collecte des informations (analyse de contenu, de discours écrits et de comportements verbaux), l'opérationnalisation des concepts centraux et les considérations éthiques y sont soulevés.

Premier chapitre d'analyse, le chapitre IV s'intéresse au territoire étudié et dresse un portrait analytique des éléments ayant marqué le développement des villes de façon globale (désindustrialisation, métropolisation, individualisation, mobilité grandissante, étalement urbain, logique de marché, etc.), et plus particulièrement de Gatineau (Grand Feu et destruction du centre-ville, époque du Petit Chicago et réputation, construction de la Place du Portage et transformation du patrimoine). Pour y remédier, et pour tenter de recréer ce sentiment d'appartenance, la ville instaure un programme particulier d'urbanisme pour le centre-ville, présenté ici de façon détaillée.

Le chapitre 5 vise l'analyse des différentes composantes des documents liés au PPU centre-ville, sous la loupe des notions identitaires et d'acteurs collectifs de Pinson (2009) et démontre clairement que ces documents semblent contenir tous les ingrédients (images, codes et représentations, affirmation d'une identité forte) permettant de rallier les acteurs autour du projet, la réflexivité des individus et la capacité de susciter des solidarités par affinités identitaires, de créer une mission collective ainsi qu'un cadre de décision collectif y étant également considérées. Des

questionnements quant à la consultation publique et à l'importance du politique permettent toutefois d'apporter certaines nuances à ces affirmations.

Enfin, le troisième et dernier chapitre d'analyse permet d'illustrer les différentes réactions des acteurs étant intervenus dans le cadre des consultations publiques liées au programme particulier d'urbanisme du centre-ville, en regard des notions d'identités positives et négatives élaborées par Bassand (1990). Il en ressort qu'une majorité d'acteurs soutiennent les initiatives mises de l'avant par la Ville de Gatineau et s'impliquent dans le but de faire avancer le projet, et ce malgré la présence de conflits et la marginalisation de catégories populaires.

La conclusion revient sur le questionnement de recherche et soutient l'hypothèse selon laquelle le projet urbain du PPU centre-ville amène une réappropriation identitaire et l'émergence d'un acteur collectif doté d'une identité propre. La recherche permet le constat de l'importance grandissante de l'acteur et des questions identitaires dans un contexte de globalisation. À la lumière des considérations qui y sont présentées, des questions quant au développement durable, à l'écart entre la théorie et la pratique, au passage de la ville compacte aux villes multipolaires et polycentriques sont soulevées.

CHAPITRE I

DE LA DÉVALORISATION À LA REVITALISATION DES CENTRES-VILLES : QUESTIONS IDENTITAIRES

Ce chapitre a pour objectif de présenter la problématique de la recherche, soit la fragilisation identitaire menant à l'évolution des pratiques planificatrices en regard à la participation de l'acteur au processus. Il est d'abord question de définir dès le départ ce que nous entendons par identité. Sont ensuite abordés les questions identitaires liées à la dévitalisation et à la revitalisation des centres-villes, ainsi que les notions de projets urbains et d'acteur collectif, le contexte de la recherche, la question à laquelle nous tentons de répondre et les hypothèses qui s'y rattachent et finalement, en quoi cette recherche trouve sa pertinence.

1.1 Définitions identitaires et principaux concepts s'y rattachant

Les concepts identitaires qui sont centraux à cette recherche méritent d'être explicités. L'identité et les notions qui y sont associées, telles que sentiment d'appartenance (*sense of place*) et imaginaire urbain ont toutes des significations plus ou moins similaires et se retrouvent de façon importante dans la littérature urbanistique et géographique.

Selon Rogers Brubaker, la notion d'identité a été élaborée aux États-Unis dans les années 1960 grâce à l'ouvrage « La construction sociale de la réalité » de Peter Berger et Thomas Luckman (1966) et aux travaux d'Erving Goffman (1963) (Avanza et Laferté, 2005). Depuis, les auteurs tentent de la définir, de la comprendre et de

l'étudier dans diverses sphères de la société. Voyons d'abord quelques définitions de la notion d'identité selon trois perspectives : les études urbaines, la sociologie et la géographie.

1.1.1 Différentes perspectives identitaires

Dans le *Dictionnaire la ville et l'urbain* (Pumain, Paquet et Kleinschmager, 2006), la notion d'identité est définie comme suit:

« L'identité désigne ce qui est propre à un individu ou une collectivité et ce qui les singularise par rapport à leur environnement... la construction d'une identité urbaine implique un mouvement de différenciation à partir duquel peut s'affirmer l'autonomie de la ville » (p.148).

Dans le *Dictionnaire de la Pensée sociologique* (Borlandi, 2005), « ...l'identité ne se réfère pas à une structure de traits innés et immuables, mais à une réalité qui se forme et se modifie au cours de la vie individuelle et de l'histoire » (p.336).

Le *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* (Levy et Lussault, 2003) soutient qu'il existe une identité spatiale collective prenant la forme de discours, de représentations et de pratiques normatives du bon usage de son espace par un groupe donné. Certains géographes parlent également de « sense of place » ou sentiment d'appartenance, chaque région étant le produit d'événements passés et d'enjeux contemporains résultant en différentes identités régionales (traduction libre, Bone, 2008 : 5), celles-ci nous protégeant de la mondialisation économique et culturelle. « The concept of sense of place... recognizes that people living in a region have undergone a collective experience that leads to shared aspirations, concerns, goals, and values » (p.12). L'identité associée à la région représente l'image que les

acteurs d'une même région se font d'eux-mêmes (Bassand, 1982). Elle est culturelle et se vit individuellement, mais est aussi sociale et collective. Selon Keating (1998), l'identité régionale est constituée de trois éléments : un élément cognitif (les gens doivent être au courant de la région et de ses limites), un élément affectif (qui doit donner le sentiment d'une identité commune dans l'espace ainsi conçu), et un élément instrumental (qui doit créer une mobilisation pour une action collective) (Guermond, 2006 : 293). La notion spatiale de l'identité n'est pas la seule expression du passé mais une tension entre mémoire et projection dans le futur, « ces trois éléments (mémoire, projet, identité) se modelant mutuellement. » (Levy et Lussault, 2003 : 480) Ainsi, l'identité d'un espace n'existe pas de prime abord mais est construite collectivement par les acteurs d'une société donnée.

En somme, selon Levy et Lussault (2003 : 480-481) :

« L'identité spatiale est une représentation dotée d'attributs (essentialisés et naturalisés, donc posés en évidence par ceux qui les énoncent et s'en servent, dissimulant du même coup l'artifice de leur élaboration et de leur stabilisation). On trouve en effet dans les rhétoriques identitaires :

- Des attributs de position (le site, la situation, les limites de l'objet spatial cible du discours identitaire);
- Des attributs de configuration (l'organisation matérielle de l'objet);
- Des attributs de substances et de valeurs (l'organisation idéale de l'objet) ».

1.1.2 Identité, appartenance et concepts reliés

Les notions d'identité et d'appartenance sont complémentaires puisque la première répond à la question « qui suis-je ? » et la seconde à celle de « comment et avec qui suis-je ? ». Elles sont présentes en géographie et en sociologie autant qu'en

études urbaines. L'identité relie l'individu à des groupes alors que l'appartenance concerne leurs modes d'affiliations (Sencébé, 2004). Dans une perspective géographique, le sentiment d'appartenance questionne le lien individu-espace. Selon Dionne et Thivierge (1997 : 120), « pour certains, engagés dans des mobilisations territoriales ou pour d'autres confrontés à des mobilités géographiques, les relations sociospatiales sont révélatrices du « sentiment d'appartenance » manifesté et déclaré ». L'espace public permet ainsi à l'acteur de se constituer et de se doter d'une appartenance collective.

Le sentiment d'appartenance ou *sense of place* est multidimensionnel et multidisciplinaire et fait référence aux significations que se forge la société des paysages sociaux et naturels. L'expérience vécue dans un lieu en est un élément central. D'après Relph (1976) et Stokowski (2002) cités dans Soini et al. (2012: 125), la notion de sentiment d'appartenance peut être définie de la façon suivante: « Sense of place usually refers to the experience of a place, which is gained through the use of, attentiveness to and emotions towards the place ». *Sense of place* fait ainsi référence à l'atmosphère d'un lieu, à la qualité d'un environnement et à son attractivité, qui en font un endroit agréable qu'on a envie de revisiter.

Toutes ces notions renvoient au concept abstrait de l'imaginaire, qui fait référence aux images, aux mythes, aux représentations. Selon Delorme (2005), il peut signifier une façon de penser, une référence à l'immatériel ou une théorisation de l'être, seul ou en collectivité, qui donne un sens à sa vie en société. Comme le souligne l'auteur, « À l'instar de quelques autres chercheurs, de plus en plus nombreux, je crois

que la ville se comprend en fonction de la notion centrale d'imaginaire » (Delorme, 2005 : 22). Tiano (2007) interroge l'imaginaire urbain par les jeux d'acteurs. Le concept correspond à un ensemble de représentations, symboles, valeurs, figures, objets, etc. propres à un territoire particulier et à une époque donnée. « Il est figé dans des artefacts (discours, tissu urbain, formes architecturales, pratiques) mais évolue avec les mutations connues par le territoire auquel il est attaché » (p.42). L'auteure aborde l'imaginaire urbain selon trois approches : l'approche sociale, l'approche subjective et l'approche médiatique. L'approche sociale ou idéologique correspond à la ville rêvée, l'approche subjective ou sémantique aux représentations, au sentiment d'appartenance et l'approche médiatique ou marketing à la notion de discours, à l'image véhiculée pour « vendre » la ville.

Puisque l'identité et le sentiment d'appartenance ou *sense of place* sont centraux à cette recherche, nous souhaitons d'entrée de jeu en donner les principales définitions. Voyons maintenant comment ces notions s'intègrent à la problématique de la recherche.

1.2 Problématique de recherche

L'aménagement des centres-villes capte depuis toujours, mais surtout depuis l'époque de la désindustrialisation, l'attention de la population ainsi que des différents acteurs touchant de près ou de loin à la planification urbaine. Leur développement, qu'il ait des impacts négatifs ou positifs, interpelle et joue un rôle sur l'identité des personnes y accordant de l'intérêt. Ce mémoire s'intéresse à l'évolution des pratiques

planificatrices (du plan – l'acteur en dehors du débat – , au projet – participation de l'acteur) et à l'impact de la participation de l'acteur au processus sur l'identité et la notion d'acteur collectif. Ainsi, l'approche préconisée touche principalement les notions de planification urbaine et d'identité territoriale dans le développement ou la dévitalisation des centres-villes.

La tradition scientifique au sein de laquelle s'inscrit ce mémoire est celle du passage d'une solidarité mécanique (traditionnelle) à une solidarité organique (moderne) (Durkheim, 1893), le premier reposant sur la proximité, une histoire et des valeurs communes et la ressemblance, tandis que le second, sur la différence et les liens entre individus, qui eux reposent sur la division du travail, créant un lien d'interdépendance, une fonction sociale. Pour Durkheim (1893), la morale existe dans toute société organisée et est le fondement de la solidarité dans un groupe donné. Lorsqu'elle est forte, elle pousse les gens à se regrouper et renforce le lien social. « Là où elle est forte (la solidarité sociale), elle incline fortement les hommes les uns vers les autres, les met fréquemment en contact, multiplie les occasions qu'ils ont de se trouver en rapport » (Durkheim, 1893, p.68).

1.2.1 Questions identitaires et dévitalisation

De nombreux centres-villes ont vécu et vivent encore aujourd'hui d'importantes périodes de transformations. Suite à l'industrialisation et au développement du capitalisme survenus dans les années 50 et 60, l'apparition de nouveaux espaces industriels, résidentiels et commerciaux en périphérie des villes et le progrès de l'automobile ont permis à certaines catégories sociales, plus fortunées, de s'éloigner

de la ville (Morin, 1987; Paulet 2005). Selon Morin (1987), « cette urbanisation des espaces périphériques sera ... accompagnée du « déclin » de certaines zones centrales... » (p.6).

Deitrick et Ellis (2004) ont observé ce déclin lors de l'étude de projets immobiliers de maisons abordables construites entre 1989 et 2001 et situées dans les quartiers Crawford Roberts, South Oakland, South Side Flats et Manchester à Pittsburgh, en Pennsylvanie. Par une revue de littérature, l'analyse de données, de plans et d'archives, des entretiens et des observations terrains, les chercheurs ont obtenu les résultats suivants :

« Our study neighbourhoods experienced problems typical of many inner-city neighbourhoods across the country. Regional stagnation, suburbanization, urban renewal, segregation and racism over the post..., resulting in neighbourhoods with depopulation, increasing proportions of elderly and poor residents, deteriorating housing stocks, and derelict business districts », (Deitrick et Ellis, 2004: 429)

La trame urbaine composant les centres-villes s'effrite et les commerces ferment leurs portes, la population étant composée de familles et de locataires à faibles revenus. Les impacts sur le sentiment d'appartenance et identitaire aux quartiers en décrépitude se font sentir et mèneront à « la négation et la dévalorisation de la région et de ses membres » (Bassand, 1990 : 220). Ainsi, les résidents n'ont plus d'emblèmes ou d'éléments de fierté sur lesquels fonder leur identité et celle-ci devient fragilisée. La perception négative et les critiques provenant de l'extérieur accentuent ce phénomène. Selon Bassand (1982 : 24) :

« (L'identité régionale) ... ne résulte pas seulement de la dynamique interne de la collectivité et de sa culture. Elle dépend aussi des rapports qu'elle entretient avec d'autres régions et avec la société globale, d'où l'identité régionale est autant *déterminée de l'extérieur qu'élaborée internement*. L'identité régionale situe un acteur dans ce jeu d'images « où il ne veut pas se reconnaître mais où les autres le figent, dans ces représentations qu'il veut croire extérieures, mais qui l'interpellent du dehors de lui-même ».

La roue tourne : les critiques externes s'accroissent, les résidents des centres n'ont pas les moyens de restaurer les immeubles, les visiteurs se font moins nombreux, les commerces ferment leur porte, le taux de criminalité augmente. Ce cercle vicieux, observable dans la majorité des villes nord-américaines de taille moyenne, durera assez longtemps pour laisser des traces considérables sur l'évolution des centres-villes et laissera les planificateurs perplexes : « Across North America, planners are dismayed and voice negative sentiments about the state of downtowns in mid-size places » (Bunting, Trudi et *al.*, 2007 : 42).

1.2.2 Question identitaire et revitalisation

Les résidents, traditionnellement en dehors du débat et des prises de décisions importantes quant à l'avenir de leur milieu de vie, se retrouvent petit à petit au cœur des démarches planificatrices. En effet, on constate une évolution des pratiques planificatrices en regard de la participation du citoyen au processus. Ainsi, par l'implantation de mesures respectant les nouvelles tendances en planification du territoire, certains milieux de vie dévitalisés deviennent des centres attractifs et font

peu à peu la fierté de leurs résidents, mais ce processus est long et imparfait, les projets urbains appliqués aux centres-villes étant encore aujourd'hui cibles de critiques.

Alors que la forme plus traditionnelle de revitalisation fait référence à des projets de « rénovation » très précis (destruction-construction-préservation), les planificateurs font aujourd'hui appel à la revitalisation urbaine intégrée (RUI), une approche globale visant la transformation des quartiers défavorisés en intervenant sur divers éléments tels le cadre bâti, la composition sociale et l'économie (Cloutier, 2009). Selon Cloutier (2009), « le modèle intégré attribue un rôle important à la population du territoire ciblé et aux instances qui les représentent dans les activités de planification, de mise en œuvre et de suivi des actions » (p.82). La notion de plan fait ainsi place à la notion de projet. Selon Pinson (2009), les prévisions quant à la croissance économique et démographique ainsi que la programmation de l'urbanisation et des équipements sont remplacés par la définition d'un positionnement stratégique et la mobilisation des acteurs locaux par l'utilisation du marketing urbain. « Pour marquer le passage d'une approche spatialiste et essentiellement réactive, à une approche stratégique et proactive de la planification, les acteurs de ces processus font un recours croissant à des termes nouveaux – projets de ville, projets d'agglomération – et tendent à délaisser le terme de « plan » » (Pinson, 2009 : 11). Selon l'auteur, deux changements semblent liés à la notion de projet, l'un dans la perspective de la ville et l'autre dans les modes d'action qui participent à la fabrication des politiques urbaines (Pinson, 2009).

C'est à partir des années 70 que se réalisent quelques rénovations des centres (Paulet, 2005). Cette première période de revitalisation crée déjà des divisions, certains planificateurs ayant une vision plus moderniste de la ville idéale, tandis que d'autres perçoivent plutôt dans la protection patrimoniale un lien avec le passé qu'il est primordial de préserver. En effet, comme le soulignent Faulk et Dagney (2006), « The ability to establish a «sense of place» is one of the strengths of traditional downtown areas » (p.625). Cette vision du développement soutient que le quartier traditionnel constitue un point de repère important qu'il ne faut pas détruire. En modifiant ces quartiers de façon trop brutale et profonde, on leur ferait perdre leur identité et leur âme (Varin, 1999).

L'aspect ludique des vieux quartiers centraux, l'ambiance et la rencontre entre les gens prennent une grande importance. Morin (2003) parle d'ailleurs de la notion de « spectacle de la ville » ou de « ville ludique », mais cette nouvelle vague de transformations entraîne elle aussi des effets pervers sur le développement des quartiers centraux. « L'obsolescence des vieux quartiers a entraîné une dégradation des conditions de vie de ces couches sociales moins solvables, tandis que la réanimation de ces quartiers les menace d'éviction » (Morin, 1987 : 16). On assiste alors à un phénomène de « gentrification », c'est-à-dire un « processus d'installation de résidents d'un niveau socio-économique plus élevé que celui des populations initialement résidentes » (Lévy et Lussault, 2003 : 395). Ce concept est souvent lié à la réhabilitation de quartiers centraux, et ces acteurs (majoritairement de jeunes travailleurs actifs sans enfants) sont sensibles à leur position et au patrimoine bâti (Lévy et Lussault, 2003).

Ainsi, les populations plus pauvres, qui ne pouvaient se permettre de quitter les centres-villes pour aller vivre en banlieue, doivent maintenant les quitter en raison de la hausse importante des loyers et taxes foncières. Ce fut le cas, par exemple, lors de la désindustrialisation de l'ancienne ville de Hull. Ville industrielle moyenne typique du Québec au début des années 60, les résidents de l'époque assistent à l'expropriation et à la démolition de 1531 logements entre 1968 et 1974, pour faire place à des édifices gouvernementaux (Bachand, 1991 : 149). S'ensuivent fermeture d'usines et hausse du taux de chômage, mais la proximité de Hull avec Ottawa, ses parcs et ses berges en fait un secteur attrayant. Suivra ainsi l'implantation d'habitations de luxe et la rénovation de propriétés en moins bon état (Bachand, 1991). « Les espaces du centre-ville laissés vacants subissent un processus de gentrification : le bâti existant est transformé en logements de grand luxe, et la construction de condominiums suit de près la démolition de logements moins chers » (Bachand, 1991 : 149-150). La population traditionnelle cède sa place à une population plus jeune, plus riche, sans enfants et majoritairement anglophone (Bachand, 1991).

La « gentrification » est encore aujourd'hui un enjeu d'actualité lorsqu'il est question des politiques urbaines, surtout dans l'optique du nouvel urbanisme (*new urbanism*) qui, quoique n'étant pas monolithique, a comme principaux objectifs de créer ou recréer des collectivités conviviales, des interactions et un sentiment d'appartenance (Fulton, 1996 cité dans Ouellet, 2006). Pour Fijalkow et Préteceille (2006), la gentrification semble être devenu un enjeu explicite des politiques urbaines.

« Divers chercheurs ont ainsi mis l'accent sur le discours des politiques urbaines et ses effets directs ou indirects sur les processus de gentrification, de

l'intervention opérationnelle à la légitimation des discours et pratiques des « gentrificateurs » eux-mêmes (Zukin, 1991; Smith 1996; Atkinson 2004, cités dans Fijalkow et Préteceille, 2006 : 8).

Fijalkow et Préteceille (2006) soulèvent une contradiction parmi ces nouvelles pratiques : d'un côté, les politiques urbaines ont comme objectif l'amélioration de la situation des plus pauvres (objectif de politique sociale urbaine) et de l'autre, d'attirer de nouveaux résidents plus aisés économiquement (objectif de valorisation économique).

1.2.3 Notion d'acteur collectif

Fijalkow et Préteceille (2006) font également état d'un élément de plus en plus central aux questions de politiques urbaines : la participation des acteurs locaux aux processus. Selon eux, « ceux-ci ne sont pas réductibles à des groupes défendant des intérêts préconstitués, mais se construisent comme acteurs collectifs dans les dynamiques de mobilisation, d'alliances et d'oppositions, d'élaboration de projets » (Fijalkow et Préteceille, 2006 : 9). Les auteurs mentionnent ainsi les représentations que se font les acteurs des situations et des enjeux, la gentrification étant selon eux « largement déterminée par la manière dont sont décrits les quartiers populaires » (p.9), cette description menant à la prescription, et donc au besoin de renouveau par les projets urbains.

Malgré cette participation grandissante, Faulk (2006) souligne, dans une étude sur les politiques de revitalisation des villes de Jeffersonville, Indiana et New Albany en Indiana, que les politiques ou les projets de revitalisation ne sont pas toujours adaptés

aux réalités du milieu dans lequel ils sont instaurés, n'étant donc pas viables. «...policies (or projects) that have been successful in one city are often adopted with little modification in other cities. Many times such projects are not successful and fail to establish a “sense of place” that make downtown areas attractive » (p.626), ces changements affectant eux aussi les comportements des résidents face à leur milieu de vie. À ce sujet, Billig (2005) se questionne : « ...could the sense of place in such locations of urban revitalization projects be improved by applying proper guidelines in planning and design ? » (Billig, 2009 : 117). Pour Faulk (2006), la force des quartiers traditionnels centraux est justement cette habilité naturelle et intrinsèque à stimuler le sentiment d'appartenance tant recherché. Ce lien entre revitalisation des quartiers anciens et participation des acteurs a pu être observé, par exemple, dans divers milieux montréalais. C'est le cas de Vivre Saint-Michel en Santé (VSMS), instance de concertation issu du mouvement Villes et Villages en santé et qui réunit une panoplie d'acteurs du milieu (citoyens, organismes, institutions publiques, gens d'affaires, etc.). Plusieurs stratégies ont été mises en place afin de stimuler la participation citoyenne (sondages, groupes de discussion, etc.), ce qui a fait de ce projet un modèle de concertation intersectorielle et multi-réseaux (Mercier, 2009).

Dans cette nouvelle perspective de gouvernance participative, il faut tirer davantage profit des compétences des acteurs, qui doivent faire partie des processus de décision, permettant ainsi une plus grande sensibilité aux dimensions sociales des communautés (Juillet et Andrew 1999). Fontan et al. (2006) abordent aussi l'importance de l'action des acteurs pour la vitalité sociale et culturelle des milieux locaux, la participation citoyenne, la mobilisation, etc. Boudreau et al. (2006)

soulignent quant à eux que les métropoles deviennent des moteurs de développement économique et social, qu'il est donc important de créer des alliances pour générer des consensus et ainsi pour avoir un impact au niveau métropolitain.

Cette nouvelle gouvernance, qui fait maintenant partie intégrante des recherches et des discours des acteurs de la ville, amène aussi de multiples défis et questionnements. Pour les uns, c'est une stratégie pour dissimuler la réalité des conflits et des jeux de pouvoir. Les sceptiques mentionnent la faiblesse des résultats obtenus ainsi que l'implication d'une minorité de groupes d'intérêts ou d'experts (Theys, 2003). Juillet et Andrew (1999) soulignent quant à eux des problématiques au niveau politique : déresponsabilisation des élus; difficultés à déterminer jusqu'à quel point les politiques instaurées reflètent des changements significatifs dans la culture politique et administrative de la ville, etc. Le Galès (1995) se questionne également sur la vulnérabilité des élus, le manque de recherches pour rendre compte des transformations des modes de gouvernance, la conception très large du terme gouvernance, etc. Boudreau et al. (2006) croient quant à eux que trop d'horizontalité (recherche de partenariat, prise en considération de l'intérêt général, etc.) peut nuire au développement. Enfin, Fontan et al. (2006) soulignent le manque de ressources et de moyens des acteurs locaux pour rayonner sur la métropole, les pressions politiques qu'ils subissent, le rôle marginal des acteurs sociaux les moins importants, etc.

Malgré ces critiques, l'Association des urbanistes et aménagistes municipaux du Québec (AUAMQ) voit d'un bon œil la nouvelle gouvernance, plus inclusive, et ce à tous les niveaux :

« C'est avec cette collaboration multipaliers et multi-sectoriels que l'on assure la force du projet. Dans la même optique, les différents partenariats entre le secteur public et le secteur privé doivent être valorisés puisqu'ils sont absolument nécessaires au bon fonctionnement d'un projet urbain de grande ampleur » (Bulletin de l'AUAMQ, septembre 2004).

C'est aussi ce que semblent conclurent Boudreau et al. (2006) dans leur étude comparative de Toronto et Montréal portant sur la gouvernance métropolitaine. Selon eux, Toronto a plus de succès dans son développement car elle contient plus d'éléments de verticalité, telles l'importance du rôle du privé, la capacité des élites économiques à développer des projets avec le privé, etc. Ainsi, certains contextes imposent sans doute une approche plus dirigiste, dépendamment du projet dont il est question. De par sa revue de littérature, Theys (2003) rapporte que :

« La crainte est qu'un usage excessif des consultations informelles, des contrats négociés, des réglementations flexibles, des incitations souples, des accords volontaires, ... - sans objectifs clairs, sans mandats d'autorité pour les appliquer, ou sans sanctions ou moyens de contrôles efficaces -... ne conduise finalement à des situations où aucune véritable décision n'est prise ou effectivement mise en œuvre » (p. 18).

Pour conclure sur le terme de la gouvernance, la définition qu'en fait la commission européenne semble juste et pertinente dans le cadre de la présente recherche :

« L'important dans cette définition c'est l'idée de *processus interactif* : une succession d'étapes à travers lesquelles *des acteurs nombreux* n'ayant pas le même intérêt et agissant à différentes échelles, mais *confrontés à un même problème* vont *progressivement construire une représentation commune de cette réalité, lui donner un sens, se fixer des*

objectifs, adopter des solutions puis les mettre en œuvre collectivement sans que rien – ni cette représentation, ni ces objectifs, ni ce sens, ni cette interaction ne soient déterminés à l'avance » (Theys, 2003 : 5).

1.2.4 Liens entre projets urbains, identité et acteur collectif

Selon Delorme (2005 : 24) :

« ... ceux qui façonnent la ville, qui lui donnent une âme, une vie quotidienne, ce sont précisément les citoyens qui l'habitent, qui aiment leur ville, ou plus simplement leur quartier, leur lieu immédiat et qui cherchent, par les moyens dont ils disposent, à préserver leur environnement ou à le transformer pour le rendre encore plus convivial. Les citoyens imaginent leur ville, ils la pensent selon leur conception personnelle et s'identifient à l'environnement qui est le leur ».

Comme le soutient Delorme (2005), l'individu a besoin d'imaginer son lieu d'appartenance pour ainsi pouvoir y construire quelque chose et le transformer. Chacun a une identité propre et une vision unique de la ville, mais aussi des visions communes et « c'est précisément dans cette construction abstraite de la ville que réside l'imaginaire urbain. Et c'est probablement ainsi que se construit la ville » (Delorme, 2005 : 23).

Les projets urbains sont justement un moyen de penser, d'imaginer, de prévoir et d'aménager le centre-ville. Ainsi, à travers les projets urbains, c'est cette identité imaginée qui guide les discours, qui eux deviennent des actions qui transforment les quartiers, et qui crée l'identité souhaitée, soit la manière dont l'individu se perçoit dans une situation donnée (Dionne et Thivierge, 1997). De Moncan (2003) soutient d'ailleurs que la ville rêvée doit en permanence être en projet. Les projets urbains

étant constamment en débats, la population faisant partie intégrante de ces débats, l'imaginaire est ainsi stimulé, ce qui influence l'identité et l'appartenance. Selon Morisset *et al*, (1999 : 12) :

« si sa représentation appelle à l'imaginaire, la ville peut donc être identitaire, c'est-à-dire déterminer ou proposer les conditions de l'identité. Elle l'est d'autant plus que, même en marge de la figuration d'un idéal social, la tradition associe à la ville, l'humanisation d'un lieu, qui presque toujours est représentée, justement par une image de la ville [...] »

C'est donc cette image de la ville, présentée dans les projets urbains, qui représente pour certains la ville rêvée mais aussi la crainte et la peur du changement. À ce sujet, Tiano (2007) aborde la notion d'imaginaire de projet :

« Par imaginaire de projet, on entend les représentations attachées à l'action urbaine avec son cortège de connotations positives telles que le dynamisme, le volontarisme, la modernité, la nouveauté, l'avenir, l'amélioration du quotidien etc. Mais aussi avec les craintes qu'il suscite comme l'exclusion des plus modestes, la perte de l'âme du lieu, la peur du changement, la crainte d'être dépossédé de son quartier, etc. » (Tiano, 2007 : 373).

Pour Pinson (2009), « répondre à la question "qui sommes-nous" semble être devenu un préalable incontournable à l'action publique urbaine » (p.117). Ainsi :

« Travailler l'identité de chacun des acteurs, les " enrôler cognitivement", est une manière de les intéresser au travail de définition de l'avenir de la ville et de les inciter à investir leurs ressources dans les politiques urbaines et à se plier à un cadre de décision collective. En forçant le trait, on pourrait avancer que les démarches de projet érigent l'identité en vecteur de coordination des actions des individus, groupes et institutions partiellement alternatif à la hiérarchie et au marché » (p.127).

Pinson prend comme point de départ le projet, qui amène vers une identité collective, tandis que Bassand (2007) voit plutôt la notion de projet se transformer grâce à l'implication des acteurs dans le processus d'élaboration de celui-ci. Selon Bassand (2007), l'acteur est formé de son individualité et du vivre ensemble, de l'échange avec l'autre. Il n'est jamais totalement déterminé ni totalement libre. Il est conditionné par ses positions sociales mais conquiert et se construit une autonomie. Selon lui, « grâce à cette autonomie, il construit des projets et des identités, qui sont des représentations qu'il négocie constamment avec les individus qui l'entourent... » (p.127). En gros, l'acteur développe des pratiques sociales et des représentations collectives et se définit en fonction des sept paramètres suivants, soit: la position sociale, les projets, le pouvoir, l'influence, les relations, l'autonomie et l'identité.

Nous nous attarderons ici plus particulièrement aux paramètres de l'identité et du projet. Selon Bassand (2007), le projet implique:

Tableau 1: La notion de projet selon Bassand (2007)

Le projet implique :
- Représentation plus ou moins complexe d'un objectif que l'acteur veut réaliser
- Ressources qu'il peut et veut mobiliser sous des formes diverses pour réaliser l'objectif
- Modalités organisationnelles qu'il élabore pour réaliser l'objectif qu'il se représente avec les ressources disponibles
- Désignation et la mobilisation des autres acteurs qu'il entraîne dans la réalisation de son projet; ou qui seront des adversaires qui peuvent être influencés diversement
- Valeurs que l'acteur associe à son projet ainsi que certains de ses intérêts
- Réaliser concrètement l'objectif

Source : Bassand, 2007 : 128

Ainsi, le sixième paramètre, qui concerne les valeurs et intérêts de l'acteur, est directement lié à l'identité de celui-ci.

« L'identité est l'image de soi emblématique, donc elle est associée à des valeurs. L'acteur élabore son identité sous le contrôle des acteurs de son entourage. C'est en fonction de cette identité que l'acteur se présente à ceux avec lesquels il interagit et qu'il cherche à influencer. Projet(s) et identité(s) sont associés, donc complémentaires et constamment en changement » (Bassand, 2007 : 128).

L'une des difficultés rencontrées lors de l'élaboration de projets urbains est la contradiction entre les images que veulent projeter les acteurs clés (élus, urbanistes, etc.) et celles perçues ou souhaitées par la population. Selon Divay (2005), l'élu s'appuie sur sa légitimité démocratique à partir d'un vaste territoire, tandis que les groupes communautaires souhaitent une meilleure connaissance des réalités locales et des besoins.

Malgré la rencontre de certains obstacles, la participation citoyenne aux processus décisionnels est pour plusieurs la solution pour des projets urbains durables. Avant l'intégration de la participation citoyenne aux politiques urbaines, les individus vivaient une situation de dépendance non réciproque avec leur milieu, c'est-à-dire que « L'individu ne peut influencer, ni sur le devenir de ses relations, ni sur celui des lieux où il doit vivre » (Sencébé, 2004 : 24). Maintenant, il vit plutôt ce que Sencébé appelle une relation d'interdépendance réciproque, c'est à dire une relation où l'individu est impliqué au niveau de ses liens et lieux quotidiens, lui permettant de les choisir et d'agir sur eux. Varin (1999) va aussi en ce sens en soulignant l'importance des quartiers et la nécessité d'engager les citoyens dans leur préservation et leur mise en valeur. Pour lui, remettre les citoyens au cœur du processus de décision mène à un développement plus harmonieux et plus respectueux.

1.3 Contexte de la recherche

Explicités dans le cadre théorique de référence, c'est sous l'angle identitaire que les travaux de Pinson (2009) sur les projets urbains et ceux de Bassand (1990) concernant les diverses formes d'identités (positives et négatives) seront mobilisés pour analyser l'impact de ceux-ci sur une possible réappropriation identitaire et donc l'émergence d'un acteur collectif doté d'une identité propre. Pour observer le phénomène, l'intérêt est porté sur le processus d'élaboration et de mise en œuvre du Programme particulier d'urbanisme (PPU) du centre-ville de Gatineau. Territoire fragilisé principalement par trois grands événements marquants, soit le Grand Feu de 1900, l'époque de la prohibition et du « Petit Chicago » et la construction de la Place du Portage, mais aussi par les phénomènes de métropolisation et de désindustrialisation touchant la majorité des villes nord-américaines, le centre-ville est situé sur un territoire frontalier régi par une diversité d'instances influençant son développement. Selon la LAU, le PPU est un document facultatif élaboré entièrement par la municipalité qui souhaite réaliser une planification détaillée. Composante d'un plan d'urbanisme, qui lui fait référence à l'ensemble d'un territoire municipal, le PPU vise la planification de secteurs municipaux nécessitant une attention particulière (MAMROT, 2010). À Gatineau, l'idée d'élaborer un PPU naît en 2007 devant l'urgence de faire renaître le centre-ville, reconnu en 2005 comme étant l'île de Hull et son pourtour immédiat. Son élaboration se divise en deux volets. Le premier, amorcé en 2007, vise à poser un diagnostic et à définir les principaux enjeux d'aménagement et le deuxième concerne l'élaboration du PPU et son intégration au plan d'urbanisme

(Ville de Gatineau, 2009). Les acteurs sont consultés tout au long du processus, l'élaboration du PPU reposant largement sur la mobilisation et l'engagement des acteurs.

1.4 Questionnement et hypothèses de recherche

Les enjeux en matière de revitalisation urbaine sont multiples. Le déclin des quartiers centraux par l'industrialisation, les progrès de l'automobile, la croissance des espaces périphériques (instauration de vastes espaces commerciaux, acquisition de maisons en banlieue, etc.) au détriment de l'évolution dynamique des centres-villes vont mener les planificateurs dans la recherche de solutions. De là vont ainsi naître divers processus de revitalisation, tournés vers la modernité et l'importance des vieux quartiers centraux associés par plusieurs à un nouvel ordre symbolique, mais pas toujours adaptés aux réalités du milieu dans lequel ceux-ci sont instaurés, jusqu'à voir apparaître les projets urbains, prenant en compte de nouveaux paradigmes de développement, dont la participation citoyenne. En mettant l'acteur à l'avant-scène et en tentant de se donner une représentation commune de la réalité, l'identité, même fragile, peut-elle être stimulée?

De cette problématique découle notre question de recherche. Suite aux phénomènes de dévitalisation des centres-villes, peut-on, par les projets urbains, ici le programme particulier d'urbanisme (PPU) du centre-ville de Gatineau, amener une réappropriation identitaire et donc l'émergence d'un acteur collectif doté d'une identité propre? Est-ce que la ville a la bonne recette afin de stimuler l'imaginaire des

acteurs impliqués dans la réalisation du PPU et ainsi avoir un impact positif au niveau identitaire? Quels types de relations identitaires vit l'acteur avec le territoire? Est-ce un lien positif ou négatif, offensif ou défensif? Les projets urbains sont-ils perçus de manière positive ou négative par les acteurs impliqués? Dans chacune des situations, quel en est l'impact et quelles en sont les manifestations tangibles, s'il y a lieu?

L'hypothèse de départ de notre recherche est la suivante : en s'impliquant dans le processus d'élaboration du programme particulier d'urbanisme du centre-ville de Gatineau, les acteurs s'imaginent leur centre-ville idéal, se réappropriant ainsi le territoire et recréant des liens identitaires avec celui-ci, ce qui amène la constitution d'un acteur collectif doté d'une identité propre.

L'hypothèse contraire serait de constater que la fragilisation identitaire actuelle empêche les acteurs de se rallier autour d'un projet urbain tel que le PPU centre-ville, ou encore qu'en y participant, les acteurs n'arrivent pas à imaginer leur centre-ville idéal puisqu'ils ne s'identifient pas au projet. Ceci mènerait à l'invalidation de l'hypothèse de départ.

1.5 Pertinence de la recherche

Les projets urbains sont nouvellement implantés dans diverses municipalités à travers l'Amérique du Nord et l'Europe. Leurs impacts sur le développement des villes interpellent municipalités, associations, résidents, urbanistes, géographes, politologues, économistes et sociologues. Au Québec, ces projets sont au cœur des discussions. Bien que la notion du sentiment identitaire leur soit centrale, elle n'est pas

toujours mise de l'avant ou même mentionnée, et peu de recherches se sont penchées sur l'impact des projets urbains sur l'identité des acteurs y participant, de là l'originalité du présent mémoire.

Pour étudier ces notions et afin d'en observer et d'en analyser leurs impacts, nous nous sommes intéressé au programme particulier d'urbanisme du centre-ville de Gatineau. Le développement du centre-ville de Gatineau est un sujet très sensible. Le PPU et ce qui gravite autour du projet se retrouvent régulièrement au cœur de l'actualité régionale et soulèvent débats et questionnements. Plusieurs se questionnent sur la réelle volonté et/ou la capacité de revitaliser le secteur. Les premiers projets à voir le jour depuis la fusion municipale en 2002, tels le Centre multifonctionnel, la Grande bibliothèque, l'Espace Dallaire et Destination Gatineau, font énormément réagir et sont soutenus par certains ou fortement rejetés par d'autres (Gratton, 2011, Bélanger, 2011, Duquette, 2010, Duquette, 2011, Jury, 2010, etc.). Gatineau ayant été fusionnée en 2002, certains résidents se demandent toujours où devrait vraiment être situé le centre-ville. À l'instar de plusieurs villes québécoises récemment fusionnées, la Ville de Gatineau telle que nous la connaissons aujourd'hui est née d'un regroupement de cinq secteurs ayant chacun une identité propre, un petit « centre-ville » et un conseiller, l'identité sectorielle étant encore parfois forte pour certains Gatinois. Pour ajouter à ces problématiques, les villes de Gatineau et d'Ottawa font partie intégrante de la Région de la capitale nationale du Canada, territoire géré par la Commission de la capitale nationale (CCN) et les administrations des deux municipalités, plusieurs des décisions touchant le territoire devant être approuvées par chacun. En tant que capitale, la région doit également être accueillante et attrayante

pour tous les Canadiens et Canadiennes, ce qui peut certainement influencer l'identité et le sentiment d'appartenance des résidents.

Ottawa possède également son propre centre-ville, qui se retrouve à quelques minutes à pied du territoire ayant été déterminé comme étant le centre-ville de la nouvelle ville fusionnée qu'est aujourd'hui Gatineau. Plusieurs personnes se questionnent d'ailleurs sur la vocation du centre-ville de Gatineau, ou même sur la pertinence d'en avoir un puisque celui d'Ottawa offre toutes les caractéristiques d'un centre-ville dynamique. Divers événements historiques ont également eu un impact considérable sur le développement du centre-ville de Gatineau, la trame urbaine et la réputation ayant été gravement affectées par le feu, la violence et la construction d'édifices gouvernementaux. Nous y reviendrons lors de la présentation du territoire de recherche.

Enfin, cette recherche trouve sa pertinence parce qu'elle est actuelle. En effet, l'adoption de la version finale du PPU a eu lieu en septembre 2009, et depuis, le sujet se retrouve au cœur de l'actualité régionale, l'identité et le centre-ville étant des sujets de discussions fréquemment abordés par les médias régionaux, les élus, les fonctionnaires municipaux et la population en générale.

CHAPITRE II

ORIENTATIONS THÉORIQUES

Le chapitre qui précède visait à établir la problématique et le questionnement de départ de la recherche. Le présent chapitre a pour objectif d'établir un cadre théorique de référence permettant de construire notre cadre d'analyse. Il s'agit de définir les principaux concepts qui se trouvent au centre de cette recherche d'une manière opérationnelle, ce qui permettra de guider le travail d'observation et d'analyse.

Ainsi, nous tenterons de voir si la participation à l'élaboration du Programme particulier d'urbanisme du centre-ville de Gatineau (PPU) amène une affirmation ou une réappropriation identitaire au quartier par la création d'un acteur collectif doté d'une identité propre. Le cadre théorique ici présenté vise à répondre au moins partiellement à cette question de recherche. Sont définis la notion de territoire ainsi que les concepts de projets urbains et d'identité.

2.1 Territoires et identités

Voyons d'abord quelques définitions de la notion de territoire de manière générale, puisque c'est à l'intérieur de ses frontières que s'opèrent les concepts de dévitalisation et de revitalisation et que s'observent les identités, notions centrales de la présente recherche.

D'abord, le territoire est délimité soit par une frontière réelle (administrative ou géographique par exemple) ou par une frontière imaginaire (sentiment d'appartenance à un lieu, quartiers historiques, etc.). Dans le premier cas, le découpage peut n'avoir aucune signification identitaire (Guermond, 2006 : 295). Le territoire est donc soit approprié, soit renié par ses occupants. Dans le cas où la frontière est imaginaire, le territoire peut, par exemple, être délimité par une histoire et une mémoire collective, comme le souligne Le Rhun (2003) : « Le territoire est un espace qu'il a fallu parfois conquérir puis défendre. Ses limites ont pu varier dans le temps : le territoire est le fruit de l'Histoire, un espace patrimonial », (p.3). Outre l'histoire, des éléments tels la mondialisation, les contraintes environnementales et les caractéristiques physiques peuvent influencer le territoire et ses limites.

Concept interdisciplinaire, le territoire est souvent lié à la géographie, mais est aussi abordé par les sociologues, les politistes et les économistes. Sans définir le territoire à travers toutes ces disciplines, voyons quelques définitions faisant référence au concept identitaire.

Malgré ces définitions (il en existe bien d'autres), un flou conceptuel entoure la notion d'identité. N'étant pas associée à la réalité ou à un concept facilement quantifiable et identifiable, plusieurs auteurs soutiennent que l'identité n'a pas de base scientifique réelle...« ...l'identité serait « une sorte de foyer virtuel auquel on doit se référer pour expliquer certaines choses, mais qui n'a pas d'existence réelle » (Levi-Strauss 1997 : 332 cité dans Avanza et Laferté, 2005 : 136). Et d'ajouter : « Opposés entre usages communs et scientifiques, brouillés au sein même des mondes savants, les

sens du terme identité semblent trop ambigus, trop écartelés, pour satisfaire aux exigences de l'analyse scientifique », (Avanza et Laferté, 2005 : 136). Dans une perspective géographique, Guérin-Pace et Guermond (2006) soutiennent quant à eux que « ...les découpages de l'espace peuvent n'avoir aucune signification identitaire si ce n'est celle d'une identité construite, instrumentalisation politique, fonds de commerce des politiques » (p.289).

Plusieurs auteurs perçoivent la notion d'identité comme élément central aux questions et problématiques territoriales. Selon Le Rhun (2003), « le territoire est un espace approprié sur lequel vit une population qui nourrit un sentiment d'appartenance envers ce territoire » (p.3). Le territoire, c'est un ensemble d'activités économiques et sociales ainsi que de lieux familiers. C'est un élément constitutif de l'identité régionale, comme le sont par exemple la culture et l'histoire. Malgré l'importance d'éléments identitaires, certains auteurs semblent remettre en doute la pertinence de définir le territoire sur la seule base de l'appartenance locale commune (Vermeersch, 2006). Pour Jolivet et Léna (2000), le sentiment d'appartenance vient valoriser le territoire mais n'en est pas le principal moteur.

« Le territoire est considéré comme une ressource que le sentiment d'appartenance régionale peut contribuer à valoriser. L'espace économique cesse d'être un simple support anonyme pour le développement d'activités économiques : il devient un espace d'identification et de mémoire susceptible de porter un projet. La population n'est plus seulement une population économiquement active; c'est une société civile organisée et territorialisée capable de faire des choix de développement » (p.6).

D'autres auteurs perçoivent l'espace comme un lieu pouvant être approprié par la population. Moine (2006) va même jusqu'à souligner que le territoire devient plus qu'un espace approprié, l'acteur revenant au-devant de la scène. La gestion du territoire passe d'un rapport de force conflictuel à un rapport de force constructif où les acteurs peuvent s'exprimer.

« L'espace géographique, indissociable de ces acteurs qui l'animent, devient alors territoire dont la compréhension ne peut dans un premier temps se faire sans avoir pris la mesure de leur présence, de leurs pouvoirs respectifs, de leurs stratégies et de leurs moyens d'action (Moine, 2006 : 123) ».

La difficulté réside dans le fait que l'ici de certains (engagés, attachés) ne peut constituer qu'un ailleurs pour les autres (labiles, en tension) (Sencébé, 2004). Le lien devient donc un **enjeu territorial** : enjeu de la frontière défensive contre l'envahissement par des étrangers; enjeu de l'engagement local contre l'extériorité des résidents secondaires; enjeu de la distanciation contre l'enfermement local et social; et enfin, enjeu de la préservation de ce lieu de mémoire (Sencébé, 2004).

2.2 Du plan au projet

Les modes de gouvernance traditionnelle ont subi d'importants changements et font maintenant place à la « nouvelle gouvernance », une vision ascendante (« bottom-up ») du développement qui comprend les caractéristiques suivantes : la participation citoyenne, l'émergence de consensus, l'importance du rôle des acteurs, la transformation du rôle de l'État, etc. Selon Bourdin (cité dans Wachter et al., 2000), le terme gouvernance, dans un contexte anglo-saxon, renvoie à au moins quatre idées,

soit le fait que les sociétés contemporaines soient difficiles à gouverner et ne peuvent l'être qu'en développant des interactions avec la société civile; celle-ci représentant une panoplie d'acteurs défendant des intérêts particuliers et limités; le pouvoir devant ainsi tenter de coordonner cette multitude d'acteurs par la négociation, qui contribue à favoriser l'émergence d'intérêts communs; et enfin, l'action publique étant polycentrique et impliquant une diversité d'acteurs, n'étant donc pas seulement liée à l'État (Bourdin, 2000). Avant, les experts et élus travaillaient dans une logique de planification. Ils partaient du déjà existant, établissaient un échéancier, effectuaient les suivis et s'assuraient que les objectifs étaient atteints. C'est l'expert qui, suite aux directives des élus, mettait le plan à exécution. En référence à la planification rationnelle globale (PRG), Proulx (cité dans Gauthier et al., 2008) mentionne que c'est une procédure intéressante, mais que « l'expérience démontre ... que la procédure PRG n'arrive que très rarement à inclure les décisions sur les actions (opérations) dans sa démarche, ce qui entraîne une dissociation entre celles-ci et les objectifs généraux à atteindre » (p.31). Il s'agit effectivement d'un pouvoir centralisé et d'un interventionnisme de l'état qui sera rapidement critiqué et à l'origine de la montée des mouvements urbains et des revendications au niveau local, ces critiques menant à l'introduction de la participation dans les pratiques planificatrices et urbanistiques (Bacqué et Gauthier, 2011). La critique du modèle PRG entraîne ainsi un renouvellement des pratiques. La notion de gouvernance fait maintenant référence à de nouveaux partenariats institutionnels et publics/privés, à des formes de gouvernements plus informelles ainsi qu'à la gestion des problèmes au coup par coup (Bacqué et Fijalkow, cités dans Gauthier et al., 2008).

Suite à ce constat d'échec, observé par plusieurs acteurs du développement, le modèle de la planification rationnelle globale devient désuet et doit être réactualisé. De nouveaux concepts tels le développement durable, la participation publique et l'importance de protéger le patrimoine viennent transformer les priorités et doivent être pris en compte lorsqu'il est question de développement des territoires. Les acteurs sociaux prennent plus d'importance tandis que les élus perdent ou modifient leur influence. Le plan fait place au projet, instrument de mobilisation sociale à travers lequel les acteurs, qui participent entièrement au processus décisionnel, doivent arriver à des consensus. Comme le mentionne Pinson :

« À partir des années 1970, la substitution du vocable de projet à celui de plan renvoie à la nécessité ressentie par un nombre croissant d'acteurs des politiques urbaines de ne plus penser l'action publique urbaine comme une opération de mise en œuvre synoptique d'un savoir technique universel, mais comme une activité proprement politique nécessitant l'implication des acteurs du territoire concerné et la valorisation des ressources que ce territoire recèle » (Pinson, 2004 : 201).

Au lieu de maîtriser totalement le plan comme c'était le cas auparavant, l'acteur politique agit comme mobilisateur et s'assure que le projet suit les orientations stratégiques données au départ.

Selon Pinson (2004),

« Tout se passe comme si, dans un projet, l'adhésion des acteurs au processus d'action était conditionnée par la mise en retrait de l'autorité politique, comme si une volonté politique ne pouvait s'imposer à des tiers qu'à condition que ces derniers aient au moins l'impression d'avoir participé à l'*émergence* de cette volonté et non pas d'avoir subi son *imposition* » (p. 219).

Ainsi, Pinson (2004) définit la notion de projet comme une pensée de la ville selon laquelle l'urbaniste ménage les lieux et les gens par la valorisation du patrimoine bâti et social et par la participation et la mobilisation des acteurs. Le projet se veut un processus démocratique, concerté, ouvert et indéterminé, où l'avenir est considéré comme peu prévisible. Dans la logique du projet urbain soulevée par l'auteur, le bien commun est conçu comme le résultat d'échanges et de négociations censées déboucher sur un consensus, ces échanges et interactions ayant lieu dans des endroits déterminés par une pluralité d'acteurs, de groupes et d'institutions et débouchant sur la production de visions et de normes d'action communes. Selon Bacqué et Fijalkow (2008 : 269) : « Les « bons choix » (valides, légitimes, acceptables) résulteraient automatiquement d'ajustements mutuels portant l'affirmation d'un acteur collectif ». Ces interactions collectives permettent ainsi de resserrer les liens et d'avoir un impact sur l'identité des acteurs qui y sont impliqués, le projet faisant ainsi parler la ville-acteur.

Ainsi, le projet érige l'identité comme vecteur de coordination des actions des individus. Le projet vise à créer des images, codes et significations, à amener l'affirmation d'une identité forte et la réflexivité des individus. Il a également comme objectifs de susciter des solidarités par affinités identitaire et des missions collectives ainsi que de créer un cadre de décision collectif (Pinson, 2009). Enfin, l'auteur soutient que :

« Les processus de projet sont des moments privilégiés de plongée dans l'histoire des villes et d'exhumation ou de reconstruction de significations, de caractères propres ayant vocation à renforcer la fidélité des acteurs urbains aux

processus de projet, leur propension à coopérer et à conformer leurs actions à un dessein défini collectivement » (p.129).

Le tableau 2, inspiré des travaux de Pinson (2004, 2006, 2009), présente un premier modèle d'analyse. Le concept de projet urbain contient deux principales composantes : les notions d'identité et d'acteur collectif. En effet, le projet érige l'identité comme vecteur de coordination des actions des individus, l'identité étant liée à la création d'images, de codes, de significations, à l'affirmation d'une identité forte ainsi qu'à la réflexivité des individus, tandis que la notion d'acteur collectif fait référence à une mission collective et à la création d'un cadre de décision collectif permettant de susciter des solidarités par affinités identitaires.

Tableau 2: Modèle d'analyse 1 - Projet urbain

Concept	Dimensions	Indicateurs
Projet	Identité	Créateur d'images, de codes, de significations; Affirmation d'une identité forte; Réflexivité des individus.
	Le projet érige l'identité comme vecteur de coordination des actions des individus	
	Acteur collectif	Susciter des solidarités par affinités identitaires; Mission collective; Création d'un cadre de décision collectif.

Source : Inspiré de Pinson (2004, 2006, 2009)

L'identité se retrouve au centre des projets urbains et est considérée comme une fin en soi. C'est d'ailleurs l'une des valeurs principales attachées au projet par les acteurs des politiques urbaines selon Pinson (2004):

« ... l'attention portée à l'identité des acteurs. Le projet vise autant à constituer un acteur collectif doté d'une identité propre qu'à générer des *outputs* (en opposition au caractère impersonnel et aveugle des instruments rationnels-synoptiques qui ne portent pas d'attention aux conditions d'adhésion des acteurs aux processus) » (p. 221).

2.3 Identité : perspectives multiples

Comme le soulignent Dionne et Thivierge (1997), « l'individu a besoin de sentir qu'il appartient à une communauté pour établir sa propre identité... » (p.123). Pour ces auteurs, les constructions identitaires sont à la base de toute mobilisation territoriale (p.122). Ils mentionnent également les notions d'identité souhaitée et d'identité prescrite, qui représentent « la manière dont l'individu se perçoit dans une situation déterminée et la manière dont il est perçu par les autres dans cette même situation » (p.129). Billig (2005) va même jusqu'à soutenir que le sentiment d'appartenance peut être vécu avec une telle intensité qu'il devient central à la construction identitaire individuelle.

L'approche constructiviste de l'identité considère les individus comme des acteurs sociaux à part entière. Selon Grégoire (2008) :

« Dans cette approche, on met l'accent sur les négociations de l'identité, sur les stratégies des acteurs, tant sur le plan matériel que symbolique. On situe la construction de l'identité dans son contexte historique, social et politique, en tenant compte des facteurs matériels qui l'influencent, sans toutefois la déterminer complètement... L'identité devient alors un ensemble de signes et de pratiques à travers lesquels les individus et les collectivités se représentent à eux-mêmes et aux autres, construisent leur expérience, leur histoire et leur société... » (p.11).

La notion de projet telle que définie par divers chercheurs, ainsi que la conception de l'identité régionale soulevée par Bassand (1990) méritent d'être explicitées ici.

D'abord, Bassand souligne que c'est dans nos rapports avec autrui que se forgent les identités, les projets urbains permettant ces rapports. L'identité régionale, c'est aussi « l'image que les individus et les groupes d'une région façonnent dans leurs rapports avec d'autres régions » (p.218). Cet élément est d'ailleurs intéressant à observer, d'autant plus quand il est question de rapports constants entre deux villes sur un même territoire, comme c'est le cas pour les villes d'Ottawa et de Gatineau. L'auteur souligne que certaines régions ont une image d'elles très forte tandis que d'autres en sont à l'état zéro. Dans le cas où l'identité est très faible, la région est souvent dominée par une autre, ce qui pour certains est le cas d'Ottawa, capitale nationale, face à Gatineau.

Bassand (1990) mentionne également qu'il existe plusieurs types d'identité : l'identité historique et patrimoniale, l'identité projective, qui est fondée sur un projet régional, « cette identité est une représentation plus ou moins élaborée du futur de la région compte tenu ou non de son passé » (p.219), et l'identité vécue : « elle est le reflet de la vie quotidienne et du mode de vie actuel dans la région : peuvent s'y trouver combinés des éléments historiques, projectifs et patrimoniaux » (p.220). Ces types d'identité ne vivent pas indépendamment les uns des autres mais s'imbriquent pour définir l'identité régionale.

2.3.1 Catégorisation des identités

Nous retenons des études de Bassand (1990) sa conception de l'identité positive et négative. L'identité positive se réfère à des emblèmes, c'est-à-dire à des « signes ou (des) symboles choisis par les membres de la collectivité parmi les

multiples éléments de son tissu socioculturel régional, pour se présenter à autrui et pour s'en distinguer » (p.220). De là s'opère la distinction régionale. Par identité négative, l'auteur entend « la négation et la dévalorisation de la région et de ses membres » (p.220). Ce sont en fait des stéréotypes qui proviennent souvent d'acteurs extérieurs à la région et qui mènent à ce rapport de domination. Par les luttes ou les projets, il est possible d'ébranler cette domination et de permettre l'élaboration d'un emblème. En définitive, « l'identité... est à l'origine de pratiques et d'attitudes qui peuvent être offensives ou défensives » (p.220).

Des recherches et expériences observées dans le cadre du Projet Culture et Région d'Europe, l'auteur a construit une typologie d'acteurs et de leur identité. Le tableau 3 présente un deuxième modèle d'analyse. Le concept d'identité contient une dimension positive et négative répartie en quatre composantes : l'identité positive défensive traditionalistes (1) et offensive régionalistes (2), ainsi que l'identité négative défensive apathiques et résignés/émigrants potentiels (3) et offensive modernisateurs (4). Les défensifs traditionalistes refusent le changement, ont une identité historique, patrimoniale et emblématique très forte et peuvent souhaiter figer la région dans le temps ou la ramener à ce qu'elle était autrefois. Les offensifs régionalistes cherchent l'équilibre entre la tradition et la modernité, sont mobilisateurs, pragmatiques et ouverts, renforcent le projet et participent aux mouvements sociaux. Les défensifs apathiques et résignés sont défaitistes, ont une identité vague ou absente, n'ont aucune identification au quartier ni à la région et participent peu ou pas aux réseaux locaux et régionaux tandis que les émigrants potentiels ne s'identifient pas à la région, leur projet ou identité n'étant pas réalisable dans leur lieu domiciliaire actuel.

Ils pourraient migrer, sont critiques et méprisants face à leur milieu de vie et nostalgiques face à leur région d'origine. Enfin, les offensifs modernisateurs sont intégrés à tous les niveaux, veulent tout moderniser et ne s'identifient pas à l'histoire et au patrimoine.

Tableau 3: Modèle d'analyse 2 - L'identité positive et négative selon Bassand

Concept	Dimensions	Composantes		Indicateurs
Identité	Positive	Défensive	Traditionnalistes	Refusent le changement; Identité historique, patrimoniale et emblématique très forte; Figer la région dans le temps ou la ramener à ce qu'elle était autrefois.
		Offensive	Régionalistes	Équilibre entre la tradition et la modernité; Mobilisateur, renforce projet, pragmatisme, ouverture; Participent aux mouvements sociaux.
	Négative	Défensive	Apathiques et résignés	Défaitisme; Aucune identification au quartier ni à la région; Identité vague, voir absente; Participent peu ou pas aux réseaux locaux et régionaux.
			Émigrants potentiels	Aucune identification à la région; Projet ou identité non réalisables dans leur lieu domiciliaire actuel; Pourraient migrer, sont critiques et méprisants face à leur milieu de vie; Sont nostalgiques face à leur région d'origine
	Offensive	Modernisateurs	Intégrés à tous les niveaux (social, économique, politique); Veulent tout moderniser; Ne s'identifient pas à l'histoire et au patrimoine.	

Source : Inspiré de Bassand (1990)

Pour Bassand, c'est l'identité offensive régionaliste, soit d'en arriver à un équilibre entre la tradition et la modernité, d'être mobilisateur, de renforcer le projet, d'être pragmatique, ouvert d'esprit et de participer aux mouvements sociaux, qui représente l'identité souhaitée.

Ces divers types d'identité ne sont pas exclusifs. Certaines personnes peuvent faire partie de plusieurs catégories ou changer de catégorie.

Enfin, l'auteur parle des faiseurs d'identité. Qui sont-ils? Ce sont des « professionnels spécialisés dans l'élaboration d'images de marque non plus seulement pour des produits et pour des entreprises, mais aussi pour des collectivités publiques... » (p.224). Dans le livre « Décentralisation à l'affiche », de Benoît et Benoît (1989), les acteurs soulignent au moins trois types de fonctions de cette forme de communication : informer les citoyens sur les services à leur disposition; les renseigner sur les actions entreprises par la ville; et « conforter, préciser, voire créer un discours global sur la collectivité » (p.29). En quoi ce discours peut-il influencer l'identité des acteurs impliqués dans les projets urbains? Le discours global est-il à la base de la création d'un acteur collectif doté d'une identité propre? Nous y reviendrons.

Sur une note conclusive, définir la notion de territoire sous la seule base de l'identité n'est pas simple, mais celle-ci vient jouer un rôle sur ses frontières, son développement et le sentiment d'appartenance y étant rattaché. Le renouvellement des pratiques planificatrices, passant d'une logique de plan à une logique de projet, vient d'ailleurs influencer l'identité des acteurs, puisque ceux-ci font maintenant partie intégrante des décisions quant à l'avenir des territoires, se mobilisant et participant à leur développement par processus démocratique. C'est ainsi qu'identité et acteur collectif sont intimement liés à la notion de projet urbain (Pinson, 2004, 2006, 2009),

et que l'identité, toujours liée au projet urbain, peut être vécue de façon positive ou négative par les acteurs y participant (Bassand, 1990).

CHAPITRE III

LA DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

Ce chapitre présente la démarche méthodologique de la recherche : présentation du terrain d'observation, description des outils de collecte des informations (analyse de contenu, de discours écrits et de comportements verbaux), opérationnalisation des concepts centraux et considérations éthiques.

L'objectif principal de la recherche est d'observer, par le biais des documents et mémoires déposés dans le cadre du programme particulier d'urbanisme du centre-ville de Gatineau, s'il y a réappropriation identitaire et émergence d'un acteur collectif doté d'une identité propre. Ainsi, l'approche méthodologique préconisée est qualitative, puisqu'elle permet de saisir le sens ou le point de vue des acteurs ainsi que leurs sentiments et émotions face à un phénomène social complexe. L'approche qualitative permet ainsi une analyse plus en profondeur de l'objet d'étude. L'analyse documentaire est ouverte et axée sur le processus et non sur les résultats. Il est d'ailleurs impossible de dissocier les processus de changement qui ont été étudiés des contextes sociaux dans lesquels ceux-ci s'inscrivent.

3.1 Terrain d'observation

Le terrain d'observation de la présente recherche est le processus d'élaboration et de mise en œuvre du Programme particulier d'urbanisme du centre-ville de Gatineau, et en particulier les différentes activités de consultation liées à la démarche.

3.1.1 Le programme particulier d'urbanisme du centre-ville de Gatineau

Selon le plan d'urbanisme de la Ville de Gatineau, adopté en 2005, le secteur de l'Île de Hull ainsi que sa périphérie constituent le centre-ville de Gatineau (voir figure 1), incluant le secteur Fournier, le secteur du Lac Leamy et du Casino, le boulevard Saint-Joseph, le parc d'affaires du Ruisseau, le secteur de l'Université du Québec en Outaouais, les secteurs du Village d'Argentine et du ruisseau de la Brasserie.

Figure 1 - Territoire ayant été déterminé comme étant le centre-ville de Gatineau



Source : Programme particulier d'urbanisme, Ville de Gatineau

Un programme particulier d'urbanisme a été instauré sur ce territoire dans le but de « permettre le réaménagement de ce secteur et de favoriser l'émergence d'un

centre-ville dynamique qui fera la fierté des Gatinois » (Ville de Gatineau, 2008, p.1). S'échelonnant sur une période de deux ans, soit de 2007 à 2009, et incluant divers volets auxquels s'insèrent la production de documents et l'élaboration d'activités de consultation publique, le PPU et son processus d'élaboration servent de terrain d'observation dans le cadre de la présente recherche.

3.1.2 Analyse du territoire et du contexte de planification

Le chapitre 4, notre premier chapitre d'analyse, vise à dresser un portrait analytique de la géographie, de la démographie et de l'histoire de la Ville de Gatineau, ainsi que du contexte de planification ayant mené au programme particulier d'urbanisme de Gatineau.

Au niveau historique, la ville soulève certains événements de l'évolution de l'Île de Hull en introduction de ses documents liés au PPU. Y sont énumérées les étapes charnières que voici :

Tableau 4: Évolution historique de l'Île de Hull

Années	Événements historiques
1610-1799	Expéditions : la rivière des Outaouais jouait le rôle de l'une des plus importantes voies commerciales navigables d'Amérique du Nord.
1800-1875	D'un village à une ville : Le fondateur de Hull, Philemon Wright, s'installe sur l'île de Hull et deviendra rapidement commerçant de bois et propriétaire de la presque totalité de l'île. En 1850, les premières scieries s'installent en Outaouais. En 1875, la Cité de Hull reçoit sa charte.
1867-1959	Industrialisation de l'avant à l'après-guerre : Profitant de l'énergie hydraulique offerte par la rivière et le ruisseau de la Brasserie, les industries s'installent aux abords des cours d'eau, ceinturant le développement urbain. La ville est perçue comme industrielle. Dix ans après le grand feu de 1900, l'île est presque entièrement urbanisée. En 1950, la population, essentiellement ouvrière, se chiffre à 25 000.
1960-2001	D'une ville industrielle à une ville administrative : Décisions locales et gouvernementales qui vont transformer le paysage urbain, tel le plan Gréber de la CCN, expropriations pour ériger de nouveaux édifices administratifs et infrastructures routières, Musée des civilisations, boulevard de la Confédération, etc.

Années	Événements historiques
2002-2008	Cœur de la ville de Gatineau et d'une capitale nationale : Fusion des villes d'Aylmer, de Hull, de Gatineau, de Masson-Angers et de Buckingham. L'Île de Hull est reconnue comme cœur de la nouvelle ville en 2005. La CCN l'intègre à son Plan de secteur du cœur de la capitale du Canada.

Source : Vision d'une expérience urbaine pour le centre-ville en 2025, Ville de Gatineau, juin 2008

Ces différentes étapes présentent un portrait historique général de l'Île de Hull mais n'évoquent pas directement les événements les plus marquants au niveau identitaire, soit ceux qui nous intéressent. Suite à une recherche historique parallèle plus approfondie, nous avons déterminé que parmi tous les événements ayant façonné l'histoire du secteur, trois ont influencé de façon importante le développement identitaire de ses résidents (tableau 5):

Tableau 5: Événements historiques liés à l'identité

Événements historiques	Éléments identitaires	Sources
Grand Feu de 1900	Destruction d'emblèmes identitaires importants; Éviction de la population en place.	Gaffield, 1994
Époque de la prohibition et du « Petit Chicago »	Impacts négatifs sur la réputation des lieux, à l'interne comme à l'externe; Sentiment d'insécurité.	Beaulieu et al., 1984 Blanchette, 2011
Construction de la Place du Portage	Destruction d'emblèmes identitaires importants; Éviction de la population en place.	Ouimet, 1996, 1997, 2000

Comme nous l'avons vu précédemment, les emblèmes représentent une source positive de l'identité. Sans ceux-ci, l'identité devient fragilisée ou inexistante, tandis que la perception négative et les critiques internes et externes accentuent ce phénomène.

3.2 Les outils de collecte des informations

Afin d'observer le phénomène qui nous intéresse, nous avons préconisé l'analyse documentaire. En appui à cette source d'information, il nous a semblé pertinent, puisque les processus de consultation publique liés au PPU centre-ville se déroulaient en même temps que l'élaboration de la recherche, d'assister aux consultations, et donc de procéder directement au recueil de certaines informations par observation directe.

3.2.1 L'analyse de contenu

L'analyse de contenu est essentielle à la recherche sociale. Par analyse de contenu, nous entendons ici l'analyse des discours écrits (journaux, documents administratifs, mémoires), des discours oraux (lors de l'observation directe) ainsi que de la production visuelle (affiches et images).

L'analyse de discours « envisage l'écriture et la lecture comme le lieu privilégié d'observation de l'élaboration du sens social » (Gauthier, 2006 : 360). Cette méthode de collecte de données nous a permis de faire ressortir les différents arguments et perceptions des acteurs impliqués dans le programme particulier d'urbanisme du centre-ville à travers divers documents tels que feuillets d'informations, comptes rendus des activités de réflexion ou mémoires présentés ou déposés lors des consultations publiques. Qu'est-ce qui ressort de ces principaux documents? Qui sont les acteurs qui participent aux consultations publiques?

Combien de personnes cela représente? Est-ce que la Ville et les acteurs ayant déposé des mémoires semblent avoir une vision commune du développement du centre-ville? Quels éléments réfèrent précisément à la notion de projet urbain préconisée par Pinson (2009) et comment peuvent-ils influencer l'implication des acteurs aux processus de consultation publique? Grâce aux indicateurs de l'identité de Bassand (1990), nous avons été en mesure d'observer l'influence du projet urbain sur les acteurs y participant et, ainsi, de voir s'il y a formation d'un acteur collectif ayant une identité propre. Puisque cette recherche se veut qualitative, l'analyse des discours écrits a été réalisée en segmentant l'information contenue dans les divers documents recueillis par l'utilisation d'indicateurs bien précis. Les documents ont ainsi été segmentés et analysés par l'utilisation d'indicateurs permettant de donner un sens aux textes et de classer les informations recueillies.

Les documents ayant fait l'objet d'analyse sont présentés dans le tableau 6 :

Tableau 6: Documents analysés, dates et sources

Documents	Dates	Sources
Compte rendu des activités de réflexion	21 avril et 7 mai 2007	Groupe Gauthier, Biancamano, Bolduc urbanistes-conseils
Lignes directrices pour l'aménagement du centre-ville	Août 2007	Groupe Gauthier, Biancamano, Bolduc urbanistes-conseils
Vision d'une expérience urbaine pour le centre-ville en 2025	Juin 2008	Ville de Gatineau, section Urbanisme et développement durable
Guides de consultation publique	10 juin et 20 septembre 2008	Ville de Gatineau, section Planification stratégique
Synthèse des consultations publiques menées dans le cadre de l'élaboration du PPU du centre-ville de Gatineau	Décembre 2008	Tecslut/AECOM et Ville de Gatineau
Programme particulier	Septembre 2009	Ville de Gatineau,

Documents	Dates	Sources
d'urbanisme du centre-ville		section Urbanisme et développement durable
Faits saillants des modifications apportées au PPU suite aux requêtes déposées lors de la consultation publique tenue le 4 juin	15 septembre 2009	Ville de Gatineau, section Urbanisme et développement durable
Assemblée publique de consultation	12 avril 2010	Ville de Gatineau
Revue de presse (près de 150 articles sur différentes thématiques)	De janvier 2007 à janvier 2012	Diverses sources

Dans le cas qui nous intéresse, l'observation directe permet au chercheur de vivre le projet urbain comme tout autre participant. Cela lui permet de recueillir lui-même l'information et d'agir en tant qu'observateur de la démarche. Il existe deux approches d'observation, soit l'approche « objective » (Gauthier, 2006 : 273) et l'approche participante, qui est celle que nous avons utilisée. Cette démarche permet la collecte de documents et l'échange avec les autres participants.

Dans notre démarche d'observation, nous avons tenu compte des éléments suivants : déroulement de la consultation, disposition spatiale, déroulement temporel, acteurs présents, principaux sujets abordés et différents points de vue des acteurs présents. Nous avons aussi procédé à l'analyse des interactions par une grille élaborée par Bernoux (1985), qui relève les mêmes informations, en plus des missions ou objectifs, des enjeux, des atouts, des handicaps ainsi que des stratégies vraisemblables.

Les événements ayant faits l'objet d'observations directes sont les suivants :

Tableau 7: Événements analysés, dates et organisateur

Événements	Dates	Organisateur
Déroulement de la journée d'ateliers de discussion auprès des citoyens, des organismes et des partenaires du milieu	21 avril 2007	Ville de Gatineau
CCU extra-ordinaire	7 mai 2007	Ville de Gatineau
Opération portes-ouvertes portant sur les propositions d'aménagement pour le village urbain du centre-ville	17 et 18 juin 2007	Ville de Gatineau
Charrette portant sur les propositions d'aménagement du centre-ville	21 septembre 2008	Ville de Gatineau
Audience publique portant sur les propositions d'aménagement pour le centre-ville	22 septembre 2008	Ville de Gatineau
Assemblée publique de consultation – Dernier volet consultatif avant l'adoption du PPU	4 juin 2009	Ville de Gatineau
Consultation publique sur les règlements de concordance pour le Programme particulier d'urbanisme du centre-ville	12 avril 2010	Ville de Gatineau

3.3 L'opérationnalisation des concepts centraux

L'élaboration d'indicateurs, qui visent à permettre de placer les objets d'étude dans des catégories (Gauthier, 2006), permet de valider ou d'invalider les hypothèses de recherche. Plus simplement, « l'objectif est d'entrer chaque individu dans l'une des « boîtes »..., de déterminer que tel individu, par rapport à tel critère... doit être placé dans la catégorie... » (p.190).

Les chapitres d'analyse 5 et 6 présentent les résultats obtenus suite à l'analyse documentaire et aux observations directes réalisées avec le modèle d'analyse des

projets urbain inspiré de Pinson (2009 – voir tableau 2). Sont ensuite présentés les acteurs ayant déposé des mémoires dans le cadre du PPU, ces mémoires ayant été analysés par le biais de la grille d'analyse des identités positives et négatives de Bassand (1990 – voir tableau 3). Une revue de presse réalisée à partir des termes de recherche centre-ville de Gatineau, programme (et plan) particulier urbanisme centre-ville et revitalisation centre-ville et couvrant une période de 5 ans, soit de janvier 2007 à janvier 2012, permet également de bonifier l'analyse.

L'objectif du chapitre 5 est d'analyser et d'illustrer les différentes composantes des documents liés au PPU centre-ville, en regard des notions identitaires et d'acteurs collectifs de Pinson (2009) (voir tableau 2). L'auteur souligne que l'une des contributions essentielles des acteurs et institutions politiques dans le processus de projet est de « garantir les conditions et accompagner une dynamique de création de représentations, d'identités et d'intérêts compatibles avec l'action collective » (p.341). Nous souhaitons ainsi exposer les éléments mis de l'avant par la ville pour « vendre » à la population le concept de projet urbain qu'est le PPU. Or, nous croyons que le projet urbain n'est pas le seul facteur en jeu, mais que la perception propre de l'identité par les acteurs impliqués dans l'élaboration du processus est primordiale pour comprendre le phénomène et pour permettre de supposer une telle affirmation.

Ainsi, pour valider l'hypothèse selon laquelle il y aurait réappropriation identitaire et émergence d'un acteur collectif doté d'une identité propre, il nous a semblé nécessaire d'analyser les discours des principaux acteurs ayant déposé des mémoires dans le cadre du PPU. L'identité étant à la base fragilisée par divers

événements marquants ayant dévitalisé le territoire qui nous intéresse, comme nous le verrons dans le chapitre sur la présentation du territoire étudié (chapitre 5), comment les acteurs vivent-ils ce lien identitaire? Est-ce un lien positif, négatif, défensif ou offensif (Bassand, 1990 - voir tableau 3)? Le chapitre 6 nous a permis de catégoriser les liens identitaires des acteurs étant intervenus dans le cadre des consultations publiques liées au projet, par la grille des identités de Bassand (1990) décrite dans le cadre théorique de référence.

3.4 Portée et limites de la démarche méthodologique

Les méthodes de recueil d'informations se limitent à une étude documentaire et à des observations directes étant donnée l'abondance d'événements observés et de documents analysés. En effet, en plus de la dizaine de documents produits par la ville, de la lecture et de l'analyse de près de 150 articles de presse et de l'observation de 7 événements publics, le tout échelonné sur une période de 6 ans, c'est près de 40 mémoires qui ont été déposés dans le cadre de l'élaboration du PPU centre-ville et que nous avons analysé.

Cette recherche a également des limites puisqu'elle est inductive, ce qui implique des moments de déduction. « En général, dans les recherches de type qualitatif, on observe une certaine circularité ou récursivité qui compose nécessairement avec des moments de déduction (Hutchinson et Wilson, 2001 cités dans Anadon et Guillemette, 2007).

3.5 Considérations éthiques

Puisque nous n'utilisons que du matériel déjà existant (documents institutionnels, mémoires rédigés par les acteurs eux-mêmes, etc.) et que nous procédons à l'observation directe de phénomènes naturels organisés non pas par le chercheur, mais par la ville elle-même, les problèmes liés à l'éthique de la recherche sont limités. L'observation directe de phénomènes sociaux pourrait toutefois soulever certains problèmes d'éthique, tel que le respect de la vie privée des sujets, mais ceux-ci sont évités puisque toutes les discussions ayant eu lieu lors des consultations publiques sont mises à disposition du public. Une déclaration éthique a d'ailleurs été acceptée par l'Université du Québec en Outaouais en date du 30 mars 2010 et porte le numéro de dossier 1195. Le résumé de projet de recherche pour présentation au comité d'éthique comprenait le titre du projet, un descriptif de la problématique, la question et les hypothèses de la recherche, une brève présentation du cadre théorique et de la méthodologie de la recherche ainsi qu'un aperçu de la bibliographie.

En ce qui a trait à l'analyse des données, nous nous engageons à ce que les mesures utilisées soient les plus fidèles possible. Nous nous assurons également que l'interprétation des informations récoltées via l'analyse des discours et l'observation directe soit le reflet de la réalité et soient valides.

CHAPITRE IV

GATINEAU : ÉLÉMENTS DE FRAGILISATION IDENTITAIRE ET CONTEXTE DE PLANIFICATION

La revitalisation par projets urbains est à l'ordre du jour de nombreuses villes au Québec et ailleurs, les enjeux identitaires étant fréquemment au centre de ces projets. La dévitalisation des centres-villes par la popularité grandissante de l'accès à la propriété résidentielle familiale située en périphérie et la délocalisation des centres d'emplois et des commerces en dehors des quartiers centraux, entre autres, viennent accroître les problématiques touchant leurs développements. La Ville de Gatineau n'y fait pas exception. Située dans la région de la capitale nationale (RCN) du Canada, qui doit faire la fierté de tous les canadiens, la situation géographique et démographique de Gatineau est intéressante puisqu'il s'agit d'une ville frontalière où se côtoient deux cultures et dont la croissance démographique est impressionnante dû à la présence du gouvernement fédéral sur le territoire.

Ce premier chapitre d'analyse vise à présenter et à analyser le territoire à l'étude en dressant d'abord un portrait géographique, démographique et historique de la Ville de Gatineau, permettant de bien comprendre le contexte dans lequel cette recherche a eu lieu et de faire le pont entre ces données et événements, et la problématique identitaire. Nous nous concentrerons ensuite sur le contexte de planification du programme particulier d'urbanisme, et plus spécifiquement sur les trois volets que contient le PPU, qui sera analysé plus en profondeur au chapitre 5.

4.1 Gatineau - Situation géographique et démographique

D'abord, dans son livre sur l'histoire de l'Outaouais, Gaffield qualifie la région comme suit : « L'Outaouais. Une région entre deux mondes. Une région de frontières. Complexe, équivoque, fragile, forte. Une région aux multiples identités. Une région à découvrir » (Gaffield, 1994 : 11). Cette citation met bien la table quant aux différentes caractéristiques du territoire dont il est ici question et qui sont développées dans le présent chapitre.

Gatineau fait partie de l'Outaouais, qui représente une des 16 régions administratives du Québec (région 07). La région couvre un territoire de 30 503,8 km², se divise en 5 municipalités régionales de comté (MRC) composées de 67 municipalités. L'Outaouais compte une population de 369 171 habitants (Statistique Canada, 2011) et jouit d'un accroissement naturel positif de sa population (croissance de 23,7% entre 2006 et 2031) (Développement économique Canada pour les régions du Québec, 2009).

Toujours au niveau démographique, l'Outaouais fait aussi face à une situation bien particulière. En effet, 23% de la population est née dans une autre province canadienne, 71% provient d'une autre région du Québec et 6% d'un autre pays que le Canada (Doucet, Favreau et Robitaille, 2007 : 78). Les mouvements de travailleurs sont très dynamiques puisque le centre-ville de Gatineau représente à lui seul un centre d'affaires et de services gouvernementaux fournissant 29 000 emplois de services (Groupe Gauthier, Biancamano, Bolduc, 2007), chiffre qui augmentera au cours des

prochaines années dû à la construction de nouveaux édifices au centre-ville, ceux-ci abritant des bureaux du gouvernement fédéral.

Cette situation n'est pas sans influencer le lien identitaire entre les résidents et le territoire. En effet, plusieurs sont ici pour travailler et souhaitent retourner dans leur région d'appartenance dès que l'occasion se présentera. Un sondage Léger Marketing réalisé en mars 2009 pour le compte des hebdomadaires du Québec illustre bien ce phénomène. À la question « Êtes-vous attaché ou non au quartier où vous habitez actuellement? », la moyenne des résidents ayant répondu par l'affirmative en Outaouais est de 52% tandis que la moyenne québécoise est de 62%. C'est d'ailleurs Gatineau qui, de toutes les villes de l'Outaouais, fait baisser la moyenne avec un résultat de 50%. La proximité de l'Ontario et la présence du gouvernement fédéral peuvent notamment expliquer ces résultats, la région en étant une de transition, les résidents y étant donc moins attachés.

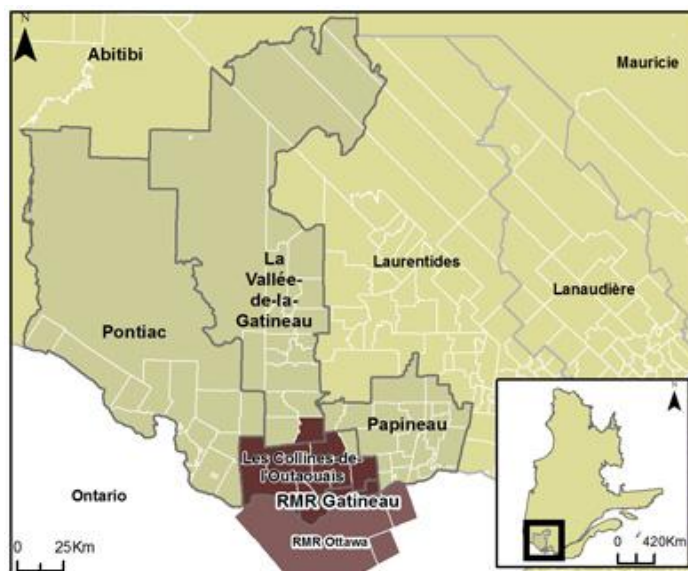
Tableau 8: Population et variations, 2011

	Population 2011	Variation 2001-2006	Variation 2006-2011
Province de Québec	7 903 001	4,30%	4,70%
RMR Ottawa-Gatineau	1 236 324	5,90%	9,10%
Outaouais (07)	369 171	8,10%	8,20%
Ville de Montréal	1 649 519	2,30%	1,80%
Ville d'Ottawa	883 391	4,90%	8,80%
Ville de Québec	516 622	3,10%	5,20%
Ville de Laval	401 553	7,50%	8,90%
Ville de Gatineau	265 349	6,80%	9,60%
Ville de Longueuil	231 409	1,60%	0,90%

Source : Recensements de Statistique Canada, 2011

Comme nous pouvons le constater en observant le tableau ci-dessus, c'est Gatineau qui, parmi les cinq villes les plus peuplées du Québec, a eu une plus importante croissance démographique entre 2006 et 2011. La croissance démographique est trois fois plus élevée que celle de l'ensemble de la province, ce qui s'explique par les migrations interrégionales et interprovinciales, et par l'immigration (Ville de Gatineau, 2008). Entre 1941 et 1991, la population hulloise (ville de Hull avant la fusion municipale de 2002) double pratiquement (de 32 947 à 60 707 habitants) tandis que celle des banlieues vit une augmentation extraordinaire. Dans le cas de Gatineau, ce sont 2 822 à 92 284 résidents en 50 ans (Gaffield, 1994 : 449).

Figure 2 - Région métropolitaine de recensement d'Ottawa-Gatineau



Source : www.decced.gc.ca/fra/publications/economiques/profil/outaouais/220/index.html

Des municipalités de l'Outaouais, nous nous attarderons à la Ville de Gatineau. Faisant partie de la région métropolitaine de recensement (RMR) d'Ottawa-Gatineau (voir figure 2), la situation géographique de Gatineau est singulière puisque la ville est

située sur un territoire frontalier. En effet, la rivière des Outaouais crée une frontière géographique entre le Québec et l'Ontario. Cette frontalité résulte depuis toujours en des dynamiques bien particulières, que ce soit au niveau culturel, économique, politique ou urbanistique. Les lois, les populations, les cultures et les pratiques d'aménagement étant différentes de part et d'autre de la rivière, des problématiques et incompréhensions peuvent en résulter. Cette dynamique peut apporter autant de rapprochements que de dissociations entre les populations. Nous le verrons plus loin, l'identité gatinoise étant plutôt faible, la ville de Gatineau semble depuis toujours dominée par sa voisine, Ottawa, la dévalorisation menant à ce rapport de domination.

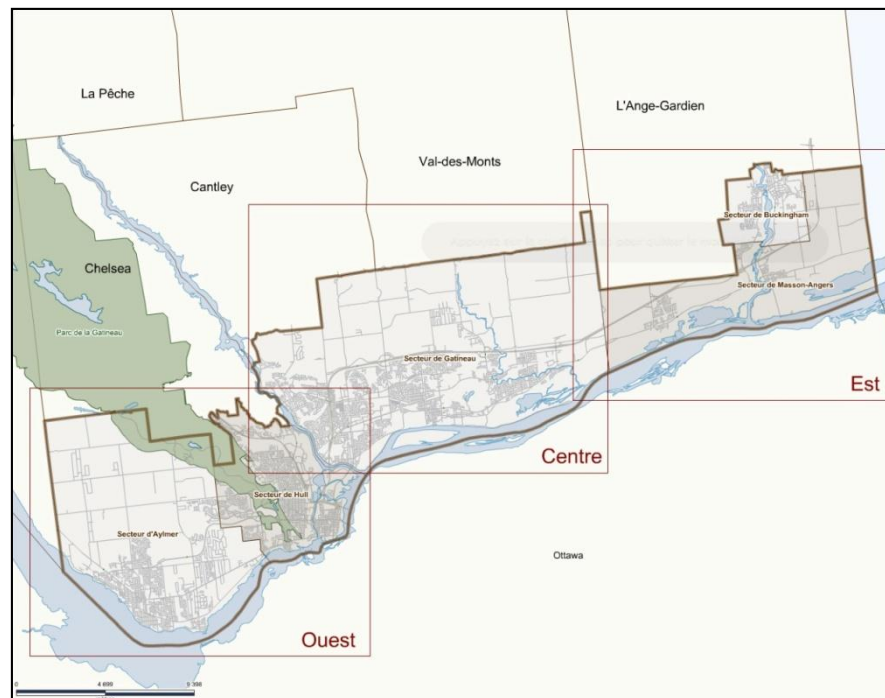
Selon Lapointe (1996) :

« Cette dernière (la réalité) est dominée par le choc des deux grandes cultures du Canada : la canadienne-française, sur la défensive, luttant pour sa survie et son droit à l'existence, et la canadienne-anglaise, dominante, essayant par tous les moyens d'étendre son empire au cœur de ce qui reste du Canada français... » (p.18).

La Ville de Gatineau telle que nous la connaissons aujourd'hui est née le 1^{er} janvier 2002 suite à la fusion des municipalités d'Aylmer, de Hull, de Gatineau, de Masson-Angers et de Buckingham. Elle occupe un territoire de 339,4 kilomètres carrés et compte une population de 265 349 habitants (Statistique Canada, 2011). Au moment de son adoption, le choix du nom de la nouvelle ville a été controversé et a fait place à plusieurs débats. Figurent sur la liste les noms de Gatineau, Hull, Asticou, Montferrand, Rivemont et Trois-Portages (Comité de transition de l'Outaouais, 2001). Au terme de longs débats, c'est finalement Gatineau qui l'a emporté, ce qui, encore aujourd'hui, ne fait pas l'unanimité. Malgré que plusieurs citoyens et politiciens aient

insisté pour que ce soit Hull qui l'emporte, ce nom a rapidement été rayé des choix puisqu'il fait pour plusieurs référence à violence et pauvreté, dû entre autre à la dévitalisation du secteur et aux différentes époques ayant forgé son identité, telle le Petit Chicago.

Figure 3 - La Ville de Gatineau - D'Est en Ouest



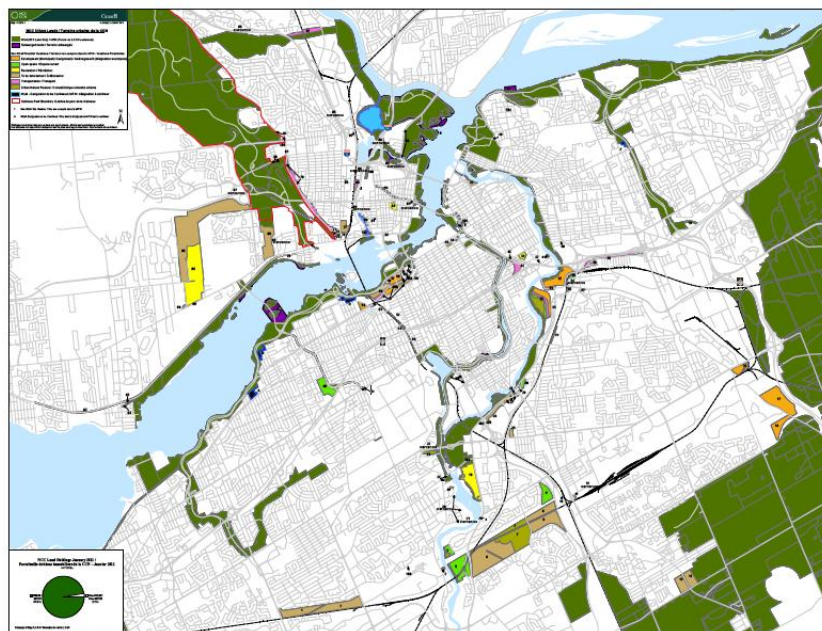
Source : Service de l'urbanisme et du développement durable, Ville de Gatineau, Infoterritoire, juin 2010

Gatineau fait également partie de la Région de la capitale nationale du Canada (RCN), gérée par la CCN dont l'objectif est « de veiller à ce que la région de la capitale du Canada soit riche de sens et une source de fierté nationale (CCN, 2012). La CCN fait suite à la Commission d'amélioration d'Ottawa (1899-1927) et à la Commission du district fédéral (1927-1958). C'est une organisation clé dans l'aménagement et la promotion du territoire de la région de la Capitale. La Société

d'État détient 12,4% des terres de la capitale (voir Figure 4). Si on compare ce pourcentage avec les avoirs du gouvernement fédéral sur un même territoire, celui-ci n'en détient que 1,4%. En s'appropriant des terres, il est plus facile de constituer une structure unique et une image homogène de la Capitale. La CCN exerce donc un contrôle important sur le développement des villes de Gatineau et Ottawa. Ceci n'est pas sans influencer l'indépendance et le développement des municipalités, notamment la ville de Gatineau et plus précisément le secteur Hull sur lequel se retrouve la totalité des territoires appartenant à la CCN pour la portion de la Ville de Gatineau. Selon Sanguin (1980) :

« Nous voyons... que la présence du pouvoir fédéral dans la RCN et sa politique rampante de mainmise territoriale par le biais de son mandataire, la CCN, accroissent la dépendance de la zone hulloise et diminuent fortement la possibilité du développement socio-économique de la partie québécoise » (p.183).

Figure 4 - Terrains de la CCN à Ottawa et Gatineau (terrains urbains)



Source : Commission de la capitale nationale du Canada

La CCN est loin d'être la seule organisation à faire de la planification sur le territoire de la capitale. En effet, lors d'une étude menée par Douglas Fullerton en 1974, ancien président de la CCN, sur les meilleurs moyens de gérer la capitale, il en ressort, entre autres, que « l'administration de la Capitale du Canada est une jungle constitutionnelle où s'enchevêtrent trop de niveaux administratifs, trop de corps publics, trop de représentants élus et trop de fonctionnaires municipaux » (Gaffield, 1994 : 746). La situation entre la Commission et les divers autres intervenants est également souvent conflictuelle. Les opinions divergentes sont claires : la CCN tente de développer une identité canadienne à travers divers projets d'aménagement dans la Capitale tandis que les municipalités travaillent plutôt à la valorisation d'une identité locale sur leur territoire. Dans son programme Outaouais 2050, qui a pour objectif de dresser des scénarios pour le développement de la région à long terme, la CCN s'intéresse clairement à la capitale en tant que symbole national. « Pour elle, l'intervention du fédéral doit être avant tout dans les affaires relevant d'aspects nationaux et internationaux, plutôt que dans les questions locales et régionales » (Gaffield, 1994 : 751). Selon Sanguin (1980), il y a toujours un problème de conflit d'intérêt entre le gouvernement central et la population résidente. « Le gouvernement cherche à contrôler et à développer la capitale dans l'intérêt du pays tout entier tandis que la population locale cherche à se gouverner elle-même » (p.176).

Le Rapport du Panel de la Revue du mandat de la CCN, dirigé en 2006 par le professeur Gilles Paquet, spécialiste en gouvernance de l'Université d'Ottawa, soulève également des défis au niveau de la collaboration transfrontalière à long terme ainsi que du travail de duplication ou de contradiction de la CCN avec le travail exécuté par

les municipalités, chacun élaborant des plans pour un même territoire, mais dans une perspective différente. « Cette distinction est souvent perçue comme l'opposition de « la Couronne contre la ville » ou de « la capitale contre la ville ». Cette situation a parfois engendré des tensions très graves », (p.21).

4.2 La dévitalisation des villes dans un contexte global

Comme plusieurs centres-villes d'Amérique du Nord et d'ailleurs dans le monde, le centre-ville de Gatineau a subi diverses phases de dévitalisation ayant marqué son développement. Ce phénomène de dévitalisation s'inscrit dans un contexte global de désindustrialisation et de transformation des villes contemporaines en métropoles (phénomène de restructuration industrielle et de tertiarisation de l'économie). Dès les années 40, l'Outaouais vit de profondes transformations au niveau économique (Gaffield, 1994). Certains secteurs sont en déclin, alors que d'autres deviennent prospères. En effet, la désindustrialisation fait place à une économie de services, majoritairement grâce à la présence de l'administration publique fédérale et des retombées économiques corolaires. La période de 1940 à 1990 en est une marquante pour la structure de développement économique régional. « Non seulement le leadership des industries de la transformation du bois s'affaiblira, mais l'ensemble de l'industrie manufacturière stagnera pendant que l'administration publique fédérale deviendra le moteur principal du développement de la région » (Gaffield, p.497). Les secteurs de l'agriculture, de la foresterie et des mines sont en déclin au Québec, et particulièrement en Outaouais. On assiste à l'explosion du secteur

tertiaire. « Après 1971, le gouvernement fédéral est devenu le plus gros employeur de l'Outaouais, suivi par le gouvernement du Québec avec les emplois qu'il génère dans l'administration publique provinciale, l'éducation et les services médicaux et sociaux » (Gaffield, p.505). Dans les années 1970, 15 000 emplois fédéraux sont déplacés du côté québécois, emplois occupés majoritairement par des Ontariens. La relocalisation de plusieurs fonctionnaires du côté québécois mènera à une forte croissance démographique entre 1970 et 1980 (Gaffield, 1994).

Pendant ce temps, soit entre 1945 et 1975, les villes contemporaines se transforment en métropoles (Bunting et Filion, 2000). Cette nouvelle période est marquée par une production économique rapide et l'augmentation de la consommation de masse par la classe moyenne. Selon Hamel (2005), les métropoles contemporaines peuvent être considérées selon deux perspectives, « la première concernant le processus interne de structuration sociale, la deuxième mettant plutôt l'accent sur le développement d'un système de métropoles dans le contexte de la mondialisation (p.396). Toujours selon l'auteur :

« C'est sans doute l'image et la réalité économique et sociale des métropoles – ici, on pense aux métropoles contemporaines et à leur configuration spatiale particulière évoluant à la faveur de la dispersion ou de l'étalement urbain – qui permettent le mieux d'appréhender les transformations survenues ces dernières années dans les *rapports sociaux à l'espace* et leurs conséquences tant pour les individus ou les ménages que pour les acteurs collectifs » (Hamel, 2005 : 394).

L'individualisation gagne du terrain et celle-ci, en lien avec les rapports sociaux, remet au premier rang l'importance de l'identité et de la subjectivité des individus quant à l'analyse des faits sociaux (Hamel, 2005). La mobilité, l'étalement

urbain, le mode d'utilisation des sols, les nouvelles relations entre lieu de résidence et activités urbaines, « tous ces changements qui s'articulent à plus d'un titre à l'individualisation des rapports sociaux contribuent à définir une nouvelle place pour l'individu dans la ville et dans l'espace urbain » (Hamel, 2005 : 398). Selon Bunting et Filion (2000), « ...the 30-year period of metropolitan development favoured the suburb over central city » (p.12), rendant les citoyens d'autant plus dépendants de l'utilisation de la voiture pour se déplacer en ville. On assiste alors à un changement de paradigme en urbanisme et en développement urbain (Dear, 2002 cité dans Hamel, 2005). En effet, le développement urbain s'adapte au marché bien avant de s'intéresser à la justice sociale. Selon Le Galès (2003) :

« Du point de vue des acteurs à l'origine de la formation des régimes urbains, la production de l'espace – incluant les décisions capables d'en orienter le contenu – découle de choix collectifs. La manière dont ceux-ci sont arbitrés dépend des forces en présence, de l'histoire du milieu autant que des opportunités qui s'offrent aux acteurs. C'est ce que reconnaissent les études récentes sur le développement urbain, le gouvernement et la gouvernance des villes » (Le Galès, 2003 cité dans Hamel, 2005: 404).

L'avenir des métropoles dépend ainsi de choix individuels autant que collectifs, qui doivent s'exprimer en terrain politique afin de surmonter les conflits (Hamel, 2005).

4.3 La dévitalisation du centre-ville de Gatineau

Ces périodes de grands bouleversements ne sont pas sans influencer le développement de la Ville de Gatineau, la désindustrialisation, l'étalement urbain et

l'importance de la place de la voiture marquant grandement son évolution. Mais pour bien comprendre la dévitalisation du centre-ville de Gatineau en particulier, il importe également de revenir sur certains événements historiques d'importance.

Notons d'abord qu'avant la fusion, l'Île de Hull est considérée comme le centre-ville historique de l'Outaouais québécois. À un pont de distance avec Ottawa, c'est la porte d'entrée du Québec. C'est donc sur ce secteur que nous nous attarderons ici (voir Figure 5).

Figure 5 – Carte de Hull en 1908



Source : <http://www.bilan.usherb.ca/bilan/pages/photos/2518.html>

Pour dresser un portrait de la dévitalisation du centre-ville de Hull, nous considérons, suite à la lecture des principaux ouvrages historiques sur la région (dont Gaffield, 1994, Beaulieu et al., 1984, Blanchette, 2011, Ouimet, 1996, 1997, 2000), que trois éléments majeurs ont transformé le développement de ce territoire particulier. Le premier, c'est le Grand Feu de Hull ayant eu lieu en 1900 et étant considéré comme l'un des événements les plus marquants de l'histoire du secteur. Nous considérons qu'il a eu un impact identitaire important puisqu'il a mené à la destruction du centre-ville de l'époque (disparition d'emblèmes par la destruction du patrimoine). Nous aborderons ensuite l'époque du « Petit Chicago » ou de la prohibition et de l'illégalisme de l'alcool, qui a marqué à jamais la réputation de l'Île de Hull à travers le Canada. En effet, le territoire est perçu négativement à l'interne comme à l'externe, ce qui crée une fragilisation identitaire évidente. Enfin, le troisième élément à considérer ici, est la construction de la Place du Portage, qui a transformé le patrimoine bâti, culturel et social de l'Île.

4.3.1 Grand Feu de 1900

Plusieurs feux ont fait rage à Hull entre les années 1880 et 1906, occasionnant des pertes immenses au niveau patrimonial. « Hull a énormément souffert du feu... pas moins de 10 conflagrations ont dévasté la ville, rasé les usines et détruit plus de 2 000 maisons » (Ouimet, 1996, p.45). Nous aborderons ici le Grand Feu de 1900, car c'est le plus considérable des incendies et donc celui ayant eu le plus d'impacts sur le développement de Hull et de son centre-ville.

Le 26 avril 1900, un feu se déclare sur la rue Chaudière à Hull et se propage à grande vitesse. Ce sera le point de départ de ce qui s'avèrera être l'une des pires catastrophes de l'histoire des incendies du Québec. Le feu va tout foudroyer sur son passage et s'étendra jusqu'au lac Dow, à Ottawa. L'architecture des maisons de l'époque aide sa propagation. « Les maisons ouvrières étaient collées les unes sur les autres et les toits étaient en bardeaux de cèdre... », précise Michel Prévost, président de la Société d'histoire de l'Outaouais et Archiviste en chef de l'Université d'Ottawa (Le Droit, 2010).

Selon la presse du lendemain, environ 5 000 pieds carrés sont dévastés et 2 500 maisons détruites, causant des dommages évalués à 20 millions de dollars à l'époque. Près de 15 000 Hullois se retrouvent à la rue. Suite à la catastrophe, c'est la moitié de Hull et le cinquième d'Ottawa qui sont réduits en cendre (La Presse, 1900).

Figure 6 - Le Grand Feu de 1900



Source : Les Produits forestiers E.B. Eddy Ltée

« Hull n'est plus, Hull n'est qu'un amas de cendres, un morceau de ruines, une plaine de douleurs et une vallée de larmes », déclare Sir Wilfrid Laurier, premier ministre du Canada de l'époque.

Dans cet incendie, Hull a perdu son hôtel de ville, son palais de justice, des couvents, églises et maisons, le bureau de poste, etc. Les usines et scieries ont également été réduites en cendres. Ce feu aura eu des impacts considérables sur l'histoire et le patrimoine bâti. Les maisons devront être reconstruites rapidement, avec les matériaux dont disposent les ouvriers, puisque c'est majoritairement un quartier ouvrier qui aura été rasé par les flammes.

« L'incendie peut-il contribuer à créer un quartier et à jouer un rôle moteur dans la construction urbaine? Cette question prend à rebours la vision habituelle des incendies, une vision catastrophique et destructrice, où l'incendie ne laisse que cendres et débris sur son passage. Si le sinistre lui-même a des conséquences dramatiques, il peut aussi entraîner d'importantes transformations et contribuer à la création de nouvelles unités urbaines » (Novembre, 2003, p.367).

Quoique les maisons dites « allumettes » (nom provenant de la forme de celles-ci, hautes et étroites, et du fait qu'elles brulaient facilement) représentent un élément distinctif du patrimoine bâti du secteur, il n'en reste pas moins que plusieurs d'entre elles sont aujourd'hui dans un piteux état.

«Présentement, l'atmosphère et la qualité des équipements font défaut et on ne voit pas pourquoi des gens viendraient se réinstaller ici (au centre-ville). Même le patrimoine a été très maltraité au fil du temps. Les petites maisons ouvrières ont été mal rénovées avec des matériaux de mauvais goût et non durables. À l'exception du noyau central, où on retrouve encore des bâtiments en brique de la fin de l'époque victorienne, c'est un secteur qui est très éprouvé. Relancer ça, c'est un exercice à très long terme qui s'étirera sur quelques décennies » (Beudet cité dans Moyneur, 2011).

Ainsi, le Grand Feu aura effectivement entraîné d'importantes transformations, mais la ville n'a su ni même pu se servir de cette catastrophe pour réfléchir à la création de nouvelles unités urbaines. Agissant plutôt dans l'urgence, les résidents du centre-ville de l'époque et la municipalité ont fait ce qu'ils pouvaient pour reconstruire rapidement le centre-ville, ce qui donne majoritairement une trame urbaine de piètre qualité, comme nous pouvons le constater aujourd'hui. La destruction de ce quartier ancien a certainement contribué à la perte de l'identité et de l'âme de ce lieu fragilisé.

4.3.2 Époque de la prohibition et du « Petit Chicago »

Outre le Grand feu de 1900, d'autres éléments historiques auront eu des impacts considérables sur l'évolution du centre-ville de Hull. En effet, l'Île de Hull, communément appelé « Vieux-Hull », a longtemps été perçue comme un « terrain de jeux ». « ...on n'a qu'à penser autant aux excursions dans le parc de la Gatineau qu'aux beuveries sur la promenade du Portage » (Gaffield, 1994, p.458). La situation frontalière de Hull en fait un lieu prisé pour les Ontariens puisqu'elle est facile d'accès et unique par le fait d'être le seul point de contact Ontario-Québec proprement urbain. Selon Brosseau et Cellard (2003), « Ainsi, constitue-t-elle un rare exemple de zone de contact entre cultures anglophone et francophone coïncidant avec une frontière politique formelle, le tout à l'intérieur d'un tissu urbain presque continu » (p.10). Les Ontariens, qui vivront diverses périodes de prohibitions, viendront faire la fête du côté

québécois, le Québec ayant eu une réglementation plus permissive au niveau de la consommation d'alcool.

Du début du siècle dernier à la fin des années 90, Hull vivra trois grands cycles de déboires ayant affecté son développement et sa réputation. Dès 1907, Ottawa restreint les heures d'ouverture de ses débits d'alcool, ce qui a pour effet de développer ce marché du côté de Hull. Plusieurs bars, maisons de prostitution et de jeu voient le jour, et par le fait même on note une forte augmentation du taux de criminalité, qui durera d'ailleurs près d'un siècle. Plusieurs batailles, allant même jusqu'aux meurtres, animent le centre-ville.

« La ville est littéralement remplie de salops (sic) que la police d'Ottawa a chassés de ce côté-ci. La procession de vauriens grossit chaque soir sur les deux ponts qui conduisent à Hull et les autorités ne sévissent pas (...on devrait) repousser à coups de bâton (...) toute cette engeance puante qui vient encanailler notre monde » (Le Spectateur, 1909 cité dans Brosseau et Cellard, 2003, p.12).

La situation va s'accroître en 1916, alors que l'Ontario votera pour le Temperance Act, à la suite duquel les bars doivent fermer leurs portes. Même si la ville de Hull vote elle-même pour la prohibition en 1918, on verra se développer un important marché noir et la prohibition ne durera pas, les résidents de Hull préférant retrouver leur liberté. Selon Brosseau et Cellard, « ...entre 1926 et 1938, les infractions pour ivresse, désordre et fréquentation de maisons de jeu, de prostitution et de désordre représentent en moyenne près de 90% des arrestations effectuées à Hull » (2003 : 15).

La réputation de l'Île en prend un coup. L'impact est alors irréversible et laisse des marques importantes sur le développement de ce territoire. Hull se retrouve avec le

titre de capitale nationale du crime. On songe même à modifier le nom de la ville. « Si Hull est synonyme de Beer Town, si son nom évoque par tout le Canada l'image de la dissipation scandaleuse et de la débauche, vite changeons-le » (Le Droit, 1940, p.15 cité dans Brosseau et Cellard, 2003).

L'impact des violences et des beuveries est tel que 17 000 résidents de Hull signent une pétition, ce qui représente à l'époque (1940) le nombre total d'électeurs habitant cette ville. En voici un extrait :

« Inquiétés par les dangers d'ordre moral qui menacent notre jeunesse, notamment nos jeunes filles, dans la ville et la région de Hull; justement alarmés par l'influence corruptrice qu'exerce déjà, sur les enfants et sur la population en général, l'état des choses qui existe chez nous, particulièrement le dimanche (...) Nous, Pères et Mères de familles et citoyens de la ville de Hull, forts de nos droits et devoirs demandons avec énergie et insistance aux autorités provinciales et municipales : ... de faire cesser la vente d'alcool le dimanche (malgré la loi, les débits de boisson sont en effet ouverts le dimanche à Hull); de faire fermer lesdits débits à minuit (qui semblent ouverts toute la nuit, à l'encontre encore de la loi); de mettre fin aux « floor shows » où les « actrices » évoluent au même niveau que les spectateurs « dans des costumes que l'on peut imaginer » et finalement, de mettre la clef dans les maisons de jeu de même que certains restaurants » (Gaffield, 1994 : 698).

Si la situation se calme dans les années 1970, les Québécois et Ontariens ne fréquentant pas les mêmes établissements, les violences reprendront de plus belle dans les années 80 et 90. Suite aux expropriations et au départ de plusieurs commerces liés à la construction de la Place du Portage (nous aborderons cette question dans la section

suivante), la municipalité encourage les bars à venir s'installer sur la Promenade du Portage. Le taux de criminalité est alors à son apogée. « Hull : métropole du crime – un record peu enviable », titre alors de journal *Le Droit* (1984). La situation se calme enfin dans les années 2000, ce qui aura pour effet de vider le centre-ville de Hull.

« ... La cigale québécoise chantait tous les soirs jusqu'à trois heures du matin. Bière et vin étaient étalés dans tous les dépanneurs du coin. Avec ses cinémas de fesses, ses boutiques érotiques, ses danseuses nues, ses discothèques *straight*, ses clubs gais, la ville de Hull, gouvernée par le principe du plaisir, représentait tout ce que les anglophones avaient dû refouler au nom de Dieu, famille et propreté. Avec son rouge à lèvres écarlate, sa jupe serrée, Hull la pute excitait Ottawa la prude, éveillait les passions sourdes qui sommeillaient au fond de l'inconscient collectif de la capitale du pays » (Boult, 1998 : 57-58 cité dans Brosseau et Cellard, 2003 : 28).

Cette image de l'Île semble jouer, encore aujourd'hui, un rôle indéniable sur l'identité des résidents du secteur. Pour plusieurs, l'Île de Hull rime encore aujourd'hui avec pauvreté, saleté, violence et prostitution. Les bars du secteur ferment d'ailleurs toujours à 2h du matin, heure de fermeture des bars du côté ontarien, ce qui n'est pas le cas pour les bars situés ailleurs au Québec et même dans le secteur Gatineau, l'heure de fermeture étant de 3h. Cette loi est d'ailleurs contestée par plusieurs propriétaires de bars du centre-ville, qui croient que nous vivons aujourd'hui dans une ère bien différente. La Ville est toutefois encore craintive et ne souhaite pas modifier la réglementation pour l'instant, ce qui révèle une fragilité encore tangible et l'importance des marques laissées par cette période sur le développement du secteur. Près de vingt ans après l'imposition d'un moratoire interdisant l'ouverture de nouveaux bars au centre-ville, Gatineau montre toutefois certains signes d'ouverture

(discussions sur le sujet au sein des conseillers, bris du moratoire par la distribution de permis de bar en de rares occasions, etc.).

4.3.3 Construction de la Place du Portage

La proximité du centre-ville de Hull par rapport à la colline parlementaire en fait un site très attrayant pour la construction d'édifices gouvernementaux. Ainsi, en 1969, plusieurs terrains sont achetés par le gouvernement fédéral. C'est sous le gouvernement Trudeau, en 1970, que débutera la construction des édifices qui constituent aujourd'hui la Place du Portage. « Tout le débat sur la place du Québec à l'intérieur du Canada et sur les relations entre francophones et anglophones canadiens influence énormément la présence du gouvernement fédéral dans l'Outaouais » (Gaffield, 1994, p.470). En effet, la construction de la Place du Portage ne vise pas seulement la création d'emplois au Québec. L'implantation de ces édifices est pour plusieurs une stratégie politique bien évidente : « le symbolisme d'une capitale dont le cœur unit deux cultures, deux provinces et deux villes. (Les édifices devront aussi) être localisés le plus près possible de la colline parlementaire et lui être reliés visuellement et physiquement de façon à créer un ensemble symbolique et fonctionnel » (Gaffield, 1994 : 472). Cette construction permet aussi au gouvernement :

« ...d'intégrer la rive québécoise à la capitale et de faire de celle-ci le trait d'union entre les deux provinces canadiennes les plus peuplées. Car il s'agit d'implanter en sol hullois des édifices gouvernementaux, quitte à déplacer la population ouvrière, ce qu'on fait aussi sans grande hésitation de part et d'autre du Parlement, c'est-à-dire dans

la Basse-Ville d'Ottawa et sur les plaines Lebreton »
(Doucet, Favreau et Robitaille, 2007 : 41).

Avant la construction (ou destruction), l'Île de Hull est un quartier ouvrier typique, qui offre parcs et rue principale animée (Promenade du Portage). « Sans qu'il n'y ait eu aucun signe précurseur, la CCN s'apprête à exproprier des centaines de familles pour faire place à des tours à bureaux pour les fonctionnaires fédéraux » (Blanchette, 2011 : 16). La construction de la Place du Portage est donc très lourde de conséquences pour les résidents du secteur. « Nous avons toutes et tous en mémoire ce jour du 20 mai 1969, date à laquelle fût décidée l'expropriation de près de vingt acres de propriétés afin d'y bâtir ces incohérences architecturales » (Nguyen, 2008 : 17).

En plus de voir disparaître des constructions historiques, telles que des habitations, des commerces et des institutions, plus de 6 000 personnes doivent quitter le centre pour se reconstruire une nouvelle vie en périphérie. « 1 500 habitations sont démolies..., les usines de E.B. Eddy sont fermées, détruites ou déménagées » (Blanchette, 2011 : 16). Conséquence : la perte du noyau de la ville qu'est le centre-ville, encore observable aujourd'hui. Il n'y a qu'à aller sur place les soirs de semaine ou les week-ends pour constater à quel point les rues du centre-ville sont désertes dès le départ des fonctionnaires vers les banlieues. Les commerces orchestrent d'ailleurs leurs heures d'ouverture et de fermeture en conséquence, puisqu'il n'est pas rentable pour la majorité d'entre eux de garder leurs portes ouvertes en dehors des heures de travail.

« Au-delà des habitations et des usines, c'est tout un tissu social et un milieu de vie qui sont détruits. Le quartier se transforme en « morne plaine », où on voit chaque matin des milliers de fonctionnaires qui arrivent d'Ottawa et de la grande banlieue pour s'engouffrer dans leur tour grise, pour en repartir et retraverser les ponts à toute vitesse en fin d'après-midi. Les rues sont désertes, il n'y a pratiquement plus de commerces, ceux qui restent vivent. Les derniers habitants du quartier sont, pour la plupart, des gens démunis ou marginalisés, à qui les propriétaires louent des logements insalubres qu'ils laissent déperir, en attendant de les démolir pour faire place à des condos de luxe ou à de nouvelles tours à bureaux » (Blanchette, 2011 : 17).

4.4 La revitalisation du centre-ville de Gatineau

Les problématiques qui précèdent ont inévitablement amené l'administration municipale, les élus et la population gatinoise à se questionner sur le futur du centre-ville. L'abolition de la Communauté urbaine de l'Outaouais ayant mené à la création de la Ville de Gatineau telle que nous la connaissons aujourd'hui est également venue influencer l'administration municipale quant à l'avenir du cœur de la nouvelle ville, reconnue en 2005 comme étant l'Île de Hull par la ville elle-même ainsi que par la Commission de la Capitale nationale.

Face à cette dévitalisation évidente et à l'impact de celle-ci et de la fusion municipale sur le sentiment identitaire des résidents de Gatineau, et plus particulièrement du secteur dont il est question, la ville a amorcé une série de consultations publiques, dès 2007, dans le but de mettre en œuvre un programme particulier d'urbanisme (PPU) pour le centre-ville, celui-ci permettant d'influencer l'identité territoriale. En effet, selon Blais, Boucher et Caron (2012) :

« Le programme particulier d'urbanisme peut déterminer des règles à considérer dans la réglementation ou dans l'intervention publique en matière d'architecture, de design urbain et de paysage. Il permet également d'être proactif par l'entremise de programmes particuliers de réaménagement, de restauration et de démolition » (p.70).

Nous dresserons un portrait du territoire au centre de cette étude, pour ensuite mettre en contexte le processus de planification dont il est ici question.

4.4.1 Le centre-ville de Gatineau : Territoire, population et caractéristiques

Dans le Plan d'urbanisme de Gatineau, le centre-ville représente aujourd'hui un des 16 villages urbains (numéro 8). La Ville définit les villages urbains comme un retour aux sources, aux villages d'autrefois. La définition proposée dans la documentation de la ville sur le sujet (Ville de Gatineau, 2003) provient directement du concept du nouvel urbanisme.

« Le nouvel urbanisme encourage la création et la réhabilitation d'espaces urbains compacts, diversifiés et intéressants où les résidents peuvent se déplacer facilement selon le mode de leur choix, préférentiellement à pied, à bicyclette ou en utilisant le transport en commun, et où la qualité de vie prend son essor dans un cadre urbain de haute qualité » (Ville de Gatineau, 2003 : 2).

De ce concept découlent les ingrédients suivants : « mixité et diversité des usages et des résidents; densification; accessibilité piétonne accrue; diversité d'habitation; architecture et design urbain de qualité; réseau de transport intelligent et développement urbain durable » (p.3).

Rappelons également que la ville de Gatineau a mis de l'avant le concept de « villages urbains » dans le but de consolider une identité gatinoise autour de

nouvelles frontières institutionnelles (Andrew et Chiasson, 2004). Ainsi, l'on souhaite que Gatineau évolue vers une ville composée de villages munis de réseaux sociaux, de canaux de communication et de systèmes de transports adaptés aux besoins.

Plusieurs remettent en doute le large périmètre que constitue le centre-ville actuel de Gatineau, qui déborde les contours de l'Île-de-Hull, territoire de référence traditionnel du centre-ville, et souhaiteraient plutôt voir s'implanter des mesures de façon condensée. D'autres remettent complètement en question l'idée d'un centre-ville unique.

« ... quand comprendra-t-on que le centre-ville de Gatineau n'est et ne sera pas situé dans l'île de Hull ? Gatineau compte un centre-ville chemin d'Aylmer et un autre dans le secteur des Promenades de Gatineau sans compter celui du quartier Buckingham. Quant au centre-ville naturel, qui se développait boulevard St-Joseph, nos urbanistes lui ont coupé les ailes en permettant le développement commercial du quartier du Plateau » (Ouimet, 2008 : 14).

Tableau 9: Profil du village urbain Centre-ville

Habitation					
Profil du village urbain no 8 - Village urbain Centre-Ville					
		1991	2001	1991-2001 Variation	Comparaison par rang Variation 1991-2001
8. Centre-Ville					rang descendant des villages
Population		12 955	12 665	-2.29%	13/16
Ménages au total		6 185	6 815	9.24%	13/16
Nombre de log. sociaux		979	1 153	174	3/16
% log. sociaux / Nb. log. du village		15.83%	16.92%	1.09%	4/16
Nouveaux log. sociaux 2002-06		49 log. sociaux depuis 2002			Période 2002-06 = 4/16
Locataires consacrant 30 % et + de leur revenu pour se loger		29.70%	28.40%	-1.30%	14/16
Logements loués		79.20%	77.10%	-2.10%	10/16
Revenu médian des ménages		23 922 \$	26 882 \$	2 960 \$	14/16
Personnes seules		40.30%	49.30%	9.00%	3/16
Familles monoparentales		12.10%	25.20%	13.10%	2/16
Personnes de 65 ans et plus		12.00%	12.40%	0.40%	11/16
Période de const. 1960 et avant /%		55.20%	52.80%	-2.40%	10/16

Source: Ville de Gatineau

Au niveau de l'habitation, le Village urbain Centre-Ville est bien particulier. Le revenu médian des ménages est faible. On constate une baisse de la population entre 1991 et 2001. Les logements sont majoritairement loués. Il y a un pourcentage assez élevé de personnes seules, une hausse importante de familles monoparentales et très peu de personnes âgées de 65 ans et plus.

Pour faire un comparatif, la majorité des quelques trois millions de ménages que compte le Québec, soit 58 %, sont propriétaires de leur logement. Entre 1996 et 2001, le nombre de ménages propriétaires a augmenté de 8 % dans l'ensemble du Québec tandis que le nombre de locataires a connu une hausse de 2 %, et a même diminué dans plusieurs régions (Société d'habitation du Québec).

Dans le rapport final des lignes directrices pour l'aménagement du centre-ville, réalisé par le Groupe Gauthier, Biancamo, Bolduc en août 2007, le centre-ville est perçu comme complémentaire au centre-ville d'Ottawa et est défini comme : « un centre d'affaires et de services gouvernementaux fournissant 29 000 emplois; un pôle de magasinage et de divertissement comptant 735 établissements; un milieu de vie pour 11 530 personnes habitant 6 085 unités de logement; des institutions, équipements sociocommunautaires et attraits touristiques; un lieu d'identité historique et culturelle, et enfin, un point de convergence des réseaux routiers » (p.3).

4.4.2 Contexte de planification

Suite à la fusion de 2002, la Ville de Gatineau doit se redéfinir et le fait par la création d'un département de planification stratégique.

« D'une manière générale, la Section de la planification stratégique poursuit des activités de mobilisation autour des enjeux stratégiques et encourage le développement de partenariats. Elle s'intéresse particulièrement aux milieux de vie, à la collectivité et à la gestion afin d'aider l'organisation municipale à adopter des pratiques assurant la plus grande satisfaction des citoyens » (Source : Ville de Gatineau).

Découle ensuite un plan d'urbanisme, obligation légale de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Celui-ci se veut un document établissant les grandes lignes de l'organisation spatiale et physique d'une municipalité (MAMROT). Le plan d'urbanisme de la Ville de Gatineau a été adopté en 2005 et « énonce les grandes orientations en matière d'aménagement dans l'optique de favoriser un développement cohérent et l'émergence de milieux de vie de qualité » (Groupe Gauthier, Biancamo, Bolduc, 2007).

Enfin, de sa propre initiative et pour faire suite au plan d'urbanisme, le conseil municipal de la Ville de Gatineau a décidé d'élaborer un Programme particulier d'urbanisme du centre-ville de Gatineau.

« L'identification par le conseil, les citoyens, les gens d'affaires ou par d'autres intervenants d'une préoccupation particulière concernant l'avenir d'un secteur de la municipalité, de problèmes ou de possibilités de mise en valeur peut démontrer la nécessité, pour la municipalité, d'assumer un leadership à l'égard d'un secteur afin d'influencer le processus de développement et de coordonner les actions des divers intervenants intéressés » (MAMROT, 2010).

C'est aussi ce qui s'est produit à Gatineau.

4.4.3 Programme particulier d'urbanisme du centre-ville de Gatineau (PPU)

Un programme particulier d'urbanisme (PPU) est « un outil défini par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme qui permet à une municipalité de porter une attention particulière à un secteur d'intérêt en élaborant une planification détaillée », (Ville de Gatineau, 2008). Devant l'urgence de faire renaître le centre-ville de Gatineau, la ville octroie, en novembre 2006, un mandat à la firme Groupe Gauthier Biancamano Bolduc. La firme doit proposer les lignes directrices en ce qui a trait à l'aménagement du centre-ville à Gatineau. Ce mandat s'inscrit dans le programme particulier d'urbanisme (PPU) du centre-ville.

Mentionnons d'abord qu'il semble évident, selon les critères de référence développés par Padioleau (1989) que la Ville met en place une démarche classique de planification stratégique, approche qui reproduit le passé en fonction de l'évolution des nécessités et intérêts, tout en renouvelant l'analyse du contexte (menaces et opportunités) et de l'organisation (forces et faiblesses) (Gagnon, 2009) :

Tableau 10: Planning stratégique de Padioleau (1989)

Étapes du planning stratégique – modèle SWOT	Caractéristiques
Organisation de la démarche	Mise en place d'une structure spécifique : horizon temporel, objet local, thèmes de concentration, etc.
Radiographie de l'environnement	Sélectionner les grands problèmes critiques susceptibles d'influencer étroitement l'avenir d'une collectivité locale
	Facteurs externes influençant le système local

Étapes du planning stratégique – modèle SWOT	Caractéristiques
	Images globales du futur de la collectivité par la mise en rapport d'indicateurs socio-démographiques construits et interprétés selon trois perspectives : diachroniques (tendances et projections), comparatifs, langage de contraintes et d'opportunités Images permettant de sélectionner quelques problèmes prioritaires
Formulation des missions	Donner aux problèmes des orientations très générales recueillant en principe l'acquiescement du plus grand nombre de citoyens
Analyses internes et externes	Analyse externe : matrices de probabilités d'occurrence des facteurs et d'intensité des impacts (variables de l'environnement de la collectivité eu égard à leurs impacts potentiels sur les problèmes) Analyse interne : Forces et faiblesses (matrices et notes résumant audits de ressources et de contraintes)
Choix des buts, objectifs et stratégies	Buts : permettent de satisfaire deux conditions : s'appuyer sur les forces; éliminer ou affaiblir les faiblesses Objectifs : permettent de traduire les buts d'une façon concrète quantitativement et dans le temps Stratégies : Inventaire des voies à suivre pour atteindre les objectifs. Orientée vers l'action et les résultats
Plan d'action et mise en œuvre	Concrétise et détaille les options stratégiques retenues en allouant les ressources nécessaires (personnel, budgets, etc.) Direction par objectifs
Contrôle et évaluation	Mise en place d'audits de contrôle et d'évaluation dont les avis permettront d'éclairer les décideurs

Source : Padioleau, 1989.

« Une telle problématique de la planification nécessite grâce à des procédures appropriées de créer des situations d'échange et d'apprentissage favorables à la mise au point de positions communes » (Padioleau, 1989 : 172). Par la mise en parallèle d'expériences françaises et américaines, Padioleau et Demesteere (1992) soutiennent que les démarches stratégiques « aspirent, par la mobilisation "d'histoires vécues ensemble", de "valeurs", par la mise en scène de "défis collectifs", à faire naître d'une part des sentiments d'identité et de consensus collectifs, d'autre part à formuler un intérêt général urbain » (p.38).

Les analyses du territoire réalisées avant l'élaboration du PPU, ainsi que suite aux activités de participation citoyenne, ont permis de dégager les forces, faiblesses et défis de réaménagement du centre-ville.

Tableau 11: Diagnostic urbain PPU

Forces	<ul style="list-style-type: none"> - Omniprésence eau/espaces verts - Tenure publique de l'ensemble des berges de l'île - Présence d'équipements récréotouristiques et concentration équipements collectifs, culturels et institutionnels - Présence d'œuvres d'art public et concentration de sites et bâtiments d'intérêt patrimonial - Homogénéité de la trame hulloise d'origine de certains milieux, principalement résidentiels - Diversité population résidante - Inclusion du centre-ville au cœur de l'agglomération Gatineau/Ottawa
Faiblesses	<ul style="list-style-type: none"> - Dispersion espaces à bureaux et projets structurants dans le centre-ville/ruptures trame créées par la juxtaposition des secteurs d'emploi et des milieux de vie - Manque de destinations urbaines et de parcours piétonniers - Occupation industrielle des berges aux portes du centre-ville - Trame urbaine fragmentée par la présence de grands ensembles en périphérie du centre-ville - Présence d'un réseau autoroutier entraînant la fragmentation des milieux de vie - Vieillesse du parc de logements - Desserte commerciale peu diversifiée et manque de lieux pouvant générer l'animation du centre - Déstructuration de la trame urbaine causée par aménagement de nombreuses aires de stationnement - Pauvreté du paysage urbain et manque d'encadrement des rues et lieux publics - Manque de relation entre l'île et ses pôles périphériques - Réduction importante de la population résidante - Achalandage diurne intense coupé du développement local
Défis du réaménagement du centre-ville	<ul style="list-style-type: none"> - Valorisation et animation des espaces publics - Redéfinition et la valorisation de l'architecture et du design urbain - Création de lieux de rassemblement - Intégration harmonieuse entre le cadre urbain et milieux naturels - Protection des paysages et patrimoine bâti et naturel - Bonne cohabitation entre divers usages et différents gabarits de bâtiment - Requalification des terrains non construits - Gestion de la circulation véhiculaire de transit et du camionnage - Soutien au transport alternatif - Soutien à la mixité des usages et des clientèles - Disponibilité des services et des équipements communautaires et institutionnels - Soutien à la créativité - Participation des partenaires du milieu

Source : Ville de Gatineau, PPU centre-ville, document final en ligne, 2009

La Ville de Gatineau a divisé sa démarche de réalisation du PPU en 2 volets, avec des objectifs précis et des événements participatifs prévus pour chacun de ses volets.

Tableau 12: Volets, objectifs et événements participatifs du PPU

Volets	Objectifs	Événements participatifs
Volet 1 : poser un diagnostic et définir les principaux enjeux d'aménagement	- a permis à la population résidante et aux usagers de se prononcer sur l'avenir du centre-ville; - l'ensemble des activités de participation publique a mené à l'adoption par le conseil municipal (janvier 2008) de lignes directrices pour l'aménagement du centre-ville	journée de réflexion (21 avril 2007) CCU extra-ordinaire (7 mai 2007)
Volet 2 : Élaboration du PPU et son intégration au plan d'urbanisme	- propositions pour l'aménagement du centre-ville produites et soumises à la consultation de juin 2008; - atelier et audience ont permis de dégager plusieurs constats, certaines préoccupations et des suggestions et de consulter les principaux partenaires gouvernementaux	séances portes-ouvertes (17 et 18 juin 2008) journée d'atelier (20 septembre 2008) audience publique (22 septembre 2008)

Source : Ville de Gatineau, 2009

Les événements participatifs contenus dans le présent tableau permettent à la population de présenter diverses opinions quant aux lignes directrices élaborées dans la version préliminaire du PPU et ont trois objectifs bien précis aux yeux de la ville :

- 1- Valider les principaux enjeux d'aménagement du centre-ville;
- 2- Définir une vision de développement d'ici 2025;
- 3- Élaborer les grands projets qui permettront de mettre en œuvre cette vision.

Les sept lignes directrices définies suite au volet 1 sont les suivantes :

1. Consolider et animer le cœur du centre-ville;
2. Créer des milieux de vie agréables et sécuritaires;
3. Augmenter le nombre de résidents au centre-ville;
4. Favoriser les déplacements des piétons et le transport durable;
5. Mettre en valeur les aspects reliés à la culture, à l'histoire et au patrimoine;
6. Utiliser les composantes naturelles et les espaces verts et bleus comme éléments structurants de la trame urbaine;
7. Développer des pôles d'activités intégrés aux réseaux de transport.

Des orientations d'aménagement découlent de ses lignes directrices. Elles sont soit thématiques, soit définies par secteurs d'interventions.

Tableau 13: Orientations d'aménagement pour le centre-ville

Thématique ou secteur	Objectif
Transport durable	« Améliorer l'accessibilité et les déplacements au centre-ville, principalement pour les piétons, les cyclistes et les utilisateurs du transport collectif »
Parcs et espaces verts	« Utiliser les composantes naturelles et les espaces verts et bleus comme éléments structurants de la trame urbaine et comme lieux de destination »
Densification urbaine	« Repeupler le centre-ville »
Cœur du centre-ville	« Créer un cœur animé qui assure le rayonnement de Gatineau »
Secteur Montcalm/Saint-Joseph sud/UQO	Tisser des liens entre les pôles universitaire et institutionnel et les composantes commerciale et résidentielle du secteur
Secteur Carrière/de la Brasserie	« Restructurer la trame urbaine afin de permettre le redéveloppement d'un secteur de services et la création d'un nouveau pôle récréotouristique en bordure du ruisseau de la Brasserie »
Secteur Laurier/Maisonneuve	« Densifier la trame résidentielle du secteur et intégrer des éléments de verdure au cœur des milieux de vie »
Quartiers résidentiels de l'île	« Améliorer l'attractivité et la qualité des milieux de vie »
Nord du centre-ville	« Dynamiser les différents pôles d'activité et créer des liens entre leurs principales destinations »

Source :

www.gatineau.ca/docs/guichet_municipal/urbanisme_habitation/programme_particulier_urbanisme_cen

tre_ville/ppu_cv/orientations.htm

Lors de l'étape de mise en œuvre du PPU, la ville a priorisé diverses interventions sur le domaine public : critère de priorisation des projets, réaménagement des rues, aménagement des rues locales, parcs et espaces publics et projets structurants autres que municipaux. Elle a aussi privilégié des règles d'encadrement des projets de développement : affectation du sol et densité d'occupation, secteur particulier d'aménagement et de développement, et modifications à la réglementation d'urbanisme.

L'adoption du PPU centre-ville par le conseil municipal de Gatineau s'est effectuée le 15 septembre 2009. Depuis, quelques projets sont en cours d'élaboration, dont la réfection de la rue Montcalm et la construction de divers condos, qui sont toutefois des initiatives privées et non des projets de la Ville elle-même. D'autres projets sont également au cœur des discussions. C'est le cas du centre multifonctionnel, qui a soulevé les passions, ainsi que de projets comme la grande bibliothèque, la possibilité de construire un marché public intérieur sur la rue Montcalm et l'Espace Dallaire, lieu de diffusion artistique aux abords du Ruisseau de la Brasserie.

Nous l'avons donc vu, plusieurs éléments marquent le développement urbain à Gatineau, qu'ils soient globaux ou micros, qu'ils mènent à des étapes de dévitalisation ou de revitalisation. Région transitoire, capitale nationale du Canada, ville frontalière, importante croissance démographique, rapport de domination face à Ottawa, sont tous des étapes influençant le développement de la région, et plus particulièrement de

Gatineau. Son évolution s'inscrit dans un contexte global de désindustrialisation et de transformation des villes contemporaines en métropoles, ce qui mènera à la modification des rapports sociaux à l'espace et à l'individualisation. Mobilité grandissante, étalement urbain et développement des banlieues sont maîtres dans cette nouvelle logique du marché qui prend le dessus sur la justice sociale.

Au niveau plus micro, la dévitalisation du centre-ville de Gatineau sera marquée par le Grand Feu de 1900, menant à la destruction du centre-ville, par l'époque du Petit Chicago, marquant la réputation de l'Île de Hull, ainsi que par la construction de la Place du Portage, transformant le patrimoine bâti, culturel et social de ce secteur. Pour y remédier, et pour recréer ce sentiment d'appartenance qui semble perdu à jamais, la ville mettra ainsi en place un programme particulier d'urbanisme pour le centre-ville.

CHAPITRE V

PROGRAMME PARTICULIER D'URBANISME DU CENTRE-VILLE DE GATINEAU: PRÉSENCE MARQUÉE DES NOTIONS D'IDENTITÉ ET D'ACTEUR COLLECTIF

L'objectif de ce chapitre est d'analyser et d'illustrer les différentes composantes des documents liés au PPU centre-ville, en regard des notions identitaires et d'acteurs collectifs présentées précédemment dans notre chapitre théorique. Par un renouveau de la planification passant par l'instauration d'une logique de projet urbain, nous souhaitons exposer ici les éléments mis de l'avant par la ville pour « vendre » à la population souvent sceptique le concept de projet urbain qu'est le PPU. Nous verrons ensuite, au chapitre 6, l'impact de cette démarche sur l'identité des acteurs impliqués dans les consultations publiques liées à ce grand projet pour le centre-ville de Gatineau.

Ainsi, dans cette section d'analyse documentaire, nous nous sommes strictement attardés aux éléments faisant référence aux deux concepts centraux de l'étude, soit les notions d'identité et d'acteur collectif, et figurant dans les différents documents produits par la Ville de Gatineau ainsi que par certaines firmes de consultants engagées par celle-ci. Toutefois, plusieurs autres informations et enjeux tels les transports durables, la mixité et l'animation culturelle figurent parmi ces documents et touchent également plus indirectement les notions qui nous intéressent.

Rappelons d’abord que selon Pinson (2009), le projet érige l’identité comme vecteur de coordination des actions des individus. D’un côté, le projet vise à créer des images, codes et significations, à amener l’affirmation d’une identité forte et la réflexivité des individus (notion d’identité). Il a également comme objectifs de susciter des solidarités par affinités identitaires et des missions collectives ainsi que de créer un cadre de décision collectif (notion d’acteur collectif).

Ce sont donc ces différentes caractéristiques du projet urbain que nous avons voulu observer lors de l’analyse des documents produits par la Ville de Gatineau et divers consultants dans le cadre du processus d’élaboration du Programme particulier d’urbanisme du centre-ville de Gatineau. Les documents analysés, leur provenance ainsi que leurs composantes sont exposés dans le tableau 14.

Tableau 14: Documents analysés, source et composantes

Documents	Source	Composantes
Compte rendu des activités de réflexion 21 avril et 7 mai 2007	Groupe Gauthier, Biancamano, Bolduc urbanistes-conseils	1. Introduction 2. Projet et mandat 3. Compte rendu des discussions et des mémoires 4. Synthèse des mémoires déposés
Lignes directrices pour l’aménagement du centre-ville – Août 2007	Groupe Gauthier, Biancamano, Bolduc urbanistes-conseils	1. Introduction 2. Caractérisation du territoire d’intervention 3. Vision du centre-ville – Horizon 2025 4. Lignes directrices d’aménagement du centre-ville 5. Conclusion
Vision d’une expérience urbaine pour le centre-ville en 2025 – Juin 2008	Ville de Gatineau, section Urbanisme et développement durable	A. Comprendre le passé pour bâtir l’avenir B. Bâtir dès maintenant – Actions 2008-2015 C. Explorer l’avenir – Vision 2025

Documents	Source	Composantes
Programme particulier d'urbanisme du centre-ville – Septembre 2009	Ville de Gatineau, section Urbanisme et développement durable	1. Contexte d'intervention 2. Le parti d'aménagement 3. La mise en œuvre
Guides de consultation publique – 10 juin et 20 septembre 2008	Ville de Gatineau, section Planification stratégique	1. Introduction et contexte 2. Objectifs de la consultation 3. Activité de consultation publique 4. Prochaines étapes
Faits saillants des modifications apportées au PPU – 15 septembre 2009	Ville de Gatineau, section Urbanisme et développement durable	1. Objectif de la présentation 2. La consultation publique 3. Examen et analyse des requêtes au CCU 4. Faits saillants des recommandations 5. Les prochaines étapes 6. Recommandations

5.2 Projets urbains et identité

La notion identitaire est au centre du programme particulier d'urbanisme du centre-ville. Elle se reflète par des choix d'images, de codes et de représentations ainsi que par l'affirmation d'une identité forte, comme le suggère Pinson (2009) dans sa conception des projets urbains. Le processus global choisi par la ville dans le cadre de ce projet fait quant à lui appel à la réflexivité des individus, par le biais des différentes activités de consultation publique. Celles-ci permettent en effet aux individus de réfléchir et de prendre position quant aux différents aspects du projet.

5.1.1 Images, codes, significations et identité forte

Mentionnons d'abord que la majorité des documents produits par la ville comportent une section établissant un diagnostic des forces, des faiblesses (ici appelés opportunités, la terminologie étant soigneusement choisie) et des enjeux, une description de la ville actuelle et afin, une section abordant la vision du centre-ville

pour 2025. Cette démarche s'inspire directement de la matrice SWOT (Strengths, Weaknesses, Opportunities et Threats) ou de son équivalent français FFOM (Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces), « ...largement utilisé par les équipes des collectivités territoriales dans diverses régions du monde en raison de sa très grande généralité et sa facilité d'application (Padioleau et Demesteere, 1991; Favoreau, 1998 : 229 cités dans Zergout, 2007 : 7-8). L'importance de la notion identitaire est éloquent et a été relevée dans chacune des sections des documents produits par la ville dans le cadre du PPU. L'identité est d'abord abordée dans un contexte historique, puis actuel et enfin, en référence à la vision future de la ville.

Au niveau historique, en introduction du document *Lignes directrices pour l'aménagement du centre-ville*, est abordé le plan d'urbanisme 2005 de Gatineau, la ville étant décrite comme un milieu de vie diversifié et distinctif par son identité historique (p.1). Le document comporte également une mise en contexte soulignant que le centre-ville est un lieu d'identité historique et culturelle (p.3). L'une des lignes directrices soulevée dans le document du même titre à la section 4.4 (p.17) touche précisément l'identité, soit : « Rehausser le caractère identitaire du centre-ville », en préservant et en mettant en valeur la culture et l'histoire « à la base du caractère identitaire du centre-ville ». Les sections 2.2, 2.3, 2.4 concernent les forces et opportunités, les enjeux à résoudre et les facteurs de succès, l'un d'eux étant la protection de l'identité (p.11). On relève également dans le document *Vision d'une expérience urbaine pour le centre-ville en 2005*, un diagnostic urbain (les faiblesses, forces et défis), les forces faisant référence à des emblèmes – l'eau, les berges, l'art public, les équipements récréotouristiques, collectifs et culturels, le patrimoine, etc.

(p.A04). Selon Dubar (1996) (cité dans Pinson, 2009), il existe deux dimensions identitaires liées aux projets, dont une dimension d'identification, fabriquée sur la base d'un retour historique « afin d'y trouver des ressources, des avantages comparatifs, des vocations intemporelles (p.128) », ce travail d'identification prenant aussi la forme d'un diagnostic des forces et faiblesses. Cette dimension d'identification est bien présente dans les documents liés au PPU. On pourrait même la qualifier de re-identification, les processus de projet contribuant à réactualiser les identités urbaines en plongeant dans l'histoire de la ville, en reconstruisant l'identité, ceci afin de permettre de renforcer la fidélité des acteurs autour du projet, leur envie de coopérer et de se définir une identité collectivement (Pinson, 2009).

En référence au centre-ville tel que nous le connaissons aujourd'hui, la section « Morphologie et expérience urbaine » (2.1.4) du document *Lignes directrices pour l'aménagement du centre-ville* illustre bien les éléments structurants et identitaires du paysage urbain actuel : espaces verts, repères visuels, bâtiments d'intérêt patrimonial, axes commerciaux, terrains de stationnement, grands ensembles, etc. (p.10). Dans *Vision d'une expérience urbaine pour le centre-ville en 2005*, la mise de l'avant du centre-ville comme lieu identitaire est clairement explicitée, puisqu'on y mentionne que « L'Île de Hull, en particulier ses berges et son cœur historique, semble toujours offrir le meilleur potentiel identitaire pour les Gatinois et la région » (p.A02) et « avec sa pluralité de milieux distincts, offre le meilleur potentiel pour une expérience urbaine à caractère régional » (p.A03).

L'idée d'illustrer, à travers divers documents, la vision future du centre-ville revient fréquemment dans les documents produits par la ville. Dans le document *Vision d'une expérience urbaine pour le centre-ville en 2005*, il est indiqué que « En 2025, le centre-ville c'est un espace animé et doté d'une forte identité pour assurer le rayonnement de Gatineau » (p.A06). On retrouve également des éléments identitaires dans les orientations du PPU. Au niveau du transport durable par exemple, celui-ci permettra d'améliorer la convivialité des lieux et de renforcer l'attractivité du centre-ville comme lieu de vie et de destination. L'existence de réseaux verts et d'espaces publics aura quant à elle comme impacts le développement d'un sentiment de fierté qui repose sur Gatineau comme « ville verte », l'aménagement d'espaces publics devenant porteurs de l'identité gatinoise (dans *Programme particulier d'urbanisme du centre-ville*). L'aboutissement du PPU contribuera, selon la Ville, à faire du centre-ville la fierté de tous les Gatinois et Gatinoises. Le document *Lignes directrices pour l'aménagement du centre-ville* propose « la vision du centre-ville selon l'horizon 2025 », constituant l'image ultime à atteindre. Pinson (2009) cite d'ailleurs Jacques de Courson en soulignant qu'une bonne démarche de projet se doit de « replacer l'action de chacun, improvisée en fonction d'événements aléatoires, dans une perspective à long terme » (Pinson, 2009 : 128).

Le tableau 15 permet de constater que dans l'ensemble de ses documents, la Ville utilise une diversité de termes liés à l'identité, et ce dans le but de mettre l'emphase sur divers éléments permettant la création d'images, de codes et de significations de cette identité. Elle met entre autres l'accent sur la culture

francophone, l'identité historique et culturelle, l'importance d'emblèmes tels que l'eau et le patrimoine, etc.

Tableau 15: Projets urbains et identité: terminologie identitaire

Projets urbains et identité (Pinson, 2009)	Terminologie identitaire (Documents liés au PPU)
Éléments mentionnant le terme « identité »	Milieu de vie diversifié et distinctif par son identité historique; Identité culturelle; Protection de l'identité; Éléments structurants et identitaires (espaces verts, repères visuels, etc.); Potentiel identitaire; Caractère identitaire; Espace animé et doté d'une forte identité; Aménagements porteurs de l'identité.
Éléments liés à des emblèmes, à des signes distinctifs	Culture francophone; Reconnaissance patrimoniale; Cadre bâti; Emblèmes (eau, berges, art public, patrimoine, etc.); Cœur historique; Préservant et mettant en valeur la culture et l'histoire.
Éléments liés à l'ambiance, à l'image	Requalification; Animation; District ludique; Redévelopper; Cachet; Dynamique urbaine; Caractère urbain; Expérience urbaine; Caractère multifonctionnel; Lieu unique; Convivialité; Attractivité; Lieu de vie et de destination; Sentiment de fierté.

5.1.2 Réflexivité des individus

Dans le numéro thématique « Les figures géographiques du sujet », de Berdoulay et al. (2010), plusieurs intervenants étaient amenés à parler du *sujet*, cette façon d'approcher l'individu. Les auteurs de l'article définissent la réflexivité comme « cette capacité qu'a l'individu de réfléchir sur lui-même et sur son rapport au monde, et d'infléchir le sens de ses actions en fonction de cette réflexion » (p.390). Puisqu'il s'agit de processus de consultation publique, la Ville de Gatineau, dans le cadre du PPU, fait inévitablement appel à la réflexivité des individus. Comme le souligne Pinson en référence à la capacité organisationnelle des villes :

« Les démarches de projet n'ont pas qu'une vocation de communication externe, elles ont aussi une vocation interne à engager les sociétés urbaines dans des exercices réflexifs visant à actualiser et valoriser leurs ressources propres et à constituer la ville en acteur collectif. L'exercice consiste souvent à impliquer les groupes et institutions constituant ladite société dans des activités d'interprétation du territoire et de construction d'un cadre cognitif commun concernant ses ressources propres, ses faiblesses et ses rapports avec son environnement. Ce diagnostic partagé doit ensuite déboucher sur la construction de programmes d'action permettant de valoriser ces ressources » (Pinson, 2006 : 625-626).

Ceci devrait ainsi mener à des visions similaires du projet entre les acteurs et les groupes et au développement d'une capacité d'action collective. Afin de permettre cette réflexivité des individus et la possibilité d'en arriver à des visions communes du centre-ville, plusieurs espaces de réflexion et d'échanges ont été mis en place par la Ville (voir le tableau 16).

Tableau 16: Projets urbains et identité: espaces de réflexivité

Projets urbains et identité (Pinson 2009)	Espaces permettant la réflexivité (PPU)	Exemples de thèmes de réflexion
Réflexivité des individus	Déroulement de la journée d'ateliers de discussion auprès des citoyens, des organismes et des partenaires du milieu (organisée par la Ville de Gatineau, 21 avril 2007)	Atelier 1 : création d'un centre administratif et d'affaires et son intégration aux quartiers avoisinants Atelier 2 : création et mise en réseau de pôles spécifiques au centre-ville Atelier 3 : Repositionnement des voisinages résidentiels au centre-ville Atelier 4 : Encadrement des grands boulevards et lieux publics Atelier 5 : Requalification et développement des sites sous-exploités
	CCU extra-ordinaire (organisée par la Ville de Gatineau, 7 mai 2007)	-

Projets urbains et identité (Pinson 2009)	Espaces permettant la réflexivité (PPU)	Exemples de thèmes de réflexion
	Opération portes-ouvertes portant sur les propositions d'aménagement pour le village urbain du centre-ville (organisée par la Ville de Gatineau, 17 et 18 juin 2007)	<p>Station 1 - Comprendre le passé pour bâtir l'avenir : réactions et suggestions sur la vision pour le centre-ville et les lignes directrices</p> <p>Station 2 – Bâtir dès maintenant : actions 2008-2015 : réactions et suggestions sur transport durable, réseau vert et espaces publics, densification urbaine et actions prioritaires</p> <p>Station 3 – Explorer l'avenir : Vision 2025 pour le centre-ville : réactions et suggestions sur le cœur du centre-ville, le pôle culturel Montcalm, etc.</p>
	Charrette portant sur les propositions d'aménagement du centre-ville (Ville de Gatineau, 21 septembre 2008)	Repeupler le centre-ville : où et comment?; secteur Brasserie/de la Carrière : quelles sont les alternatives aux propositions d'aménagement?; Boulevard Saint-Joseph : quelles sont les actions prioritaires de revitalisation, etc.
	Audience publique portant sur les propositions d'aménagement pour le centre-ville (22 septembre 2008)	Les sujets pouvant faire l'objet du mémoire : transport durable, réseau vert et espaces publics, actions prioritaires, vision future de différents pôles, tout autre sujet jugé pertinent
	Assemblée publique de consultation – Dernier volet consultatif avant l'adoption du PPU (organisée par la Ville de Gatineau, 4 juin 2009)	Séance portes ouvertes et présentation, période de questions, soumission de commentaires et de suggestions sur neuf orientations d'aménagement
	Consultation publique sur les règlements de concordance pour le Programme particulier d'urbanisme du centre-ville (organisée par la Ville de Gatineau, 12 avril 2010)	-

Les exemples qui suivent démontrent clairement que ces différents espaces de participation citoyenne permettent la réflexivité des individus comme l'entend Pinson (2009) en regard à la notion de projet urbain.

La première activité prévue dans le cadre du projet urbain qui nous intéresse est la *Journée de réflexion du 21 avril 2007*. Les participants à cette activité recevaient une pochette avec le déroulement de la journée, un guide du participant ainsi qu'un questionnaire portant sur les lignes directrices d'aménagement et l'évaluation des ateliers de discussion. Cinq ateliers étaient organisés autour des thèmes suivants, les participants devant en choisir deux :

Thème des ateliers	
1	La création d'un centre administratif et d'affaires et son intégration aux quartiers avoisinants
2	La création et la mise en réseau de pôles spécifiques au centre-ville
3	Le repositionnement des voisinages résidentiels au centre-ville
4	L'encadrement des grands boulevards et des lieux publics
5	La requalification et le redéveloppement des sites sous-exploités

Les participants étaient libres de s'exprimer tout au long des ateliers. Les principaux points soulevés étaient ensuite présentés à tous les acteurs en présence par des rapporteurs. Cette activité a permis d'attirer environ 120 personnes (présence de citoyens, d'organismes, d'étudiants, de professionnels, etc.), ce qui était au-delà des attentes de la Ville. Malgré que certains participants aient souligné des lacunes au niveau du manque de temps pour la préparation et la présentation des mémoires (la ville ajoutera une consultation extraordinaire le 7 mai 2007 afin de pallier à cette problématique), les participants se sont entendus sur plusieurs points en discussion. Il a toutefois été possible de percevoir des divergences d'opinions telles que la préservation versus le redéveloppement du centre-ville ainsi que l'affirmation du fait français versus la peur d'une certaine fermeture face à cette affirmation. Or, ces divergences ne veulent pas dire qu'il n'y a pas création d'un acteur collectif. En effet, des cinq critères permettant de juger l'existence d'un acteur collectif (modèle élaboré

par Pichierri et repris par Le Galès dans Pinson 2009), dont : dispositifs de décision collective; dispositifs de représentation interne et externe; leadership; mécanismes d'intégration et capacité d'innovation, l'auteur souligne que « la capacité d'une ville à agir en acteur collectif ne signifie pas que la ville en question ne soit pas traversée de conflits. Au contraire, l'existence des conflits et la capacité à les réguler localement...peuvent être considérés comme faisant partie des critères permettant d'attester l'existence d'un acteur collectif » (Le Galès dans Pinson, 2009, p.213).

L'activité de type charrette, organisée le 21 septembre 2008 et qui portait sur les propositions d'aménagement du centre-ville, nous permet également d'analyser ce phénomène de réflexivité. D'abord, la ville définit la charrette comme suit :

« Activité de participation publique qui permet aux citoyens, aux organismes, aux planificateurs, aux concepteurs et aux partenaires du milieu de concevoir des représentations visuelles des propositions d'aménagement pour le centre-ville. Le but principal de cet exercice est de permettre aux citoyens d'exprimer leurs idées dans un environnement artistique » (Ville de Gatineau, 2008).

Avec une participation d'une trentaine de personnes provenant de milieux diversifiés, les sujets abordés étaient les suivants :

Thème des activités	
A	Repeupler le centre-ville : où et comment?
B	Le secteur de la Brasserie/de la Carrière : quelles sont les solutions de rechange aux propositions d'aménagement?
C	Le boulevard Saint-Joseph : quelles sont les actions prioritaires de revitalisation?

Cette fois, il nous a été possible d'observer plusieurs points de vue communs à tous les acteurs, dont celui de travailler en partenariat avec les instances en place.

Des activités de consultation ont également eu lieu en parallèle à celles organisées par la Ville. C'est le cas, par exemple, de la consultation organisée par le Comité d'urbanisme de l'association des résidents de l'Île de Hull du 5 avril 2007. La majorité des personnes en présence se sont mises d'accord avec l'ensemble des orientations à adopter et à diffuser : densification, création d'un milieu attractif pour les familles, mixité sociale, esthétisme, etc. Cette consultation leur a permis de se préparer à la journée d'atelier de discussion du 21 avril de la même année.

5.2 Projets urbains et acteur collectif

Comme nous l'avons vu précédemment, les projets urbains visent à susciter des solidarités par affinités identitaires, ainsi qu'à créer une mission collective et un cadre de décision collectif (Pinson, 2009).

Cette notion d'acteur collectif est bien présente dans la stratégie de la Ville de Gatineau liée à l'élaboration du PPU centre-ville : « Le présent PPU se veut le reflet de la participation citoyenne. Le succès de la mise en valeur et de la revitalisation urbaine du centre-ville repose sur la mobilisation et l'engagement soutenu de tous les acteurs » (*Compte rendu des activités de réflexion*, préambule). La Ville de Gatineau a donc organisé, dans le cadre du PPU centre-ville, une série d'activités de participation publique. Lors de ces exercices de réflexion, plus d'une centaine de participants se sont exprimés, soit en personne, soit par le dépôt et la présentation de mémoires

(*Compte rendu des activités de réflexion*, p.4). Plusieurs séances de consultation publique (avril et mai 2007, juin 2008) ont ainsi permis à la population résidante et aux usagers du centre-ville de se prononcer sur l'avenir de celui-ci. Un atelier de travail et des audiences publiques ont également eu lieu en septembre 2008.

Dans le *Compte rendu des activités de réflexion* du 21 avril et du 7 mai 2007, les consultations publiques sont décrites comme étant des exercices de réflexion impliquant la population résidante et les usagers du centre-ville. Elles permettent ainsi à la population de se prononcer (p.2). Dans le contexte de l'étude, il est également mentionné que le plan d'urbanisme favorise un développement cohérent puisqu'il constitue le principal outil de planification permettant d'orienter et d'encadrer l'aménagement du territoire (p.3).

Les guides de consultation publique présentent les principes et objectifs des consultations. Ainsi, « désireuse de faire une place de choix à ses citoyens et partenaires dans le processus de prise de décision, la Ville de Gatineau préconise, lors de chaque processus de consultation publique, une approche participative inclusive basée sur les principes suivants » :

Tableau 17: Approche participative inclusive (Ville de Gatineau)

Principes	Objectifs
<ul style="list-style-type: none"> - la transparence des processus est garantie; - les citoyens, organismes et partenaires sont invités à se prononcer en amont du projet; - la participation de tous est facilitée et l'équité entre les participants est respectée; - l'apprentissage collectif est encouragé; - le processus de prise de décision est connu; - un rapport de consultation clair et rigoureux est publié. 	<ul style="list-style-type: none"> - informer et sensibiliser les citoyens, organismes et partenaires du milieu sur les propositions d'aménagement; - connaître leur opinion et suggestions relatives aux propositions d'aménagement; - déterminer les priorités de la communauté en matière d'aménagement ; - faire connaître le processus d'élaboration des lignes directrices...; - rappeler le processus décisionnel (cheminement du dossier).

Source : Ville de Gatineau, Guide de consultation publique, juin 2008

Les citoyens, organismes et partenaires sont donc appelés à témoigner de leur degré d'adhésion aux propositions d'aménagement proposées. Selon la ville, ceci permet non seulement de bonifier le concept d'aménagement final pour le PPU, mais également de définir les priorités en fonction des besoins.

L'idée de concertation entre les acteurs revient également à de nombreuses reprises dans les documents. Dans le *Compte rendu des activités de réflexion*, est abordé « (l') esprit de concertation avec les différents acteurs du milieu (p.3); (la) concertation des intervenants sur leur vision du centre-ville en 2025 » (p.3). Au niveau des orientations, et plus précisément de la densification urbaine, la ville mentionne, dans *Vision d'une expérience urbaine pour le centre-ville en 2025*, l'objectif de relance de la fonction résidentielle au centre-ville, qui requiert un effort concerté important, à la fois de la Ville, des promoteurs et des citoyens (p.B07). Enfin, l'une des actions prioritaires soulevée dans ce même document est celle de « concerter les

actions des différents acteurs publics de façon à assurer la cohérence des actions et à maximiser les efforts de réaménagement » (p.B09).

L'idée de rassemblement et d'échanges ne se limite pas seulement aux consultations publiques. Elle est également présente à même le projet de redéveloppement du centre-ville. L'une des grandes orientations du plan d'urbanisme et citée dans les *Lignes directrices pour l'aménagement du centre-ville* est en effet de faire du centre-ville une destination propice au rassemblement, au divertissement et à l'échange, dans une optique de célébration de l'identité gatinoise et de la culture francophone (p.1). Ceci fait d'ailleurs parti des opportunités soulevées par les participants : le centre-ville en tant que lieu de participation citoyenne (*Compte rendu des activités de réflexion*, p.7).

Le tableau 18 permet de constater que dans l'ensemble de ses documents, la Ville utilise une diversité de termes liés à la notion d'acteur collectif et visant à susciter des solidarités par affinités identitaires, ainsi qu'à créer une mission collective et un cadre de décision collectif (Pinson, 2009).

Tableau 18: Projets urbains et acteur collectif: terminologie

Projets urbains et acteur collectif (Pinson 2009)	Terminologie (PPU)
Éléments liés au cadre de décision collectif	Participation publique; Consultation publique; Consultation élargie; Le processus de prise de décision est connu; Un rapport de consultation clair et rigoureux est publié; Informer et sensibiliser les citoyens, organismes et partenaires du milieu sur les propositions d'aménagement; Faire connaître le processus d'élaboration des lignes directrices; Rappeler le processus décisionnel; Rassemblement; Échanges.
Éléments liés à la création d'une mission collective	Exercice de réflexion; Opportunités soulevées; Participation des partenaires du milieu; Usagers de se prononcer sur l'avenir du centre-ville; Mobilisation; Engagement soutenu de tous les acteurs; Exercices de réflexion impliquant la population résidente

	et les usagers du centre-ville; Se prononcer; Développement cohérent; Une place de choix à ses citoyens et partenaires dans le processus de prise de décision; Approche participative inclusive; La transparence des processus est garantie; Les citoyens, organismes et partenaires sont invités à se prononcer en amont du projet; La participation de tous est facilitée et l'équité entre les participants est respectée; L'apprentissage collectif est encouragé; Connaître leur opinion et suggestions relatives aux propositions d'aménagement; Déterminer les priorités de la communauté en matière d'aménagement; Témoigner de leur degré d'adhésion; Définir les priorités en fonction des besoins; Esprit de concertation; Efforts concertés, concerter les actions.
--	---

Malgré tout, la participation des partenaires du milieu figure également parmi les défis (*Vision d'une expérience urbaine pour le centre-ville en 2025*, p.A04). En effet, comment intéresser un plus grand nombre d'acteurs à la revitalisation du centre-ville? Les processus de projet permettent certes d'intéresser un plus grand nombre de citoyens aux politiques publiques, mais ceux-ci ne mobilisent pas uniformément l'ensemble de la société urbaine (Pinson, 2009).

5.3 Projets urbains, identité et acteur collectif : notes conclusives

Au terme de notre analyse, il est clair que le projet de PPU érige l'identité comme vecteur de la coordination des actions des individus. Le lien entre histoire et identité est clair et permet la reconstruction de significations afin de renforcer la fidélité des acteurs aux processus, menant ainsi à un dessein collectif. Par la mise en valeur d'aspects identitaires liés au passé, au présent et au futur, les documents produits dans le cadre du PPU semblent contenir tous les ingrédients (images, codes et représentations, affirmation d'une identité forte) permettant de rallier les acteurs

autour du projet, ce qui mènerait, du moins partiellement, à la création d'un acteur collectif doté d'une identité propre. Culture et histoire, importance de protéger l'identité, présence d'emblèmes, identification et reconstruction identitaire n'en sont que quelques exemples. La ville devient ainsi « faiseur d'identité », puisqu'elle élabore une image de marque pour la collectivité, permettant d'informer les citoyens sur les services offerts, de les renseigner sur les actions entreprises et de créer un discours global sur la collectivité.

D'autres éléments entrent toutefois en jeu afin de permettre d'affirmer cette hypothèse, dont la réflexivité des individus et la capacité de susciter des solidarités par affinités identitaires, de créer une mission collective ainsi qu'un cadre de décision collectif. Une fois de plus, la ville semble bien jouer son rôle à ce sujet. En effet, elle met en place des espaces de réflexion bien organisés et permettant à chacun de s'exprimer sur les différents enjeux touchant la revitalisation du centre-ville. Avant d'en arriver à l'analyse de la position des acteurs eux-mêmes, tirons quelques conclusions et questionnements nous permettant d'apporter des nuances à ces affirmations.

5.3.1 La consultation publique en question

D'abord, même si la Ville de Gatineau intègre dans ses documents de planification les caractéristiques du projet urbain de Pinson (2009), dont celles liées à l'identité et à la création d'un acteur collectif, plusieurs personnes intéressées et impliquées dans le développement du centre-ville remettent en doute le processus de consultation. C'est le cas de résidents et d'associations communautaires de l'île de

Hull, qui se mobilisent en parallèle des consultations afin de mieux se préparer à intervenir.

Lors des consultations, il s'avère également que les seules personnes présentes étaient déjà intéressées par les questions liées au développement du centre-ville. Ainsi, la difficulté réside dans le fait de réussir à intéresser un plus grand nombre de personnes de tous les niveaux et de tous les milieux à la revitalisation du centre-ville. L'enjeu est d'autant plus grand qu'une grande partie de la population provient de l'extérieur et ne semble pas démontrer d'intérêt pour les questions d'aménagement à Gatineau. Et la question du sentiment d'appartenance vient complexifier la démarche. Selon le conseiller municipal pour le secteur de Buckingham, Maxime Pedneault-Jobin, « le sentiment d'appartenance commence à peine à prendre forme à Gatineau, mais l'équilibre est fragile. On a besoin d'une certaine adhésion des gens ou du moins leur respect... » (LeBlanc, 2010), et l'élue d'ajouter, dans le journal *Le Droit* (2011), qu'à part dans le secteur Hull, il n'y a pas de sympathie pour le centre-ville, qui pourtant représente le visage de notre ville.

5.3.2 De l'importance du politique

Au lieu de maîtriser totalement le plan comme c'était le cas auparavant, l'acteur politique agit comme mobilisateur et s'assure que le projet suit les orientations stratégiques données au départ. Prenons l'exemple du programme particulier d'urbanisme à Gatineau (PPU). Dans le cadre de ce projet, les élus doivent voter pour adopter les lignes directrices pour l'aménagement du centre-ville, mais les acteurs du milieu ont pu s'exprimer sur celles-ci par le biais de consultations publiques, ce qui a

mené, en théorie du moins, à la modification de certains éléments contenus dans le programme. Au cours de son élaboration et lors de sa mise en œuvre, l'interaction entre les acteurs urbains et le milieu politique restera constante et évolutive. Mais cette interaction n'est pas à l'abri des critiques. « Les cyniques diront "une autre" tentative pour revitaliser le centre-ville de Gatineau... Il reste à voir à quel point le conseil municipal appuiera la relance du centre-ville » (Duquette, 2008). En effet, y a-t-il une réelle volonté politique de relancer le centre-ville?

Les contributions de Jean Paré et de Mario Gauthier dans le livre « Renouveler l'aménagement et l'urbanisme » démontrent comment les dispositifs tels la LAU et l'OCPM, par exemple, font que :

« ...les acquis d'une période restent précaires et peuvent être remis en cause peu de temps après leur entrée en vigueur, une remise en cause souvent motivée par les réticences du politique à assurer pleinement les implications des mécanismes qu'il a lui-même instaurés (Gauthier, Gariépy et Trépanier dir., 2008 : 335) ».

Ce phénomène est observable dans le cas plus spécifique qui nous intéresse. En effet, plusieurs élus ont mis en doute l'efficacité du nouveau plan de relance du centre-ville de Gatineau. « Sans vouloir être pessimiste, j'espère que ce PPU est le bon projet », a dit le conseiller Pierre Phillion dans un article du journal *le Droit* (2009). L'élue ajoute que par le passé, il y a eu une multitude de projets pour revitaliser le centre-ville de Hull. L'ancien président de Vision centre-ville, organisme représentant des gens d'affaires s'étant regroupés afin de revitaliser et développer les artères commerciales du centre-ville, Richard Gravel, se demande s'il y a une volonté réelle de relancer ce secteur. L'échec du projet d'agrandissement de l'aréna Guertin est l'un

des éléments à la source de son questionnement, qui l'amène à constater une distorsion entre les paroles et les gestes des élus municipaux (Duquette, 2009).

L'un des premiers projets concrets qui devait voir le jour dans le cadre du PPU, et qui a créé des divisions au sein de la population et au niveau politique, nous permet d'observer ce phénomène : celui, justement, de l'agrandissement de l'Aréna Robert-Guertin, communément appelé le centre multifonctionnel. Selon Serge Gagnon, défunt professeur spécialiste en développement régional à l'UQO (cité dans Duquette, 2011), ce projet aurait permis à lui seul de relancer le centre-ville. Et d'ajouter : « Et je vais vous dire une chose, si on ne fait pas ce projet-là, ça vient de s'éteindre. Il n'y aura pas de centre-ville ici ». Certains élus, dont Denise Laferrière, vont également en ce sens et croient que le projet aurait cimenté le sentiment identitaire et la fierté des Gatinois envers leur ville (Mercier, 2011). Or, pour d'autres, la revitalisation passe par des petits projets, qui sont générateurs de fierté. « ... Ce sont des gestes qui ne coûtent pas très cher, mais qui donnent un sens d'appartenance au milieu », soutient Mintri Nguyen, ancien politicien devenu fonctionnaire fédéral (Gaudreault, 2009). Et au maire d'ajouter : « Ironiquement, il ne reste plus qu'aux élus gatinois à investir pour développer le centre-ville... » (Bureau, 2010).

Mais les élus, ne font-ils que vendre l'image de la ville pour se valoriser politiquement, où ont-ils un intérêt réel pour l'opinion de la population? La question se pose. Si la démocratie participative semble en intéresser plus d'un, il s'agit parfois d'une simple façade. En effet, selon Blondiaux (2008), «... les élus, pourtant commanditaires en nombre croissant de dispositifs participatifs, ne semblent pas se

rallier avec sérénité à la perspective d'une augmentation effective des pouvoirs d'action des citoyens » (p.28). L'auteur qualifie ce phénomène de « démocratie apprivoisée ». Selon lui, en contrôlant les processus de participation publique, les élus renforcent leurs pouvoirs en canalisant les protestations potentielles issues de la société civile (Blondiaux, 2008). Il mentionne également comment le choix des cadres entourant les dispositifs de participation peut être « une manière de construire l'opinion et de gérer les citoyens participants » (Blondiaux, 2008 : 23).

CHAPITRE VI

PROGRAMME PARTICULIER D'URBANISME DU CENTRE-VILLE DE GATINEAU: DES IDENTITÉS POSITIVES ET NÉGATIVES

L'objectif de ce troisième et dernier chapitre d'analyse est d'illustrer les différentes réactions des acteurs qui sont intervenus dans le cadre des consultations publiques liées au programme particulier d'urbanisme du centre-ville, en regard des notions d'identités positives et négatives élaborées par Bassand (1990). Nous souhaitons ainsi exposer quels liens identitaires vivent les différents acteurs avec le territoire et face au projet urbain qui nous intéresse.

Une première section de ce chapitre nous permet de catégoriser les acteurs ayant déposé des mémoires de façon plus générale, puis de classer ces acteurs selon leur catégorisation identitaire : 1) identité positive (défensive traditionalistes); 2) identité positive (offensive régionalistes); 3) identité négative (défensive apathique) et résignés/émigrants potentiels et 4) identité négative (offensive modernisateurs). Nous analysons ensuite les résultats de cette catégorisation afin de nous permettre de tirer quelques conclusions en lien avec notre questionnement de recherche, qui aborde, nous le rappelons, les projets urbains (ici le PPU du centre-ville de Gatineau), l'identité et la notion d'acteur collectif.

6.1 Catégorisation des acteurs ayant déposé des mémoires

Deux événements participatifs organisés dans le cadre du PPU ont permis à la population de déposer des mémoires. Les participants ont d'abord pu s'exprimer en personne lors d'un exercice de réflexion sur l'avenir du centre-ville ayant pris la forme d'une journée forum et qui s'est tenu le 21 avril 2007. Les personnes intéressées à s'exprimer davantage sur leur vision du centre-ville ont également pu déposer des mémoires, acceptés par la ville jusqu'au 2 mai 2007 et présentés lors d'une séance extraordinaire du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) le 7 mai de la même année. Dans un deuxième temps, des mémoires ont pu être présentés à la Ville lors d'une audience publique le 15 septembre 2008, ceci faisant suite aux séances portes ouvertes du 17 et 18 juin. Enfin, les citoyens pouvaient, tout au long du processus, recueillir des informations et exprimer leurs commentaires sur le site Internet de la Ville de Gatineau.

Nous avons déterminé cinq catégories d'acteurs ayant déposé des mémoires, soit :

1. Les acteurs institutionnels (université, municipalité, fonctionnaires, etc.);
2. Les acteurs privés (promoteurs, entrepreneurs, etc.);
3. Les élus et décideurs;
4. Les acteurs communautaires;
5. Les acteurs non-organisés/individuels.

Nous constatons qu'une bonne diversité de catégories d'acteurs a participé à la première journée de réflexion intitulée « Réfléchissons sur l'avenir du centre-ville de Gatineau ». Sur 108 participants, nous retrouvons une majorité d'acteurs non-

organisés/individuels (55), suivi d'acteurs communautaires (28), d'acteurs privés (19), d'élus et décideurs (5), et enfin d'acteurs institutionnels (3 employés du gouvernement et 3 représentants de l'UQO, qu'ils soient étudiants ou administrateurs).

De ces 108 participants, 20 ont déposé un mémoire, dont 7 acteurs non-organisés/individuels, 3 acteurs privés, 1 acteur institutionnel et 9 acteurs communautaires.

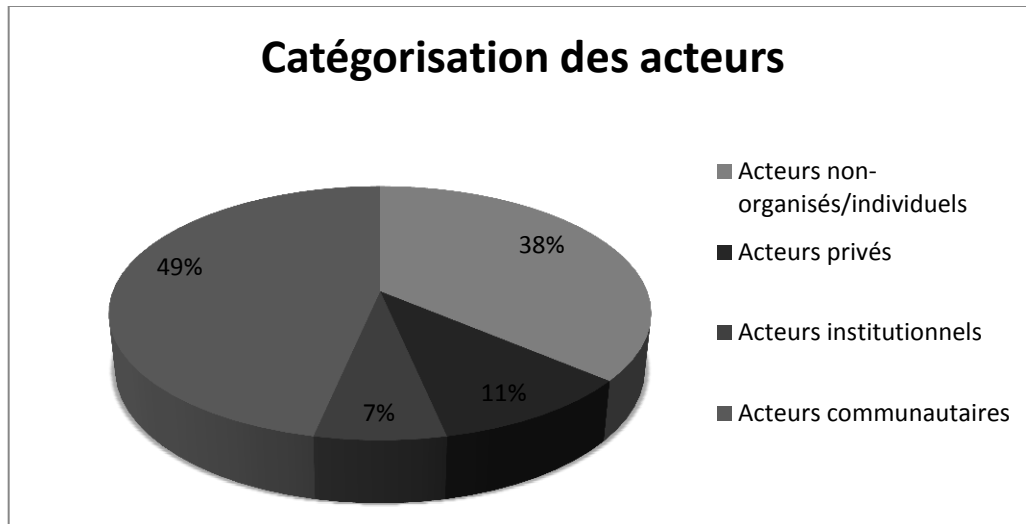
Tableau 19: Mémoires déposés - Réfléchissons sur l'avenir du centre-ville de Gatineau

Catégorie d'acteur	Nombre de participant	Détails des participants
Acteurs non-organisés/individuels	7	- Bill Clennett, résident - Jacques Demers, résident - Marco Jetté, résident - Maxime Gault, résident - Michèle Quenneville, résident - Monique Trotier, résident - Céline Beauparlant, étudiante (avec l'appui de la Table jeunesse Gatineau)
Acteurs privés (promoteurs, entrepreneurs)	3	- Club Kayakogak - Groupe Bathurst - Wilhelm de Lorenzi, Teknika HBA
Élus et décideurs	0	
Acteurs institutionnels	1	- Université du Québec en Outaouais
Acteurs communautaires	9	- Louise Angers, Présidente, AGAP de Gatineau - Association des résidents de l'Île de Hull (synthèse de 45 citoyens) - Chambre de commerce de Gatineau - Coopérative d'Habitation Reboul - Coop de solidarité – Épicerie de l'Île de Hull - Logemen'occupe - Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) - Société d'histoire de l'Outaouais (SHO) - Alexis Girard-Aubertin, Table jeunesse Gatineau (TJG)
Total		20

Les citoyens, organismes, institutions et acteurs privés ont eu une deuxième occasion de présenter un mémoire. Suite aux séances portes ouvertes des 17 et 18 juin 2008, qui visaient à présenter les propositions d'aménagement pour le centre-ville, la population pouvait rédiger un mémoire et le remettre à la Ville de Gatineau avant le 15 septembre. Les auteurs avaient aussi l'occasion de présenter ces mémoires lors d'une audience publique.

Tableau 20: Mémoires déposés - Audience publique

Catégorie d'acteur	Nombre de participant	Détails des participants
Acteurs non-organisés/individuels	7	- Jacques Demers - Mathieu Delorme et Félix Meunier - Benjamin Gauld - Sylvie Roy - Johanne La Rochelle - Pierre Fréchette - Mario Desbiens
Acteurs privés (promoteurs, entrepreneurs)	1	- Teknika-HBA
Élus et décideurs	0	
Acteurs institutionnels	0	
Acteurs communautaires	9	- Association athlétique et sociale Hull-Volant - Les Braves du coin, association sportive et sociale - Le Gîte Ami - Alliance des espaces verts du Canada et Sur la bonne voie - Vision centre-ville - Association du Quartier du musée - Épicerie de l'Île de Hull - Association générale des étudiant(e)s de l'Université du Québec en Outaouais (AGE-UQO) - Association des résidents de l'Île de Hull (ARIH)
Total		17

Figure 7 - Catégorisation des acteurs

Pour l'ensemble des consultations publiques liées au Programme particulier d'urbanisme du centre-ville de Gatineau, ce sont donc 37 mémoires qui ont été déposés, dont 18 par des acteurs communautaires, 14 par des acteurs non-organisés/individuels, 4 par des acteurs privés, 1 par un acteur institutionnel.

En plus de ces mémoires, nous identifierons quelques éléments intéressants soulevés dans la synthèse des mémoires déposés (Ville de Gatineau, 2007) ainsi que dans la synthèse des consultations publiques menée dans le cadre de l'élaboration du PPU réalisée par Tecslut/AECOM en décembre 2008. Nous dégagerons également quelques opinions soulevées par la population et relevées lors de l'analyse de la couverture de presse (majoritairement dans la section « À vous la parole » du journal Le Droit).

6.2 Identités positives et négatives

Rappelons d'abord que les acteurs ayant déposé des mémoires ont été catégorisés selon la grille des identités positives et négatives inspirée de Bassand (1990), présentée dans le chapitre théorique (Tableau 3).

Mentionnons d'entrée de jeu que la majorité des mémoires analysés comportent des références à des éléments identitaires. Il reste toutefois difficile, pour bon nombre de cas, de classer les acteurs dans une seule catégorie identitaire. C'est pourquoi plusieurs d'entre eux se retrouvent dans deux, voire trois catégories différentes. Nous aurions également pu ajouter une catégorie « Inclassables » puisque sept acteurs sont difficiles à catégoriser, soit parce qu'ils soutiennent un projet unique pour lequel ils ont des intérêts (promoteurs immobiliers par exemple), soit parce qu'ils demandent une dérogation ou un changement de zonage, ceci ne faisant aucunement référence à des éléments identitaires.

6.2.1 *Identité positive défensive traditionnalistes (signes ou symboles)*

L'identité positive défensive traditionnaliste réfère à des acteurs qui refusent le changement. Leur identité est fortement liée à l'histoire et au patrimoine. Pour eux, les emblèmes sont très importants. Ils souhaitent, en gros, figer la région dans le temps ou la ramener à ce qu'elle était autrefois (Bassand, 1990).

Quoique divers éléments historiques, patrimoniaux et emblématiques aient été soulevés par certains acteurs, aucun ne se situe dans cette catégorie uniquement.

Plusieurs soulignent l'importance de l'identité historique, du patrimoine et d'emblèmes mais sans refuser catégoriquement le changement.

Parmi les éléments emblématiques les plus fréquemment mentionnés, soulignons l'importance du fait français pour se distinguer d'Ottawa. Une résidente soutient qu'il est primordial de faire valoir la différence du français et du Québec comme image de marque. Une autre résidente va également en ce sens en soutenant que la ville se cherche une image identitaire. Selon elle, ce qui nous démarque, c'est le fait que nous sommes au Québec, la seule terre authentiquement française des Amériques. La langue est donc l'aspect qui nous distingue, de là l'importance de refléter ses faits et d'en faire un atout majeur. « La fierté de sa langue d'origine se conjugue avec une identité propre, ouverte et respectueuse des autres. Dans un monde de plus en plus globalisant, l'identité prend davantage de sens », souligne-t-elle (résidente et copropriétaire). Cela revient à affirmer son caractère distinct vis-à-vis d'Ottawa, comme mentionné par un acteur institutionnel agissant en tant que représentant de la Table jeunesse Gatineau. Selon lui, il est important de respecter l'esprit des lieux et un certain style architectural ainsi que de mettre en valeur certains traits distinctifs tant sur le plan historique qu'architectural. Ceci permettra de « préserver une certaine mémoire collective, favoriser un sentiment de fierté chez les résidents locaux et susciter la curiosité des visiteurs extérieurs ». Les maisons allumettes sont par exemple un symbole identitaire. La ville se doit donc de protéger les bâtiments patrimoniaux ainsi que de mettre l'accent sur le patrimoine industriel. Ceci amènera un potentiel de symboliser le dynamisme et la spécificité de la région face à la capitale fédérale. « Hull devrait évoquer son propre passé et celui de la

région, mettre en vitrine (musée, folklore) leur réalité distincte de la réalité ontarienne, fédérale ».

Cette spécificité se retrouve pour plusieurs à travers l'identité patrimoniale. Pour l'Association des résidents de l'Île de Hull, les sites patrimoniaux caractérisent l'identité de la ville (synthèse de 45 citoyens sur diverses thématiques). La Société d'histoire de l'Outaouais aurait quant à elle souhaité plus d'accent sur le patrimoine dans le PPU, le centre-ville constituant un lieu d'identité historique et culturel. Selon la SHO, le Ruisseau de la Brasserie est un secteur d'une beauté et d'une richesse patrimoniale exceptionnelle. La Chute des Chaudières a également un potentiel immense et pourrait devenir un site patrimonial exceptionnel et dynamique. Une attention particulière devrait également être portée à la préservation et à l'intégrité architecturale de l'Hôtel Chez Henri, des cimetières et enfin, des sites du patrimoine Kent-Aubry-Wright et Portage, des endroits agréables et vivants. Les sites de la Domtar ont également une valeur historique et esthétique indéniable selon une résidente.

La présence de l'eau est également un emblème important qui a été soulevé par certains intervenants, de même que l'importance de mettre l'accent sur l'histoire et la culture de la région outaouaise. Enfin, l'organisme Logemen'occupe soulève une critique en mentionnant que le PPU fait fi de l'histoire et des luttes populaires du quartier. Selon l'organisme, le projet évacue tout un pan de l'histoire du centre-ville en n'abordant pas ces éléments, et plus précisément le logement social.

6.2.2 *Identité positive offensive régionalistes (signes ou symboles)*

L'identité positive offensive régionaliste vise un équilibre entre la tradition et la modernité. Les acteurs sont mobilisateurs, renforcent le projet, sont pragmatiques et ouverts. Ils participent également aux mouvements sociaux. C'est l'identité à atteindre (Bassand, 1990).

Plusieurs acteurs voient généralement d'un bon œil le projet. Tout en mettant l'accent sur divers emblèmes et éléments historiques, ils souhaitent un équilibre entre tradition et modernité. C'est le cas, par exemple, de la Présidente de l'association des gens d'affaire et professionnels (AGAP) de Gatineau, qui soutient au moins 6 des 7 lignes directrices du PPU. Un résident remercie quant à lui la ville de lui permettre de s'exprimer et renforce le projet en proposant diverses solutions. Un autre résident mentionne qu'il est fortement encouragé par le PPU et les plans qu'il contient. « ... je me réjouis de la direction dans laquelle le conseil municipal et le maire se sont engagés dans cette modernisation de la ville de Gatineau. Je souhaite ainsi les remercier pour leurs efforts de concertation et de consultation publique déployés jusqu'à maintenant » (Gauld dans Ville de Gatineau, 2008, Annexe C4). La Chambre de commerce de Gatineau a quant à elle une vision du centre-ville diversifiée et multiculturelle. Elle soutient le projet et souhaite une densification, tout en assurant une intégration architecturale et la protection du patrimoine bâti.

Rares, toutefois, sont ceux qui ne soulèvent que des éléments positifs au projet. Sans se positionner directement, des citoyens donnent leur avis sur ce qu'il faut faire

pour que le projet fonctionne. Ils mentionnent l'importance de changer les perceptions, de vendre un style de vie, de façonner une nouvelle dynamique du quartier par la patrimonisation des immeubles à valeur culturelle et la mise en place des valeurs communes, d'avoir une plus grande offre d'espaces verts, etc. Ce sont les aspects qu'un nouveau « branding » doit promouvoir. Le projet doit également démontrer des valeurs communes propres au quartier et doit avoir une dimension symbolique ainsi qu'une dimension patrimoniale. « ...il est essentiel que le projet se regroupe autour d'un thème rassembleur auquel les citoyens peuvent s'identifier.. » (Delorme et Meunier dans Ville de Gatineau, 2008, Annexe C4). Ce qui a fait le succès du quartier Saint-Roch à Québec, selon eux, c'est la participation active de la collectivité afin de favoriser un meilleur milieu de vie, l'approche mixte, la dimension humaine et la revitalisation plutôt que la construction (Delorme et Meunier dans Ville de Gatineau, 2008, Annexe C4). Ils apportent toutefois un bémol pour Gatineau et les projets de revitalisation en général. « L'âme du centre-ville semble disparaître dès les édifices institutionnels vidés de leur personnel. Dans certains cas, il appert que l'image négative persiste malgré les importantes actions entreprises par les municipalités » (Delorme et Meunier dans Ville de Gatineau, 2008, Annexe C4). L'organisme Vision centre-ville mobilise, quant à lui, des centaines de partenaires pour qu'une vision, un leadership et une volonté politique fasse émerger un centre-ville qui fera la fierté des gens de l'Outaouais, appuyant les lignes directrices du PPU et les propositions d'aménagement du centre-ville de Gatineau qui sont soumises aux consultations publiques.

« Le centre-ville de Gatineau doit se créer une identité forte et attrayante, bref, une image de marque capable de favoriser un sentiment d'appartenance et de fierté chez les Gatinois envers leur centre-ville. Toute la région de l'Outaouais doit réaliser le potentiel commercial du centre-ville de Gatineau, reconnaître son rôle historique, valoriser son identité culturelle et réussir la mise en œuvre du PPU » (Brisson dans Ville de Gatineau, 2008, Annexe C4).

Pour l'organisation, l'appel à la mémoire collective favorise l'émergence d'un centre-ville à Gatineau. Son identité doit être fortement ancrée dans l'histoire d'une région et à travers l'existence d'un fil conducteur. La préservation et la mise en valeur des sites et édifices patrimoniaux doit être une priorité et permettra d'augmenter le pouvoir d'attraction du centre-ville tout en favorisant un plus grand sentiment d'appartenance. L'organisme soulève lui aussi quelques éléments de critiques, dont l'absence de vision globale, de leadership et de volonté politique, qui ont entraîné la dévitalisation du centre-ville. Pour eux, la différence culturelle du Québec par rapport aux autres provinces canadiennes et sa diversité sont au cœur du caractère attrayant du centre-ville.

« Malheureusement, le manque d'infrastructures..., la réglementation relative à la délivrance des permis de bar avec spectacle, l'absence de fonds pour l'animation culturelle..., rendent impossible l'élaboration d'une programmation culturelle exploitant le potentiel attractif de la différence culturelle et de sa diversité » (Brisson dans Ville de Gatineau, 2008, Annexe C4).

Tout en soulignant qu'elle aurait souhaité plus d'accent sur le patrimoine, la Société d'histoire de l'Outaouais remercie la ville pour l'initiative et la qualité des documents présentés dans le cadre du PPU. Ils appuient plus précisément le projet Espace Dallaire et le repeuplement par l'ajout de tours, qui doivent par contre

s'intégrer et s'harmoniser avec les quartiers historiques et résidentiels existants. « Notre centre-ville devrait être un cœur animé doté d'une forte identité et qui fait la fierté des Gatinois par la qualité de ses aménagements paysagers et par l'architecture de ses bâtiments qui marie harmonieusement protection du patrimoine et modernité » (SHO dans Ville de Gatineau, 2007, Annexe 4). Une résidente, qui participe au projet en tant qu'étudiante et avec l'appui de la Table jeunesse Gatineau, soulève quelques éléments de critique mais propose également des alternatives pour le bon développement du centre-ville (Cité des Arts, mettre l'accent sur l'identité culturelle, marché intérieur, etc.). Un projet ayant une portée culturelle, historique, artistique, environnementale, communautaire, récréotouristique et citoyenne est grandement à considérer pour le développement de la ville de Gatineau, de son centre et pour un rayonnement à l'extérieur de la région. « Un musée sur notre histoire est un terrible manque à gagner dans la région et celui-ci pourrait favoriser le développement d'un sentiment identitaire qui est, somme toute, plutôt faible dans l'Outaouais » (Beuparlant dans Ville de Gatineau, 2007, Annexe 4), nous dit-elle. Un acteur institutionnel est également critique, mais constructif face au projet. Tout en reconnaissant le rôle et la fonction historique du secteur, il souligne l'importance de considérer et de reconnaître ce rôle historique mais également son évolution. Or, « La revitalisation du cœur historique s'est amorcée dans de nombreuses villes, mais il tarde toujours à se concrétiser ici à Gatineau » (Girard-Aubertin dans Ville de Gatineau, 2007, Annexe 4). Il remet également en question la vision (ou le manque de vision) et la volonté politique. Les objectifs guidant ses propositions d'aménagements sont l'augmentation de la population, l'amélioration de l'offre de services, la

revalorisation de son attractivité, la mise en valeur de son histoire et de son patrimoine ainsi que l'affirmation de son caractère vis-à-vis Ottawa. Le centre-ville doit être un lieu de rassemblements, d'échanges et de rencontres par excellence. Le projet de l'Espace Dallaire lui semble très intéressant tant sur un plan artistique qu'identitaire. « Il faut faire du centre-ville de Gatineau, la porte d'entrée du Québec, fière de ses origines, mais tournée vers l'avenir » (Girard-Aubertin dans Ville de Gatineau, 2007, Annexe 4).

Une résidente appuie également le projet tout en y apportant quelques bémols et des idées nouvelles. Elle supporte les concepts qui y sont présentés ainsi que les objectifs recherchés. Elle propose également certaines recommandations quant au transport durable, au réseau vert et espaces publics, à la densité et au cœur du centre-ville. Sur un ton plus critique, elle suggère d'exiger du gouvernement fédéral une part significative de dédommagement « pour le tort irréparable qu'il a fait quand il a construit Place du Centre et les Terrasses » (Larochelle dans Ville de Gatineau, 2008, Annexe C4). Selon elle, le plan n'intègre pas assez clairement les éléments architecturaux et d'occupation du territoire à caractère historique. Enfin, elle soulève certaines faiblesses qu'il faut absolument résoudre pour enfin avoir le contrôle politique et culturel sur notre futur centre-ville : contrôle du fédéral et des promoteurs, manque de signature architecturale, garder les personnes à faible revenu dans le quartier, etc.

La Coop de solidarité est un bon exemple d'un acteur qui participe au projet pour faire valoir un projet unique, soit celui d'une épicerie sur l'Île de Hull. Ce projet

comporte toutefois des valeurs similaires à celles mises de l'avant par le PPU, soient : vision d'engagement dans son milieu; pouvoir mobilisateur; levier de développement collectif; dynamiser le centre-ville; participer à la revitalisation socio-économique; renforcer les bienfaits de la densité urbaine; offrir des services de proximité. La Coop reprend effectivement certaines orientations de la Ville et est allée chercher de nombreux appuis du milieu. L'Association générale des étudiants de l'UQO soulève également des propositions de solutions pour favoriser son développement et l'inclure dans l'aménagement d'un centre-ville animé et dynamique. En effet, il est essentiel, selon elle, que le réaménagement se fasse en fonction des jeunes. Ce sont eux qui seront le cœur de l'expansion future de la région et qui feront en sorte de donner une vie au nouveau centre-ville. « L'Outaouais mérite mieux qu'une université qui figure dans les derniers rangs en matière de qualité d'éducation, d'offre de services et de réputation » (AGE-UQO dans Ville de Gatineau, 2008, Annexe C4).

6.2.3 Identité négative défensive apathiques et résignés/émigrants potentiels (dévalorisation)

Cette première catégorisation négative de l'identité se divise en deux phases : les apathiques et résignés, qui sont défaitistes, ne démontrent aucune identification au quartier ni à la région (ici au projet), ont une identité vague, voir absente et participent peu ou pas aux réseaux locaux et régionaux, et les émigrants potentiels, qui ne s'identifient pas non plus à la région dans laquelle ils résident. Leur projet ou identité ne sont pas réalisables dans leur lieu domiciliaire actuel, leur espace d'appartenance actuel n'a que très peu de signification, ils pourraient migrer à la première occasion et

sont critiques et méprisants face à leur milieu de vie. Ils peuvent aussi être nostalgiques face à leur région d'origine (Bassand, 1990).

Mentionnons, de prime abord, que personne n'est tout à fait résigné, ni tout à fait émigrant potentiel puisqu'il s'agit d'acteurs impliqués dans le processus de consultation, et qui ont donc à la base un intérêt pour le projet. Il serait sans doute facile de trouver ce genre de personne au sein de la population générale, surtout dans l'optique où plusieurs ne viennent pas de la région et retourneront fort possiblement dans leur milieu d'appartenance à la fin de leur carrière. Parmi les acteurs participant au projet, il est toutefois possible d'observer une tendance négative de certains participants, qui sont très critiques face au projet.

Bien qu'il soit difficile de catégoriser l'Association des résidents de l'Île de Hull puisqu'elle présente une synthèse de l'opinion de 45 citoyens consultés sur diverses thématiques en biais des activités de participation citoyennes du PPU, il est tout de même possible de faire ressortir de cette synthèse certains constats. En somme, les résidents sont plutôt sceptiques quant à l'avenir du projet puisque plusieurs recommandations ont été proposées dans le passé, n'ayant jamais été considérées. Les problèmes se sont même plutôt accentués depuis. Les citoyens consultés étaient donc plutôt pessimistes à l'égard de la possibilité d'un véritable changement en faveur des intérêts des résidents. « Ils en ont vu d'autres ».

Un résident de l'Île de Hull est un bon exemple de cette catégorie d'acteur. Très critique face aux projets liés au centre-ville (dommages au tissu social irréparable, les pauvres sont de trop, centre-ville défiguré par la rénovation urbaine,

etc.) et particulièrement face au PPU (politique en matière de consultation non respectée, délai trop court, la population ne partage pas la vision proposée par la municipalité, problèmes avec le processus, nouveau centre-ville trop large, la municipalité tolère l'intolérable, etc.), il propose quelques options ou solutions, mais qui vont souvent à l'encontre des orientations du PPU.

En n'étant pas contre le projet, une résidente qui se retrouve dans plus d'une catégorie, parle du centre-ville comme d'un secteur quasi complètement dénué de charme. « Redynamiser physiquement, commercialement et culturellement le secteur le plus laid, le plus pauvre et pourtant le plus visible et névralgique de la ville de Gatineau. On a besoin de ressentir notre fierté d'être Gatinois! » (Quenneville dans Ville de Gatineau, 2007, Annexe 4).

Nous constatons, en analysant les divers mémoires, que ce sont majoritairement les organismes ou acteurs en lien avec le logement social et la pauvreté qui sont contre le projet. La Coopérative d'Habitation Reboul, par exemple, soulève des frustrations contre la ville parce qu'elle soutient ne pas avoir été plus considérée dans le processus. La Coop se dit choquée et déçue que les logements sociaux soient perçus comme des enjeux à résoudre, en plus de ne pas souhaiter d'édifices en hauteur, l'une des stratégies mises de l'avant par la ville pour densifier le centre-ville. Tout en proposant toutefois quelques solutions intéressantes, elle ne tient globalement pas un discours renforçant le projet, mais a plutôt une attitude accusatrice face au comportement de la ville. Logemen'occupe vit également un malaise profond vis-à-vis du projet, qu'il qualifie d'insidieux et d'embourgeoisement. Concept passe-

partout de mixité social, le projet impose une démarche précipitée et bousculante qui écarte un véritable processus d'éducation populaire et d'appropriation citoyenne. Il s'agit également d'une manœuvre d'exclusion sociale (Logemen'occupe). Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) soulève également l'absence de consultations formelles et demande de soutenir le développement de nouveaux logements sociaux pour garantir une réelle mixité sociale.

Au niveau de la pauvreté, et devant les volontés de densification et de « gentrification » du centre-ville, le Gîte Ami soulève des inquiétudes quant au traitement réservé aux citoyens moins nantis qui habitent actuellement l'Île de Hull. « C'est avec beaucoup d'appréhensions que nous sommes forcés de constater que le PPU et les documents de consultation qui l'accompagnent ne traitent aucunement de l'itinérance » (Gîte Ami dans Ville de Gatineau, 2008, Annexe C4).

Un résident et commerçant du centre-ville fait quant à lui part à la ville d'une inquiétude tout autre quant à la dichotomie de la région (Ottawa-Gatineau). Même s'il mentionne avoir apprécié la journée de réflexion et qu'il est pragmatique, il démontre une ouverture plus ou moins grande au projet. Il mentionne en effet le paradoxe de l'appartenance forte avec des symboles proprement gatinois et la grande industrie ou le segment québécois qui n'est que complémentaire à l'industrie ontarienne. Il parle également du révisionnisme culturel et identitaire de la Commission de la capitale nationale. Enfin, il critique le projet de façon générale. Celui-ci devrait être plus ambitieux, le leadership devrait être accentué, le périmètre du centre-ville est trop

large, nous ne devrions plus faire référence à capitale nationale et au boulevard de la confédération, etc.

Enfin, selon une résidente et copropriétaire au centre-ville, « quarante années de destruction systématique des quartiers résidentiels et de construction en hauteur d'une architecture presque bolchevique et d'une grisaille consommée ont retiré toute vie et toute joie authentique dans le cœur de la ville de Hull » (Trottier dans Ville de Gatineau, 2007, Annexe 4), il sera donc plutôt ardu de « réparer les dégâts irréversibles ».

La revue de presse nous a également permis de relever quelques commentaires négatifs face au programme particulier d'urbanisme. C'est le cas de l'élue du district de Limbour, Nicole Champagne, qui soutient que « Le centre-ville se meurt et depuis que je suis arrivée ici, en 1986, je n'ai pas vu grands changements » (Info07, 2010).

Pierre Bergeron, éditorialiste au journal Le Droit, fait un commentaire en référence à sa participation à une consultation publique :

« En fait, il y a un cœur qui se cherche une raison de battre... à chaque fois que l'on dirige les projecteurs sur ce secteur, les quatre autres risquent de se sentir lésés ou défavorisés...C'est une chose d'identifier le centre-ville. C'en est une autre de lui donner une véritable identité, des caractéristiques propres. On n'y arrive pas en déclinant les lignes directrices qui peuvent s'appliquer à n'importe quelle ville nord-américaine de 250 000 habitants... Parmi les réactions des parties intéressées, deux préoccupations légitimes à souligner : la phobie de l'ombre et le danger de l'embourgeoisement. (Bergeron, 2008)

Un résident de Gatineau a également fortement réagi au PPU dans la section Forum du journal Le Droit, et souligne ce qui suit :

« Malgré l'adoption du Plan particulier d'urbanisme (PPU) censé être la bougie d'allumage d'une revitalisation tant nécessaire, l'environnement urbain du centre-ville de Gatineau ne cesse de se dégrader... c'est bien connu, le centre-ville est habité par des « pôvres » qui n'ont pas de fierté... Bref, du mépris à l'égard de ceux qui habitent le centre-ville, paient des taxes municipales et sont prêts malgré tout, à mettre l'épaule à la roue, avec l'administration municipale, pour faire de Gatineau une ville digne de ce nom. Du mépris pour des personnes à faible revenu qui n'ont d'autre choix que d'habiter le centre-ville pour la proximité des services, qui se font dire qu'ils n'ont pas de goût, que la grisaille urbaine, la malpropreté et le bruit, ça ne les dérange pas et ça n'a pas d'impact sur leurs enfants. Qui se font dire qu'ils ne comptent pas... (Milot, 2012)

Enfin, pour un résident, le PPU vise le déplacement des ménages les plus pauvres par la venue de ménages aux revenus plus élevés. Il vient également changer complètement l'identité du quartier. Pour lui, le terme revitalisation est synonyme d'expulsion. « Par conséquent, les autorités municipales, par le manque de transparence dont ils font preuve dans ce dossier, ne gagnent pas notre confiance tout comme ceux qui appuient ce projet » (Messier, 2007 : 27)

6.2.4 Identité négative offensive modernisateurs (dévalorisation)

Les acteurs faisant partie de cette catégorie sont intégrés à tous les niveaux (social, économique, politique), veulent tout moderniser et ne s'identifient pas à l'histoire et au patrimoine (Bassand, 1990).

Ce sont majoritairement les acteurs économiques qui souhaitent moderniser et développer le centre-ville, et principalement des promoteurs immobiliers ayant un projet en tête. Le Groupe Bathurst, par exemple, soutient le plan d'urbanisme et ses

orientations, tout en souhaitant mettre l'accent sur l'intensification du développement. Il prêche pour un projet particulier, projet résidentiel d'au moins 600 logements, qui serait selon lui le plus approprié pour maximiser le potentiel de développement au centre-ville. En général, il met énormément l'accent sur le redéveloppement, qui doit être priorisé. Wilhelm de Lorenzi et Teknika HBA profitent quant à eux du PPU pour demander un changement de zonage sur l'un de leurs terrains. L'Université du Québec en Outaouais a également rédigé une lettre dans le seul but d'exploiter les terrains adjacents l'université à leur plein potentiel. Enfin, tout en renforçant le projet et en respectant l'architecture et le patrimoine bâti existant, la Chambre de commerce de Gatineau propose comme solution principale la construction d'édifices en hauteur, ce qui engendrera par la suite du développement au centre-ville.

Tableau 21: Classement des acteurs selon les catégories

Acteurs	IDENTITÉ + Défensive Traditionalistes	IDENTITÉ + Offensive régionaliste	IDENTITÉ - Défensive Apathique et résignés/émigrants potentiels	IDENTITÉ - Offensive Modernisateur
Compte rendu des activités de réflexion : 21 avril et 7 mai 2007				
Louise Angers, Présidente, AGAP de Gatineau		X		
Association des résidents de l'Île de Hull	X	X	X	
Bill Clennett, résident de l'Île de Hull			X	
Chambre de commerce de Gatineau		X		X
Club Kayakogak		X		
Coopérative d'Habitation Reboul		X	X	
Coop de solidarité – Épicerie de l'Île de Hull		X		
Groupe Bathurst				X
Jacques Demers, citoyen		X		
Logemen'occupe			X	
FRAPRU (Front d'action populaire en réaménagement urbain)			X	

Acteurs	IDENTITÉ + Défensive Traditionnaliste s	IDENTITÉ + Offensive régionaliste	IDENTITÉ - Défensive Apathique et résignés/émigrant s potentiels	IDENTITÉ - Offensive Modernisateur
Marco Jetté, résident		X		
Maxime Gault, résident et commerçant		X	X	
Michèle Quenneville, résidente	X	X	X	
Monique Trotier, résidente et copropriétaire	X	X	X	
Société d'histoire de l'Outaouais	X	X		
Céline Beuparant, étudiante et avec l'appui de la TJG	X	X	X	
Alexis Girard-Aubertin, TJG	X	X	X	
Wilhelm de Lorenzi, Teknika HBA				X
UQO				X
Mémoires déposés à l'audience publique (22 septembre 2008)				
Association générale des étudiants de l'UQO		X	X	
Benjamin Gauld, résident		X		
Les Braves du Coin, association sociale et sportive	Ne s'applique pas (dérogation stationnement)			
Épicerie de l'Île de Hull		X		
Le Gîte Ami			X	
Hull-Volant	Ne s'applique pas (dérogation stationnement)			
Jacques Demers		X		
Johane La Rochelle		X	X	
Joseph Potvin	Ne s'applique pas (soutiennent un projet particulier non lié au PPU)			
Mathieu Delorme et Félix Meunier		X	X	
Association Quartier du Musée	Ne s'applique pas (demande de mesures d'apaisement de la circulation)			
Teknika HBA	Ne s'applique pas (demande de modifier hauteur bâtiment)			
Vision centre-ville		X	X	
Noël et associés, avocats	Ne s'applique pas (contre une modification de zonage pour intérêt personnel)			
Wilheil De Lorenzi, consultant en développement immobilier	Ne s'applique pas (propose changement de zonage)			

6.3 Projets urbains et identités : notes conclusives

Malgré un classement des acteurs ayant déposé des mémoires dans le cadre du PPU centre-ville dans diverses catégories identitaires et le soulèvement de plusieurs éléments négatifs liés au projet, il est clair qu'une majorité d'entre eux soutiennent les initiatives mises de l'avant par la Ville de Gatineau et s'impliquent dans le but de faire avancer le projet. Plusieurs acteurs soulèvent la présence d'emblèmes, tels

l'importance de l'eau et du patrimoine bâti, les mêmes que la ville souhaite mettre de l'avant pour se présenter à autrui et se distinguer, l'identité positive se référant à ces emblèmes. Malgré la présence de l'identité négative par la négation et la dévalorisation de la région par certains acteurs, les projets permettent l'élaboration d'emblèmes, qui à leur tour permettent d'ébranler certains stéréotypes. Et si les rapports avec autrui forgent les identités, le PPU amène ces rapports, qu'ils soient positifs ou négatifs. Ainsi, nous pourrions dès lors affirmer qu'il y a formation d'un acteur collectif doté d'une identité propre.

Or, est-ce possible de voir se former des réseaux d'acteurs et de travailler en concertation et en partenariat, et ce malgré un contexte parfois conflictuel, où certaines catégories populaires sont complètement marginalisées? La question se pose.

6.3.1 De l'importance du conflit

Un sondage réalisé par la firme Segma Recherche en 2011 et publié dans le journal *Le Droit* démontre qu'il n'existe pas de consensus quant aux initiatives à mettre en place pour revitaliser le centre-ville. Repeupler et densifier le centre-ville obtient la faveur de 26,6% des répondants, suivi de la construction d'un centre multifonctionnel (24,1%), de l'aménagement d'un pôle culturel doté d'une Grande Bibliothèque (22,7%), et enfin, de l'ajout de nouveaux bureaux fédéraux au centre-ville (18,7%). Pour le maire Marc Bureau, il y a moyen de concilier les différentes stratégies (Duquette, 2011).

Est-ce possible, malgré tout, de voir se former un acteur collectif doté d'une identité propre? Selon Pinson (2009),

« ... la capacité d'une ville à agir en acteur collectif ne signifie pas que la ville en question ne soit pas traversée de conflits. Au contraire, l'existence des conflits et la capacité de le réguler localement et même l'existence de formes stabilisées de domination politique... peuvent être considérés comme faisant partie des critères permettant d'attester l'existence d'un acteur collectif » (p.213).

Comment? Par le fait que la notion de conflit démontre qu'une société est dotée d'une forte territorialité et que « l'intensité de cette territorialité pourrait être repérée par une plus grande propension au conflit » (Melé, 2004 : 2). Le conflit permet également de souder des groupes, de créer des communautés ayant des intérêts communs et de socialiser de façon positive (Simmel, 1995; Coser, 1982 cités dans Melé, 2004 : 3). Le conflit permet ainsi un rapprochement, une conscience de l'histoire et de ses positions face à l'espace habité, et au final, une appropriation de cet espace.

« S'il n'y a pas ici lutte pour le contrôle de l'historicité, pour le contrôle de la société, on peut poser comme hypothèse la constitution d'un acteur collectif. Cette position est d'ailleurs assez proche de ce qu'Alberto Melucci (1999 : 66) analyse comme identité collective c'est-à-dire la capacité collective - construite dans l'interaction - de se définir soi-même et le contexte, d'évaluer les opportunités et les limites de l'action (Melé, 2004 : 3)

Pour Blondiaux (2008), gérer le conflit constitue même l'un des objectifs prioritaires de la participation. Mais la démocratie délibérative dénie parfois ce rôle central, les décideurs préférant désamorcer par avance en négociant et en travaillant de façon préalable (Simard, cité dans Gauthier *et al.*, 2005). Blondiaux (2008) s'interroge sur l'impact de ses cadres de participation :

« Au final, il est possible de s'interroger sur les effets de cette procéduralisation de la discussion sur la participation elle-même. Dans quelle mesure ces dispositifs institutionnalisés ne contribuent-ils pas à produire des exercices de participation totalement artificiels, détachés de toute réalité et portée effectives ? (p.139).

Les processus de participation devraient-ils donc être plus ouverts aux conflits, ceux-ci devant de toute façon faire face aux critiques et aux contestations ? « Les dispositifs participatifs et délibératifs contemporains constituent autant des lieux de polarisation et de conflit que d'apaisement et de consensus. S'y exprime toujours... une tension entre des forces politiques adverses » (Blondiaux, 2008 : 144).

« Plus généralement, il faut se demander si l'institutionnalisation de la participation ne peut pas constituer, sous certaines conditions, un point d'appui pour les revendications des plus faibles. Cette condition, c'est le plus souvent l'intervention d'un tiers garant, d'un pouvoir arbitral et neutre, placé à équidistance entre les différents acteurs en présence, autonome par rapport au décideur et capable de faire respecter les règles du jeu de la concertation. Ce tiers garant peut prendre des formes différentes selon les dispositifs : comité de pilotage indépendant pour les conférences de citoyens, Commission nationale du débat public, médiateur ou facilitateur dans d'autres configurations... (Blondiaux, 2008 : 145) ».

6.3.2 Marginalisation des catégories populaires

Nous l'avons vu, certaines catégories populaires ne s'identifient pas au projet urbain de revitalisation du centre-ville de Gatineau. C'est particulièrement le cas des organisations travaillant en lien avec le logement social et la pauvreté. Pinson (2009) aborde la notion de marginalisation des catégories populaires. Ces groupes doivent-ils jouer le jeu et s'impliquer dans les processus de projets malgré le peu d'intérêt qu'on

leur accorde ou doivent-ils au contraire, mettre en place des espaces publics non institutionnalisés dans lesquels ils peuvent réellement construire et préserver leurs identités? «Comment, dans ces conditions, peuvent-ils faire valoir leurs intérêts autrement que dans la contestation et l'affrontement » ? (Blondiaux, 2008 : 135).

Les groupes marginalisés se retrouvent sans porte-parole. Mieux représentés par le passé, « ...nombre d'élus ont laissé se dégrader les rapports privilégiés qui pouvaient exister entre eux et ces classes populaires urbaines. L'abstentionnisme ou la supposée versatilité électorale de ces couches n'en font plus une clientèle qu'il est impératif d'entretenir » (Pinson, 2010 : 68).

Bacqué et Gauthier (2011) mentionnent également des critiques de l'urbanisme collaboratif, qui ne prend pas en compte la notion de conflit ni le point de vue des groupes ou individus dominés.

« Plusieurs auteurs relèvent que les approches d'urbanisme collaboratif postulent une société civile relativement organisée, homogène et à la recherche du consensus. Ils sous-estiment la complexité et les conflits qui la traversent, ce qui peut conduire, dans certains cas, à marginaliser plutôt qu'à inclure les groupes et les individus les plus dominés (p.50).

6.3.3 Résurgence de réseaux d'acteurs

Malgré les tentations d'éviter la notion de conflit et la marginalisation de certains groupes ou individus, nous constatons, du moins dans le cas de Gatineau, une augmentation importante d'acteurs, l'identité y jouant un rôle indéniable. En effet, selon Pinson (2009), l'identité urbaine a pour objectif de mobiliser ces acteurs, de renforcer leur cohésion et de faciliter leur coordination.

« Une ville qui fait système, c'est une ville composée de sous-systèmes qui ont développé une capacité à se reconnaître réciproquement comme interlocuteurs légitimes, à reconnaître une identité et des intérêts communs, à identifier des problèmes, à partager les mêmes représentations des enjeux et opportunités, et qui sont capables, sur cette base, d'agir collectivement » (Pinson, 2009 : 209).

Et tout comme à Montréal, nous constatons à Gatineau la formation d'un réseau d'acteurs autour d'enjeux d'aménagement et d'urbanisme. « ...les formes de la vie urbaine, l'organisation et la gestion des territoires sont des thèmes qui, dans un monde de plus en plus urbanisé, intéressent la majorité des citoyens et renvoient à des pratiques quotidiennes et familières (Bacqué et Gauthier, 2011, p.37).

Ainsi, plusieurs initiatives locales ont vu le jour ces dernières années à Gatineau. Celles-ci sont endogènes, contrairement aux processus imposés ou pilotés, qui, eux, sont qualifiés d'exogènes (Beuret et Cadoret, 2010). Projet Gatineau, qui a pour rôle de stimuler une plus grande participation et de créer des échanges constructifs (Le Droit, 2009), en est un exemple. Selon Patrick Duguay, l'un des initiateurs du projet, « les gens ont soif d'une autre façon de faire de la politique et de redécouvrir leur rôle de citoyen. La politique, ça n'appartient pas seulement aux politiciens, mais à l'ensemble des citoyens d'une ville ... » (Moyneur, 2009). D'autres groupes, tel que Vision centre-ville (regroupement de commerçants), le groupe Facebook « Une âme à cette ville » (regroupement de plus de 1000 citoyens), les Productions des Outaouais Motivés (POM) qui ont mis sur pied diverses activités au centre-ville, dont le Festival de l'Outaouais Émergent (FOÉ), illustrent également cette résurgence de réseaux d'acteurs et cette volonté de vouloir redynamiser le centre-ville de Gatineau une fois pour toute.

CONCLUSION

Le questionnement de recherche du présent mémoire nous est venu d'un intérêt marqué pour le développement du centre-ville de Gatineau ainsi que de curiosités quant aux questions identitaires. Suite à une revue de littérature et à l'observation du projet urbain qu'est le PPU, il semble que les questions identitaires soient de plus en plus considérées dans les processus de consultations publiques et dans la documentation publique et scientifique. Elles se retrouvent également au cœur de la stratégie de la Ville de Gatineau et ont une influence sur le sentiment identitaire des acteurs de la ville.

Nous nous sommes ainsi demandé s'il était possible, via les projets urbains, ici le programme particulier d'urbanisme (PPU) du centre-ville de Gatineau, d'amener une réappropriation identitaire et donc l'émergence d'un acteur collectif doté d'une identité propre. Pour ce faire, nous avons utilisé une approche qualitative ayant permis l'analyse, grâce aux notions de projet urbain de Pinson (2009) et d'identité de Bassand (1990) élaborées par le biais d'une revue de littérature, de discours écrits et de comportements verbaux, également appuyées par une revue de presse.

Nous avons constaté que la ville avait réussi à intégrer dans son PPU tous les ingrédients permettant d'ériger l'identité comme vecteur de coordination des actions des individus (Pinson, 2009), qu'ils soient liés à la notion identitaire ou à celle d'acteur collectif, et ce malgré le soulèvement de questionnements quant au processus de consultation et au rôle du politique. Une majorité d'acteurs, qu'ils vivent un lien identitaire positif ou négatif face au projet, soutiennent quant à eux les initiatives

mises de l'avant par la Ville de Gatineau et s'impliquent dans le but de faire avancer le projet. Nous avons vu que des manifestations tangibles démontrent qu'il y a bien, petit à petit, réappropriation identitaire et émergence d'un acteur collectif doté d'une identité propre, et ce malgré la présence de conflits et la marginalisation de catégories populaires.

À la lumière des considérations présentées dans ce mémoire, il serait intéressant d'approfondir certaines questions liées aux notions d'identité et d'acteur collectif. En effet, nous ne pouvons nier l'importance grandissante de l'acteur et des questions identitaires dans un contexte de mondialisation, à Gatineau comme ailleurs. Pour illustrer ce propos, nous ne pouvons passer sous silence le document *Caractéristiques de l'identité gatinoise*, produit par la Ville de Gatineau dans le cadre de la révision du schéma d'aménagement et de développement. Ce document, inspiré d'écrits et de connaissances historiques de l'occupation du territoire gatinois et complété d'une enquête auprès de 21 répondants sollicités, se veut un outil permettant d'enrichir les pistes de réflexion et de « jeter les bases d'une participation constructive et essentielle de la population au déroulement de l'exercice », (préambule). Il en ressort l'importance de certains emblèmes tels le Parc de la Gatineau, l'eau, les paysages ruraux et forestiers (fractionnement sous l'effet de l'urbanisation, accentuant chez les citoyens la perception de perte de paysages considérés identitaires), les maisons allumettes, les traditions, etc. Le document soutient que « ...mieux le citoyen s'identifiera à son milieu de vie immédiat, mieux il transposera à l'échelle de la ville son attachement aux valeurs identitaires gatinoises » (p.17). Dans ce document, la ville définit l'identité comme suit :

« L'identité, c'est de pouvoir reconnaître qui l'on est, d'où l'on vient et ce qui marque notre vécu. C'est prendre conscience des témoins visibles de l'évolution de la collectivité, le patrimoine matériel. L'identité s'illustre aussi à travers le patrimoine immatériel, soit les valeurs, les connaissances, les traditions, le lien d'attachement à celles-ci. Le patrimoine culturel, matériel et immatériel, contribue à établir les bases d'un développement durable. Il est l'assise des caractéristiques identitaires d'une société, de leur protection et de leur mise en valeur » (Ville de Gatineau, 2011 : 6).

Quelles sont, ainsi, les bases d'un développement durable, et en quoi l'identité permet-elle de les solidifier? Dans une étude intitulée « Les chartes (et les indicateurs) de développement durable : vers une prise en compte des identités locales dans la recomposition/redynamique de "grands territoires"? », Faburel, Lacroix et Lévy (2008), soulignent l'importance d'une charte du développement durable, qui tient son succès par un inventaire des différents acteurs impliqués localement, permettant la construction de « l'actant territorial ». Pour que celle-ci s'inscrive dans la durée, et dépasse la durée du projet, le territoire doit être porteur de sens commun pour les acteurs. « ...ce serait bien plus sous l'égide de questionnements socio-culturels qu'appelle aussi l'identité en devenir (nouveau « pilier » proposé) et d'une révision des modes de gouvernement (plus partenariaux) que le développement durable donnerait à être nourri, codé, voire instrumenté » (Faburel, Lacroix et Lévy, 2008 : 7). Comment, toutefois, convaincre plus que les convaincus? En effet, et nous le constatons à Gatineau, ce sont souvent les mêmes acteurs qui s'intéressent et participent aux projets urbains. Le développement durable et la ville durable permettraient, selon Gauthier, Gariépy et Trépanier (2008) d' « apporter une nouvelle raison d'être à la planification et devenir en somme un projet social auquel adhèrent de plus en plus massivement les citoyens... » (p.333).

Si ces grandes orientations que sont le développement durable, la ville durable ou les projets urbains, que l'on souhaite vendre à la population, semblent créer une certaine adhésion, qu'en est-il des projets concrets qui en émergent? À Gatineau, nous observons certaines incompréhensions lors de la mise en œuvre de projets qui découlent du PPU. Il y a en effet « Implementation gap » ou écart entre la théorie et la pratique. Il existe un fossé entre la parole et l'acte, entre la discussion et la décision, entre les citoyens et les élus (Gauthier, Gariépy et Trépanier, 2008), ce qui a comme effet de nuire aux projets concrets. En effet, les premiers projets à voir le jour suite au PPU, tels le Centre multifonctionnel, la Grande bibliothèque, l'Espace Dallaire et Destination Gatineau font énormément réagir et sont soutenus par certains, mais également fortement rejetés par d'autres, au point où ils doivent être complètement revus, voir même mis de côté.

Pour Lecourt et Faburel (2008), les facteurs de légitimité locale conditionnent l'acceptabilité ou le rejet d'un projet, ici d'un projet d'équipement, mais cette logique pourrait s'appliquer à tout projet urbain. « ...le processus de mobilisation associé au conflit, mais aussi son intensité dépendent pour beaucoup du niveau de territorialité initiale du territoire où est projeté l'aménagement... (p.7). Selon Raffestin, 1980 cité dans Lecourt et Faburel, 2008:

« ...les territoires fortement reconnus par des habitants qui s'y identifient avec force et s'y déclarent attachés possèdent une territorialité élevée, tandis qu'un territoire mal identifié, à l'image floue et par lequel les habitants se sentent peu concernés, a une territorialité faible (p.8).

Ainsi, comment la Ville de Gatineau peut-elle renforcer cette territorialité? Est-ce que la révision du schéma d'aménagement aura des impacts à ce niveau? Est-ce que le concept de village urbain permettra un renforcement identitaire au quartier? En effet, si la désindustrialisation et l'accès à l'automobile de l'après seconde guerre mondiale ont stimulé une vague d'étalement urbain, il est aujourd'hui davantage question d'une recomposition du tissu urbain où le centre se vide au profit d'autres secteurs qui deviennent de plus en plus complets et autonomes. De la ville compacte, nous passons aux villes multipolaires, polycentriques. Est-ce là la solution?

Enfin, nous souhaitons terminer ce mémoire par une citation de Pinson (2010), qui, nous le croyons, permet de bien définir le terme de gouvernance urbaine dans le contexte actuel :

« Les grands projets urbains ont été l'occasion de discussions collectives sur les stratégies des villes, d'une prise de conscience des défis auxquels elles sont confrontées. C'est l'ensemble de ces dispositifs d'intéressement, d'association, d'enrôlement et de mobilisation censés rendre possible une action collective cohérente dans un contexte de fragmentation organisationnelle et de dispersion des ressources, que l'on désigne désormais communément par le terme de « gouvernance urbaine » (p.66).

BIBLIOGRAPHIE

- ANADON, Marta et F. Guillemette (2007), *La recherche qualitative est-elle nécessairement inductive?*, Recherches qualitatives, hors série, numéro 5, p.26-37.
- ANDREW, Caroline et Guy Chiasson (2004), *Gatineau: un exemple du modèle québécois de développement*, Cahier de la CRDC et du CRDT-UQO, Université du Québec en Outaouais, 17 pages.
- ANDREW, Caroline et L. Quesnel (1990), *L'aménagement des centres-villes*, Sciences sociales Université d'Ottawa & M éditeur, 172 pages.
- ARTHUR C. et al. (2004), *Urban Containment and Central-City Revitalization*, Journal of the American Planning Association, Volume 70, Number 4, Chicago, Illinois, p.411-425
- ASSOCIATION des urbanismes et des aménagistes municipaux du Québec (AUAMQ) (2004), *Le partenariat dans les projets urbains*, Bulletin de l'AUAMQ, Édition spéciale 30^e anniversaire, Septembre 2004, 12 pages.
- AVANZA, M., Laferté, G. (2005), *Dépasser la « construction des identités »?* Identification, image sociale, appartenance, Genèses 61, p.134-152.
- BACHAND, Marc (1991), *Le Sommet de l'île de Hull*, Nouvelles pratiques sociales, vol.4, numéro 2, p.147-158.
- BACQUÉ, Marie-Hélène et Mario Gauthier (2011), *Participation, urbanisme et études urbaines. Quatre décennies de débats et d'expériences depuis « A ladder of citizen participation » de S.R. Arnstein*, Participations, 2011/1 Numéro 1, p.36-66.
- BASSAND, Michel (2007), *Cités, villes, métropoles. Le changement irréversible de la ville*, Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, p.234.
- BASSAND, Michel (1990), *Culture et région d'Europe*, Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes, 256 pages.
- BASSAND, Michel (1992), « Développement local et processus identitaire » dans *Les partenaires du développement face au défi du local* de Christiane Gagnon et Juan-Luis Klein, Chicoutimi, UQAC-CRIC, p. 267-295.
- BAYART J.-F. (1996), *L'illusion identitaire*. Paris : Fayard, 306 p.

BEAULIEU, Marc et al. (1984), *Hull-Aylmer : quelques éléments d'histoire et d'architecture*, Institut d'histoire et de recherche sur l'Outaouais, Hull, 115 pages.

BELHEDI, Amor (2006), *Territoires, appartenance et identification. Quelques réflexions à partir du cas tunisien*, Espace géographique 2006-4, p.310-316

BENALI, K. (2005), *Le retour à la ville; un réinvestissement symbolique*, Canadian Journal of urban Research, Volume 14.

BENOIT, J.M. et Benoit P.H. (1989), *Décentralisation à l'affiche*, Nathan, Paris.

BERDOULAY, V., Xavier Arnault de Sartre et Danièle Laplace-Treyture (2010), *Les figures géographiques du sujet*, Cahiers de géographie du Québec, volume 54, numéro 153, p.389-394.

BERGER, Peter et thomas Luckmann (1966), *La construction sociale de la réalité*, trad. fr. 1986, rééd. Armand Colin, coll. « Références ».

BERNOUX, Philippe (1985), *La sociologie des organisations*, éditions du seuil, 378 pages.

BEURET, Jean-Eudes et Anne Cadoret (2010), *Gérer ensemble les territoires*, Éditions Charles Léopold Mayer, Paris, 226 pages.

BILLIG, M (2005), *Sense of place in the neighborhood, in locations of urban revitalization*, GeoJournal, vol.64, no.2, p. 117-130.

BLAIS, Pierre, Isabelle Boucher et Alain Caron (2012), *L'urbanisme durable : Enjeux, pratiques et outils d'intervention*, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, coll. Planification territoriale et développement durable, 93 pages.

BLANC N., S. Glatron (2005), *Du paysage urbain dans les politiques nationales d'urbanisme et d'environnement*, Espace géographique 2005/1, tome 34, p. 65-80.

BLANCHETTE, Roger (2011), *Hull, champ de bataille!*, À bâbord!, Revue sociale et politique, p.16-17.

BLONDIAUX, Loïc (2008), *Le nouvel esprit de la démocratie : actualité de la démocratie participative*, La République des Idées, Éditions du Seuil.

BLONDIAUX, Loïc (2008), *Démocratie délibérative vs. démocratie agonistique?*, Le statut du conflit dans les théories et les pratiques de participation contemporaines, Raisons politiques, 2008/2 n° 30, p. 131-147.

- BOND, Courtney C.J. (1968), *Le pays de l'Outaouais*, Roger Duhamel, Ottawa, 198 pages.
- BONE, Robert (2008), *The Regional Geography of Canada*, Oxford, Fourth Edition, p.5, 11-12, 27.
- BONNEMAISON J., L. Cambrezy et L. Quinty-Bourgeois, dir. (1999), *Les territoires de l'identité. Le territoire, lien ou frontière?*, Géographie et cultures, Tome 1, 316 pages.
- BORLANDI, Massimo, dir. et al. (2005), *Dictionnaire de la pensée sociologique*, Presses Universitaires de France, Paris, 770 pages.
- BOUDREAU J-A., Hamel P., Jouve B., Keil R. (2006), *Comparing metropolitan governance: the cases of Montreal and Toronto*, Progress in Planning, Vol. 66, pp.7-59.
- BOURDIN, A., (2003), *Urbanisme et quartier*, Terrain, numero-41 - Poésie et politique (septembre 2003), [En ligne], mis en ligne le 11 septembre 2008. URL : <http://terrain.revues.org/index1681.html>. Consulté le 23 octobre 2009.
- BOUTET, Edgar (1975), *Le bon vieux temps à Hull : notes historiques sur l'Outaouais*, Gauvin, Hull, 3 vol.
- BRAULT, Lucien (1950), *Hull 1800-1950*, Université d'Ottawa, 262 pages.
- BREUX, Sandra (2007), *De l'imaginaire géographique à l'acte politique. L'influence des représentations territoriales sur la participation politique individuelle à l'échelle locale et urbaine*, Université Laval, 471 pages.
- BROSSEAU M., A. Cellard (2003), *Un siècle de boires et de déboires : Hull aux prises avec son histoire et sa géographie*, Cahier de géographie du Québec, Volume 47, numéro 130.
- BUNTING, Trudi et al. (2007), *Density, Size, Dispersion: Toward Understanding the Structural Dynamics of Mid-Size Cities*, Canadian Journal of Urban Research, Volume 16, Issue 2, pages 27-52.
- BUNTING, Trudi et Pierre Filion (2006), *Canadian cities in transition. Local through global perspectives*, Oxford University press, 532 pages.
- BURGEL, Guy (2006), *La revanche des villes*, Hachette littératures, 239 pages.
- BUSSI M. (2006), *L'identité territoriale est-elle indispensable à la démocratie?*, Espace géographique 2006/4, Tome 35, pages 334-339.

- CAMILLERIC C. et al. (1990), *Stratégies identitaires*, P.U.F., Paris, 232 p.
- CARPENTIER, Paul (2000), *Deux siècles de développement à Hull = Two centuries of development in Hull*, Écomusée de Hull, Hull, 132 pages.
- CARTER, J., Dyer, P. et Sharma, B. (2007), *Dis-placed voices: sense of place and place-identity on the Sunshine Coast*, Social & Cultural Geography, Volume 8, Numéro 5, p.755-773.
- CASTORIADIS, C. (1975), *L'institution imaginaire de la société*, Seuil, Paris.
- CAZALS-FERRÉ, Marie-Pierre et Patricia Rossi (1998), *Éléments de psychologie sociale*, Armand Colin, Paris, 96 pages.
- CERCLÉ, Alain et Alain Somat (1999), *Manuel de psychologie sociale*, Éditions Dunod, Paris, 284 pages.
- CIMON, Jean (1979), *Le dossier Outaouais, réflexions d'un urbaniste*, Éditions du Pélican, Québec, 182 pages.
- CLOUTIER, Geneviève (2009), *Les représentations du quartier en évolution : le programme de revitalisation urbaine intégrée dans Sainte-Marie à Montréal*, INRS et UQAM, 242 pages.
- COHEN, Lizabeth (2007), *Buying into Downtown Revival : The Centrality of Retail to Postwar Urban Renewal in American Cities*, Annals of the American Academy of Political and Social Science 661 (1), p. 82-95.
- COMMISSION de la capitale nationale (1983), *Explorez le vieux Hull et le nouveau centre-ville = Explore Hull old and new*, Ottawa : La Commission, 23 pages.
- COMITÉ de transition de l'Outaouais (2001), *Communiqué du comité de transition de l'Outaouais aux employés visés par la fusion municipale - Nom de la future ville*, Nouvelles de la métropole, jeudi 21 juin 2001, Vol. 1, Numéro 9.
- DARGENT, Claude (2001), *Identités régionales et aspirations politiques : l'exemple de la France d'aujourd'hui*, Revue française de science politique, vol. 51, no 5, p.787-806.
- DEBARBIEUX B. (1995), *Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique*, L'espace géographique, (2) : 97-112.

- DEBARBIEUX B. (2006), *Prendre position : réflexions sur les ressources et les limites de la notion d'identité en géographie*, Espace géographique 2006/4, Tome 35, p. 340-354.
- DEITRICK, S., Ellis, C. (2004), *New urbanism in the inner city: A case study of Pittsburgh*, Journal of the American Planning Association, p. 426-442
- DELORME, Pierre dir. (2005), *La ville autrement*, Presses de l'Université du Québec, Géographie contemporaine, 281 pages.
- DE MONCAN, Patrice (2003), *Villes utopiques, villes rêvées*, Les Éditions du mécano, 354 pages.
- DESCHAMPS, Sylvie (1987), *Un survol temps, 1800 – 1985 : Ville de Gatineau*, Ville de Gatineau. Division socio-culturelle.
- DESCHAMPS, Sylvie (1987), *Gatineau des origines à 1950*, Ville de Gatineau, GATINEAU, 51 pages.
- DÉVELOPPEMENT économique Canada pour les régions du Québec, www.dec-ced.gc.ca/fra/publications/economiques/profil/outaouais/220/index.html, 2009, consulté le 24 janvier 2012.
- DI MEO, G., dir. (1996), *Les Territoires du Quotidien*, Géographie sociale, Paris, L'Harmattan.
- DI MEO, G. (2004), *Composantes spatiales, formes et processus géographiques des identités*, Annales de géographie, no 638-639.
- DIONNE H., N. Thivierge (1997), *De la région à la maison : les ambiguïtés du « sentiment d'appartenance »*, Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional, de l'Est du Québec (GRIDEQ). Université du Québec à Rimouski.
- DIVAY, Gérard (2005), *La revitalisation urbaine : l'action publique locale peut-elle vraiment dépasser le « mur » de l'intégration ?*, Organisations et territoires, p.73-81.
- DUQUETTE, Carson W. (1954), *Pays de mon cœur : l'histoire de Gatineau*, [s.l., s.n.], 78 pages.
- DUMONT F. (1995), *L'avenir de la mémoire*, Nuit blanche éditeur, Québec.
- DUMONT G.F. (1999), *Le dessein identitaire des régions françaises*, In

DURKHEIM, Émile (1893), *De la division du travail social*, document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi, 206 pages.

DURKHEIM, Émile (1894), *Les règles de la méthode sociologique*, document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi, 83 pages.

BONNEMAISON J., CAMBREZY L., QUINTY-BOURGEOIS L. (dir.), *Les Territoires de l'identité. Le Territoire, lien ou frontière?*, Tome 1. Paris: L'Harmattan, p. 125-139.

EMELIANOFF, Cyria et Jacques Theys (2000), « Les contradictions de la ville durable », dans Jacques Theys, dir., *Développement durable, villes et territoires*, Paris, Notes du Centre de prospectives et de veille scientifique, Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, p. 53-63.

ETHNOTECH (1988), *Étude d'ensemble du patrimoine : ville de Hull : identification, analyse et évaluation des potentiels, recommandations de sauvegarde et de mise en valeur*, Sillery (Québec), Ethnotech, 253 pages.

ETHNOTECH (1989), *Hull et son patrimoine*, Sillery (Québec), Ethnotech, 20 pages.

FABUREL, G., F. Lacroix et L. Lévy (2008), *Les chartes (et les indicateurs) de développement durable : vers une prise en compte des identités locales dans la recomposition/redynamisation de « grands territoires »?*, Synthèse de l'Atelier Recherche du Master 2 Urbanisme et territoire, Parcours Environnement, paysages et territoires, IUP, Paris XII, 8 p.

FAULK, Dagny (2006), *The Process and Practice of Downtown Revitalization*, Review of Policy Research, Volume 23, Number 2, p. 625-645.

FAVREAU, L. Robitaille, M. Tremblay, D. (2002), *Quel avenir pour les régions?*, Chaire de Recherche du Canada en Développement des Collectivités, Université du Québec en Outaouais, p.30.

FAVREAU, Louis, Martin Robitaille en collaboration avec Chantale Doucet (2004), *Portrait démographique de l'Outaouais et de ses sous-régions*, CRDC et CRDT-UQO, 49 pages.

FIJALKOW, Yankel et Edmond Préteceille (2006), *Introduction. Gentrification : discours et politiques urbaines (France, Royaume-Uni, Canada)*, Les presses de Science Po, Sociétés contemporaines, no 63, p.5-13.

- FISHER, Gustave-Nicolas (1987), *Les concepts fondamentaux de la psychologie sociale*, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, p. 163-186.
- FONTAN J.-M., Hamel P., Morin R., Shragge E. (2006), *Le développement local dans un contexte métropolitain: la démocratie en quête d'un nouveau modèle*, Politique et Sociétés, Vol. 25, No 1, pp. 99-127.
- GABOURY, Paul (2002), *Hausse de 6,5 % de la population des deux côtés de l'Outaouais*, Le Droit, p.3.
- GAFFIELD, Chad, dir. (1994), *Histoire de l'Outaouais*, Institut québécois de recherche sur la culture, Québec, 878 pages.
- GAGNON, Christiane et Juan-Luis Klein (1991), *Le partenariat dans le développement local: tendances actuelles et perspectives de changement social*, Cahiers de géographie du Québec, vol. 35, numéro 95, p.239 à 255.
- GAGNON, Serge (2003), *La morphogenèse de Gatineau-Ottawa ou comment se construit l'identité d'une région?*, Université du Québec en Outaouais, Gatineau, 22 pages.
- GAGNON, Serge (2009), *Réaliser une démarche de planification stratégique selon l'approche « Projet partagé d'établissement »*, Centre de recherche et d'intervention en santé des organisations, Septembre 2009, 4 pages.
- GALLAND, Blaise, Leresche, J.-P., Dentan, A., Bassand, M. (1993), *Identités urbaines*, Collection LUG. Georg éditeur, Genève, 287 pages.
- GAUTHIER, Benoît dir. (2006), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte de données*, Presses de l'Université du Québec, Québec, 619 pages.
- GAUTHIER, Mario, Michel Gariépy et Marie-Odile Trépanier dir. (2008), *Renouveler l'aménagement et l'urbanisme. Planification territoriale, débat public et développement durable*, Les Presses de l'Université de Montréal, 350 pages.
- GAUTHIER, Mario dir., Louis Simard, Laurent Lepage, Jean-Michel Fourniau, Michel Gariépy (2005), *Le débat public en apprentissage. Aménagement et environnement*, Paris, L'Harmattan, p. 119-132
- GOFFMAN, Erving (1963), *Stigma: Notes on the Management of Spoiled Identity*, Prentice-Hall: Englewood Cliffs, New Jersey.
- GRÉGOIRE, Lucie (2008), *Identité et imaginaire social. L'exemple de Ticopo, Yucatan*, Université Laval, 175 pages.

- GUÉRIN-PACE, F. (2006), *Sentiment d'appartenance et territoires identitaires*, Espace géographique 2006/4, Tome 35, p. 298-308.
- GUÉRIN-PACE F., Y. Guermond. (2006), *Identité et rapport au territoire*, Espace géographique 2006/4, Tome 35, p. 289-290.
- GUERMOND, Yves (2006), *L'identité territoriale : l'ambiguïté d'un concept*, Espace géographique, 2006-4, p.291-297.
- GUINDANI, S., M. Bassand (1982), *Maldéveloppement régional et identité : pour un développement endogène*, Presse polytechniques romandes, Suisse, 200 pages.
- GWIAZDZINSKI L. (1997), *Sentiment d'appartenance et développement des territoires*, Les Échos du développement durable (<http://www.developpement-local.com>).
- HAMEL, Jacques (2005), *Sociologie et interdisciplinarité, un mariage de raison? A contrario*, Vol. 3, no1, p.107-115.
- HAMEL, Pierre (2005), *La métropole contemporaine et ses controverses*, Cahiers de géographie du Québec, vol. 49, numéro 138, p.393-408.
- HISTOIRE de l'Outaouais (1994), Collection : Les Régions du Québec, 876 pages.
- HUBERMAN, A.M. et M.B. Miles (1991), *Analyse des données qualitatives; recueil de nouvelles méthodes*, Université de Boeck, Bruxelles, 480 pages.
- HUDNUT III, William H. (1998), *Public policy. Downtown. Still the Heart and Soul of a Region*, Urban Land, p. 70-75
- HULL (1997), Collection « La petite histoire de Hull », [enregistrement vidéo], Hull, Ville de Hull, 11 vidéocassettes VHS.
- INSTITUT de la Statistique du Québec (2004a), *Perspectives démographiques, Québec et régions, 2001-2051*, Québec, 38 p.
- INSTITUT d'histoire et de recherche de l'Outaouais (1984), *Étude sitologique, archéologique, historique et architecturale de Gatineau*, Hull, IHRO, 1984, 343 p.
- JACKSON J.B. (1994), *A Sense of Place, a Sense of Time*, Yale University Press, New Haven, CR.
- JOLIVET M.-J., et Léna, P. (2000), *Des territoires aux identités*, Autrepart numéro 14, IRD, Logiques identitaires, logiques territoriales.

- JUILLET L., Caroline Andrew (1999), *Développement durable et nouveaux modes de gouvernance locale : le cas de la ville d'Ottawa*, Économie et solidarités, vol. 30, no. 2, pp. 75-93.
- JURY, Pierre (2010), *À Gatineau de rallier les partenaires*, Le Droit, 7 juillet 2010, p.18.
- KRASE, Jerome (2007), *Visualisation du changement urbain*, Sociétés no 95, 2007\1, p.65-87.
- LECOURT A. et Faburel G. (2008), « Comprendre la place des territoires et de leurs vécus dans les conflits d'aménagement. Proposition d'un modèle d'analyse pour les Grands Equipements », in *Conflits et territoires, Analyses des mutations de l'occupation de l'espace*, Kirat Th. et Torre A. (coord.), L'Harmattan, pp. 21-47.
- LE GALÈS P. (1995), *Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine*, Revue française de science politique, Vol. 45, no 1, pp. 57-95.
- LE GOFF, Jacques et Louis Guieysse (1986), *Crise de l'urbain. Futur de la ville*, Economica, 249 pages.
- LEGROS, Patrick, Frédéric Monneyron, Jean-Bruno Renard et Patrick Tacussel (2006), *Sociologie de l'imaginaire*, Armand Colin, Paris, 236 pages.
- LAFONTAINE, D., B. Jean (2005), *Des politiques aux théories : Les modèles de développement régional et de gouvernance en débats*, Territoires et fonctions. Tome 1. Éditions du GRIDEQ et du CRDT, p.153
- LANGLOIS, André (1989), *Évolution démographique des municipalités de l'Outaouais : une étude des bilans migratoires par âge, 1971-1981*, Cahiers de Géographie du Québec, 33, numéro 89, p.197-215.
- LAPOINTE, Pierre-Louis (1942-) et al. (1975), *Hull, 1800-1975 : histoire illustrée [La Grande fête de Hull] = Hull 1800-1975 : illustrated history*, Hull, [s.n.], 89 pages.
- LAPOINTE, Pierre-Louis (1996), *L'Outaouais, revu et corrigé*, Continuité, numéro 69, p.15-19.
- LAPRADE, Michel, et al. (1979), *Découverte Gatineau*, Ville de Gatineau, Gatineau, 40 pages.
- LATRÉMOUILLE, Denise (2000), *D'or et d'azur, de sueur et de labeur*, [s.n.]
 Imprimerie Gauvin, Hull, 147 pages.

LEFEBVRE, Henri (1972), *Le droit à la ville suivi de Espace et politique*, Éditions Anthropos, Paris, 281 p.

LEGAULT, Daniel S. (1999), *L'Outaouais frontalier*, Recto verso, no 278, mai-juin p.26-37.

LE RHUN, Pierre-Yves (2003), *Le respect des territoires, principe de base d'une organisation régionale démocratique*, Colloque sur les territoires institutionnels et fonctionnels, Institut de recherche du val de saone-maconnais, 20 p.

LÉVY, Jacques et Michel Lussault, dir. (2003), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, Paris, 1033 pages.

MAALOUF A. (1998), *Les Identités meurtrières*, Grasset, Paris, 210 p.

MALSAN S. (2005), *La nécessité de la participation est-elle toujours argumentée par un besoin de plus de démocratie?*, Revue du MAUSS 2005/2, n° 26, p. 231-248.

MAISONNEUVE, Jean (2000), *Introduction à la psychosociologie*, Presses universitaires de France, 323 pages.

MAMROT (2010), *Des communautés à revitaliser. Un défi collectif pour le Québec*, Rapport du groupe de travail sur les communautés dévitalisées, 54 pages.

MAMROT (2010), *Guide La prise de décision en urbanisme*, Gouvernement du Québec, <http://www.mamrot.gouv.qc.ca/amenagement-du-territoire/guide-la-prise-de-decision-en-urbanisme/avant-propos/>.

MANN, Patrice (1991), *L'action collective. Mobilisation et organisation des minorités actives*, Armand Colin Éditeur, Paris, 155 pages.

MATHIEU, Nicole et Marianne Cohen (2006), *Vers une construction interdisciplinaire du concept de milieu (urbain) durable*, UMR Ladyss, CNRS Université de Paris 1 et 7.

MARIÉ, Michel (2004), *L'anthropologue et ses territoires. Qu'est-ce qu'un territoire aujourd'hui?*, Espaces et sociétés 2004\4, 119, p.177-198.

MERLIN, Pierre dir. (2005), *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*, Presses universitaires de France, Paris, 963 pages.

MERCIER, Clément, D. Bourque dir. (2009), *Participation citoyenne et développement des communautés au Québec : enjeux, défis et conditions*

d'actualisation, Rapport réalisé dans le suivi du Séminaire sur la participation citoyenne et le développement des communautés, Janvier 2009, 74 pages.

MERCIER, G., R. Morin, M. Parazelli (1999), « La Ville et le choc des imaginaires; populations marginalisées et revitalisation urbaine » dans *Ville imaginaire/Ville identitaire*, Écho de Québec, Édition Nota Bene, 209-228 p.

MOINE, Alexandre (2006), *Le territoire comme un système complexe : un concept opératoire pour l'aménagement et la géographie*, L'espace géographique, 2006/2 Tome 35, p.115-132.

MORIN, Richard (1987), *Réanimation urbaine et pouvoir local : les stratégies des municipalités de Montréal, Sherbrooke et Grenoble en quartiers anciens*, Presses de l'Université du Québec/INRS-Urbanisation, Montréal, p.5-25.

MORIN, Richard et Michel Rochefort (1998), *Quartier et lien social : des pratiques individuelles à l'action collective*, Lien social et Politiques, Numéro 39, pages 103-114.

MOYNEUR, Michel (2011), *La revitalisation complète du centre-ville prendra « quelques décennies », selon Gérard Beaudet*, Journal Le Droit, 13 octobre 2011.

NORVAL, A.J. (2001), "The Politics of Ethnicity and Identity" dans K. Nash et A. Scott (ed), *The Blackwell Companion to Political Sociology*, Blackwell Publishers, pp. 271-280.

NOSCHIS, Kaj (1984), *Signification affective du quartier*, Librairie des Méridiens, 170 pages.

NOVEMBRE, Valérie (2003), *L'incendie créateur de quartier ou comment le risque dynamise le territoire*, Cahiers de géographie du Québec, vol. 47, no 132, p.367-388.

OBLET Thierry (2005), *Gouverner la ville. Les voies urbaines de la démocratie moderne*, Presses Universitaires de France, Collection « Le lien social », Paris, 306 pages.

OUELLET, Michel (2006), *Le smart growth et le nouvel urbanisme : synthèse de littérature récente et regard sur la situation canadienne*, Cahiers de géographie du Québec, vol. 50, numéro 140, p.175-193.

OUIMET, Raymond (2000), *Hull : mémoire vive*, Éditions Vents d'Ouest, Hull, 204 pages.

OUIMET, Raymond (1997), *Une ville en flammes*, Éditions Vents d'Ouest, Hull, 334 pages.

OUIMET, Raymond (1996), *Hull, ville d'histoire et de culture*, Continuité, numéro 69, p.44-50.

PADIOLEAU, J.-G., Wachter, S. (dir.) (1989), *Politiques publiques et territoires*, Éditions L'Harmattan, Paris, p.157-187.

PADIOLEAU, J.G. et R. Demesteere (1992), *Les démarches stratégiques de planification des villes. Origines, exemples et questions*, Les annales de la recherche urbaine, Numéro 51, 1991, p.29-40.

PAULET J.-P. (2005), *Les centres : crises et rénovations*, Géographie urbaine, Éditions Arnaud Colin, Paris, 342 p.

PINSON G. (2004), « Le projet urbain comme instrument d'action publique », dans Lascoumes P., Le Galès P., (dir.), (2004) *Gouverner par les instruments*, Presses de Sciences Po, Paris, pp. 99-127.

PINSON, Gilles (2006), *Projets de ville et gouvernance urbaine. Pluralisation des espaces politiques et recomposition d'une capacité d'action collective dans les villes européennes*, Revue française de science politique, Presses de science politique, Vol. 56, 2006/4, p.619 à 651

PINSON, Gilles (2009), *Gouverner la ville par projet. Urbanisme et gouvernance des villes européennes*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 420 pages.

PINSON, Gilles (2010), *Des métropoles ingouvernables aux métropoles oligarchiques*, Territoires2040, p.65-69.

PROVOST, Guy (1985), *Vivre à Hull*, enregistrement vidéo, Québec (Province), AV Plus, 1985, 16 min., 1 vidéocassette VHS.

PUMAIN, Denise, Thierry Paquot et Richard Kleinschmager (2006), *Dictionnaire la ville et l'urbain*, Economica, Paris, 320 pages.

QUIVY, Raymond et Van Campenhoudt (1995), *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Dunod, 287 pages.

RAPPORT du Panel de la Revue du mandat de la CCN (2006), *La Commission de la capitale nationale : Ouvrir de nouveaux horizons*, Décembre 2006.

ROUX, M (1999), *Géographie et complexité : les espaces de la nostalgie*, L'Harmattan, 288 pages.

REGROUPEMENT du secteur Eddy (2000), *Le Centre-ville de Hull : d'hier au bicentenaire (1800-2000)*, Hull, 91 pages.

ROSSIGNOL, Léo (1941), *Histoire documentaire de Hull (1792-1900)*, Thèse de doctorat en philosophie, Université d'Ottawa.

SABOURIN, Luc (1991), *Il était une fois – Hull*, enregistrement vidéo, Télécâble Laurentien, 3 vidéocassettes VHS, Hull, vol. 1, 2 et 3.

SANGUIN, André-Louis (1980), *La commission de la capitale nationale : nouveau type de gouvernement métropolitain ou district fédéral déguisé?*, Cahiers de géographie du Québec, Vol. 24, numéro 61, p.175-185.

SENCÉBÉ Y. (2004), *Être ici, être d'ici*, Ethnologie française 2004/1, n° 97, p. 23-29.

SÉNÉCAL, G., L. Bherer dir. (2009), *La métropolisation et ses territoires*, Presses de l'Université du Québec, 291 pages.

SÉNÉCAL, G., A. Germain et J. Bénard (2002), *Portrait des pratiques communautaires et locales en revitalisation urbaine et sociale sur le territoire de l'Île de Montréal*, Rapport présenté au Conseil régional de développement de l'île de Montréal, 57 p.

SÉNÉCAL, G, Geneviève Cloutier et Patrick Herjeau (2008), *Le quartier comme espace transactionnel*, Cahiers de géographie du Québec, Volume 52, Numéro 146, pages 191-214.

SIMARD, Martin (2000), *Développement local et identité communautaire : l'exemple du quartier Saint-Roch à Québec*, Cahiers de géographie du Québec, Volume 44, Numéro 122, pages 167-188.

SINAPI, Sylvia (2003), *Les séductions de la ville. Approche méthodologique*, Hypothèses 2003/1, p.75-85.

SOCIÉTÉ d'habitation du Québec,
communiqués.gouv.qc.ca/gouvqc/communiqués/GPQF/Avril2005/12/c4712.html

SOCIÉTÉ d'histoire de l'Outaouais, *Revue Asticou*, Hull, numéros 1-49, 1968-1996.

SOCIÉTÉ d'histoire de l'Outaouais, *Revue thématique Outaouais*, Hull, 1986-2000.

SOINI k. et al. (2012), *Landscape and Urban Planning*, Elsevier, p.124-134.

STAKE E., Robert (1995), *The Art of Case Study Research*, Sage, 175 pages.

ST-AMOUR, Jean-Pierre F. (1978), *L'Outaouais québécois, Guide de recherche et bibliographie sélective*, Université du Québec, Centre universitaire dans l'Ouest québécois, Hull, 178 pages.

STROM, Elizabeth (2008), *Rethinking the politics of downtown development*, Journal of urban affairs, Vol. 30, No. 1, p.37-61.

TACHÉ, L., et al. (1938), *Le nord de l'Outaouais*, Ottawa, Le Droit, 396 pages.

THEYS J. (2003), *La Gouvernance, entre innovation et impuissance : le cas de l'environnement*, Développement Durable et Territoires – Dossier 2 « Gouvernance locale et développement durable ».

TIANO, Camille (2007), *Les fauteurs d'imaginaire. Construction d'un imaginaire et jeu d'acteurs dans les opérations de requalification urbaine Euralille, Euromediterranee et Neptune*, Université Paris 8, Vincennes Saint-Denis, 417 pages.

TAYLOR, Charles, Guy Laforest et Philippe de Lara, dir. (1998), *Charles Taylor et l'interprétation de l'identité moderne*, Centre Culturel International de Cerisy la Salle, Les Presses de l'Université Laval, 373 pages.

VACHON, B. (1993), *Le développement local. Théorie et pratique. Réintroduire l'humain dans la logique de développement*, Gaëtan Morin éditeur, p.100

VARIN, François (1999), *Revitalisation des centres-villes : qu'en est-il ailleurs?*, Municipalité, juin-juillet 1999.

VERMEERSCH S. (1006), *Liens territoriaux, liens sociaux : le territoire, support ou prétexte?*, Espaces et sociétés 2006/3, n° 126, p. 53-68.

VILLE de Gatineau (2000), *Gatineau racontée*, Gatineau (Québec), 90 pages.

VILLE de Gatineau (1996), *Guide des archives*, Service du greffe, Division des archives, Gatineau, 103 pages

VILLE de Gatineau (2003), *Analyse des concepts reliés aux villages urbains, au développement durable et au transport durable*, Document de référence, section de la planification stratégique, 13 pages.

VILLE de Gatineau (2007), *Lignes directrices pour l'aménagement du centre-ville. Réfléchir ensemble sur l'avenir du centre-ville. Compte rendu des activités de réflexion : 21 avril et 7 mai 2007*, Groupe Gauthier, Biancamano, Bolduc.

VILLE de Gatineau (2011), *Caractéristiques de l'identité gatinoise*, Aménageons le futur, dans le cadre de la révision du schéma d'aménagement et de développement, service de l'urbanisme et du développement durable.

VILLE de Gatineau (2008), *Synthèse des consultations – PPU centre-ville*, Tecslut inc., 2008.

VILLE de Gatineau (2008), *Ensemble, Politique en matière de diversité culturelle*, adoptée en juin 2008.

VILLE de Hull (1988), *Étude d'ensemble du patrimoine : identification, analyse et évaluation des potentiels. Recommandations de sauvetage et de mise en valeur*. Ethnotech Inc. (recherche préliminaire).

VILLE d'Ottawa (2004), *La Stratégie de conception urbaine du centre-ville d'Ottawa 20/20*, Ville d'Ottawa, mars 2004.

WACHTER et al. (2000), *Repenser le territoire. Un dictionnaire critique*, Éditions de l'aube, France, 287 pages.

WIEVIORKA, Michel dir. avec la collaboration de Aude Debarle et Jocelyne Ohana (2007), *Les sciences sociales en mutation*, Éditions Sciences humaines, 624 pages.

ZERGOUT, Saïd (2007), *Les démarches stratégiques des collectivités territoriales : une vue d'ensemble*, version initiale d'une partie de cette étude a été publiée dans le numéro 75, août septembre 2007 de la Revue Marocaine d'Administration Locale et de Développement ou REMALD, Rabat, Maroc, pp.39 à 71. En ligne : <http://www.med-eu.org/proceedings/MED1/Zergout.pdf>

Sites Internet :

http://www.mamrot.gouv.qc.ca/amenagement/outils/amen_outi_plan_plan.asp

Revue de presse :

- BÉLANGER, Mathieu (2011), *Revitalisation du centre-ville. Après Guertin, Gatineau mise sur la culture*, Le Droit, 26 mai 2011, p.3
- BERGERON, Pierre (2007), *Gatineaux!*, Le Droit, 18 octobre 2007, p.23
- BERGERON, Pierre (2008), *Gatineau cherche son cœur*, Le Droit, 17 janvier 2008, p.15
- BERNARD, Sophie (2011), *L'Outaouais veut se distinguer d'Ottawa*, La Presse Affaires, 25 janvier 2011.
- BOURSIER, Yannick (2009), *Peu d'appartenance à la ville en Outaouais*, Info07, 1^{er} juin 2009.
- BUREAU, Marc (2010), *Centre multifonctionnel au centre-ville. Le meilleur choix pour Gatineau*, Le Droit, Éditorial, 21 octobre 2010, p.19.
- DUFAULT, François Pierre (2009), *En prévision des élections municipales. Projet Gatineau met ses priorités sur la table*, Le Droit, 21 septembre 2009, p.5.
- DUQUETTE, Patrick (2008), *Les grands projets de Gatineau. Les chantiers de Gatineau*, Le Droit, 22 mars 2008, p. 2
- DUQUETTE, Patrick (2009), *Le président de Vision centre-ville n'a pas apprécié la gestion des dossiers Guertin et Chez Henri. La volonté de revigorer le centre-ville de Gatineau questionnée*, Le Droit, 5 juin 2009, p.3
- DUQUETTE, Patrick (2010), *Non à un aréna au centre-ville, oui à des édifices fédéraux*, Le Droit, 28 septembre 2010, p.2.
- DUQUETTE, Patrick (2011), *Gatineau ouvre une autre brèche dans son moratoire. Un permis de bar pour Le Troquet*, Le Droit, 6 mai 2011, p.4.
- DUQUETTE, Patrick (2011), *Sondage exclusif Le Droit/104,7 CKOI. Revitalisation du centre-ville. Les Gatinois toujours partagés*, Le Droit, 29 mars 2011, p.4
- DUQUETTE, Patrick (2011), *Centre-ville de Gatineau. Pas de revitalisation sans centre multifonctionnel, croit un expert*, Le Droit, 2 avril 2011, p.14.
- DUQUETTE, Patrick (2009), *Les conseillers Gatinois ne sont pas tous emballés par le PPU*, Le Droit, 29 avril 2009, p.4
- GAUDREAU, Patrice (2009), *Hull Val-Tétreau, Redéfinir le centre-ville de Gatineau*, Le Droit, 8 octobre 2009, p.2
- GRATTON, Denis (2011), *La grande bibliothèque*, Le Droit, 25 février 2011, p.8.
- LEBLANC, Daniel (2010), *Portrait des opinions de 19 élus divisés en deux clans*, Info07, 20 octobre 2010.

LE DROIT (2010), *Indemne après le grand feu de 1900*, publié le 29 mai 2010.

LE DROIT (1975), *Hull : cent ans* (Numéro spécial), Le Droit, 21 juin 1975, 48 pages.

MELÉ, Patrice (2004), *Conflits et controverses : de nouvelles scènes de production territoriale?*, Colloque Espaces et sociétés aujourd'hui. La géographie sociale dans les sciences sociales et dans l'action. Rennes, 21-22 octobre 2004, p.1-12.

MERCIER, Justine (2011), *Denise Laferrière associe le futur centre multifonctionnel et le soulèvement du Caire. Un message Facebook mal reçu*, Le Droit, 4 mars 2011, p.3.

MESSIER, Jérôme (2007), *Revitaliser le centre-ville, mais à quel prix?*, Le Droit, Forum, 19 septembre 2007, p.27.

MILOT, Patrick (2012), *Au cœur de Gatineau, le mépris en contreplaqué*, Le Droit, Forum, 6 janvier 2012, p.13.

MOYNEUR, Michel (2009), *Un samedi productif pour Projet Gatineau*, Info07, 19 septembre 2009.

NGUYEN, M. (2008), *Vision du centre-ville de Gatineau*, Le Droit, 7 octobre 2008, p.17.

OUIMET, Raymond (2008), *Jamais assez de profits*, Le Droit, À vous la parole, 7 mars 2008, p.14.

RADIO-CANADA (2012), *Bernard Landry nie avoir imposé le nom « Gatineau », au lendemain des fusions il y a 10 ans*, 5 janvier 2012.